

Online Reporting Tool (ORT)

Section I Brief overview of the process of preparation of the report

General

Government

Madagascar

National authorities responsible for the preparation and submission of the report

Ministère en charge de la biodiversité (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable)

FR

Contact person

Rantonirina RAKOTOARIDERA

FR

Contact details

rakotoaridera@yahoo.fr; sahobyivyrandriamahaleo@aol.com

FR

Briefly describe the process followed for the preparation of the present report. Responses may include the following

Le septième rapport national à la CDB a été préparé sous la coordination du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), avec la contribution des Ministères sectoriels et de leurs démembrements (services techniques déconcentrés), des centres de recherche et universités/départements universitaires (nationaux et internationaux), des communautés locales, des autorités locales, des femmes, des jeunes, des organisations non gouvernementales, des

FR

organisations de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers.

La collecte des données s'est appuyée sur la revue des documents techniques et stratégiques existants, les bases de données nationales, les rapports techniques de projets environnementaux et des consultations techniques. Les informations ont été validées à travers différentes réunions de travail et des échanges techniques avec les parties prenantes concernées.

Le processus a intégré des consultations multipartites aux niveaux national, régional et local, dans une approche pangouvernementale et pansociétale, tenant compte des réalités et circonstances nationales.

Section II Status of the revised or updated national biodiversity strategy and action plan in alignment with the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

Has your country revised or updated its national biodiversity strategy and action plan in alignment with the Framework?

Yes

Did your country involve and engage stakeholders in revising or updating its national biodiversity strategy and action plan?

Yes

EN

Stakeholders

Indigenous peoples and local communities (IPLC)

Women

Youth

Local and/or subnational government

Private sector

Other (Ministères sectoriels et services techniques déconcentrés, autorités locales et autorités traditionnelles, centres de recherche et universités/départements universitaires, communauté

technique et scientifique, organisations non gouvernementales, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers)

Has your country's revised or updated national biodiversity strategy and action plan been adopted as a policy or a legal instrument, and/or integrated into other strategies?

In Progress

Briefly describe the national biodiversity monitoring system and how it tracks progress in the implementation of the national biodiversity strategy and action plan.

Les SPANB reposent sur un système national de suivi-évaluation conçu pour mesurer les progrès, vérifier l'efficacité des actions et assurer la transparence dans la mise en œuvre de la stratégie. Ce dispositif s'appuie sur un cadre de performance comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs alignés sur le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Il comprend des mécanismes de collecte, d'analyse, de vérification et de revue périodique des données, ainsi que des rapports techniques réguliers destinés aux instances nationales et aux obligations internationales.

Le Ministère en charge de l'environnement naturel et de la biodiversité pilote ce système en collaboration avec les institutions sectorielles, les collectivités territoriales, les organisations communautaires, les ONG, les universités et les centres de recherche. Des évaluations systémiques indépendantes peuvent être menées pour apprécier l'efficacité des interventions et proposer des ajustements indispensables.

FR

Section III Please use the following template to report on progress in the implementation of your country's national targets and revised or updated national biodiversity strategy and action plan in alignment with the Framework. In cases where no national target is linked with one or more related global targets, it is suggested that countries report directly on progress contributing to the global targets.

D'ici 2030, le taux de perte des zones de grande importance pour la biodiversité est réduit en s'appuyant sur une planification spatiale participative, intégrée et respectueuse de la biodiversité. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé une série d'actions structurantes visant à renforcer la base

FR

de connaissances, améliorer les outils de planification et intégrer progressivement la biodiversité dans les décisions d'aménagement du territoire. Ces mesures incluent notamment :

- Renforcement des inventaires et bases de données biologiques et écologiques : actualisation des inventaires nationaux de la faune, de la flore et des habitats naturels clés, et cartographie des écosystèmes prioritaires pour la biodiversité;
- Intégration progressive de la biodiversité dans la planification spatiale : inclusion des zones de conservation et des habitats sensibles dans les plans et schémas d'aménagement locaux, régionaux et sectoriels;
- Renforcement des processus réglementaires : amélioration de l'application des Études d'Impact Environnemental (EIE) et des Évaluations Environnementales Stratégiques (EES) pour assurer la prise en compte systématique de la biodiversité dans les projets de développement;
- Protection et sécurisation des zones de grande importance pour la biodiversité : extension et consolidation du réseau d'aires protégées terrestres, d'eau douce et marines, délimitation et gestion des zones humides et corridors écologiques prioritaires, sécurisation foncière partielle des terrains des communautés locales;
- Promotion de la participation des communautés locales : consolidation des mécanismes de gestion décentralisée (GELOSE, GCF, LMMA) et mise en place de consultations locales pour intégrer les connaissances traditionnelles et les droits d'usage.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Les progrès réalisés vers la Cible 1 se traduisent par plusieurs avancées structurantes. La base de connaissances sur la biodiversité a été renforcée grâce à l'actualisation progressive des inventaires de la faune, de la flore et des habitats naturels, ainsi qu'à l'amélioration de la cartographie des écosystèmes clés et des zones prioritaires pour la conservation.

L'intégration de la biodiversité dans la planification territoriale progresse, avec la

FR

prise en compte croissante des zones protégées, des corridors écologiques et des habitats sensibles dans certains plans régionaux et communaux d'aménagement. Cette évolution contribue à une meilleure cohérence entre conservation de la biodiversité et développement territorial.

Les approches collaboratives et participatives ont également été consolidées, notamment à travers la mise en place d'aires protégées communautaires et le renforcement de la gestion locale des ressources naturelles, favorisant l'implication active des communautés dans la surveillance et la gestion des écosystèmes.

Par ailleurs, les processus réglementaires ont été renforcés par une utilisation accrue des Études d'Impact Environnemental (EIE) et des Évaluations Environnementales Stratégiques (EES), permettant une meilleure anticipation des impacts des projets de développement sur la biodiversité.

Enfin, la protection ciblée des zones écologiquement importantes s'est traduite par l'extension progressive du réseau d'aires protégées terrestres, d'eau douce et marines, ainsi que par des initiatives visant la gestion durable des zones humides et des mangroves.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis :

- Fragmentation institutionnelle et coordination limitée entre secteurs
- Données écologiques encore incomplètes ou dispersées, limitant l'efficacité de la planification intégrée
- Capacités techniques et financières limitées aux niveaux régional et communal
- Pressions socio-économiques fortes sur les terres et les ressources naturelles
- Insécurité foncière et reconnaissance incomplète des droits des communautés locales.

Approches envisagées :

- Renforcement de la planification spatiale intégrée à l'échelle nationale et régionale
- Amélioration des systèmes d'information géographique et de suivi environnemental

FR

- Intégration plus systématique de la biodiversité dans les politiques sectorielles
- Renforcement des capacités techniques des collectivités territoriales et des communautés locales
- Mobilisation accrue de financements nationaux et internationaux pour la conservation et la gestion durable de la biodiversité.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Aires marines gérées localement (LMMA) : certaines communautés ont réussi à réduire la pêche illégale et à restaurer les récifs coralliens, démontrant l'impact positif de la participation locale ;
- Transferts de gestion (GELOSE/GCF) : plusieurs forêts communautaires gérées par les populations locales ont permis une meilleure surveillance des ressources et ont montré une réduction notable de la déforestation ;
- Protection des zones humides et mangroves : l'intégration de certaines zones humides dans les plans d'aménagement locaux a contribué à limiter leur conversion à des fins agricoles ou urbaines ;
- Le secteur de l'aménagement du territoire a joué un rôle stratégique dans la mise en œuvre de la Cible 1 à Madagascar, en contribuant à la planification spatiale intégrée et à la protection des zones de grande importance pour la biodiversité. Entre 2018 et 2024, neuf atlas maritimes régionaux ont été élaborés pour les régions Atsimo Andrefana, Diana, Sava, Analanjirofo, Atsimo Atsinanana, Anosy, Androy, Menabe et Melaky. Ces atlas ont permis de cartographier les écosystèmes clés et de renforcer la base de connaissances sur les zones côtières et marines prioritaires pour la conservation. Entre 2022 et 2024, sept diagnostics maritimes régionaux ont été réalisés dans les Régions Diana, Analanjirofo, Atsimo Atsinanana, Anosy, Androy, Menabe et Melaky, fournissant des informations détaillées sur l'état écologique et les pressions anthropiques sur les écosystèmes. Ces diagnostics constituent des outils essentiels pour orienter les décisions d'aménagement et prioriser les actions de protection. Parallèlement, sept prospectives territoriales ont été développées sur les mêmes régions et sont actuellement en cours de validation, afin de guider la planification spatiale en intégrant les enjeux environnementaux, socio-économiques et la conservation de la biodiversité. En 2024, le PSM de Nosy Be a été élaboré pour soutenir la gestion durable des ressources marines et côtières à l'échelle locale, et les travaux pour l'Atlas et le diagnostic local d'Anakao sont programmés pour 2025-2026. Grâce à

FR

ces initiatives, la planification spatiale respecte davantage la biodiversité et permet d'intégrer les connaissances locales et scientifiques dans les décisions d'aménagement, contribuant ainsi à la réduction de la perte des zones de grande importance pour la biodiversité et à la consolidation des aires protégées et corridors écologiques prioritaires (Direction du Territoire Maritime et Littoral (DTML) du Ministère en charge de l'aménagement du territoire, 2026).

- Depuis 2022, Madagascar a mis en œuvre un ensemble de mesures concrètes pour réduire la perte des zones de grande importance pour la biodiversité en s'appuyant sur une planification spatiale participative, intégrée et respectueuse de la biodiversité. La mise en œuvre des Schémas d'Aménagement Communaux (SAC) a été un outil central de cette stratégie. En 2022, quatre SAC ont été élaborés autour de Menabe Antimena et quatre autour de Kirindy Mitea, permettant de mieux protéger les habitats clés et de renforcer la gouvernance locale des aires prioritaires. En 2023, sept SAC ont été développés autour de Beampingaratsy, Tsitongambarika et Andohahela, quinze dans la région d'Andapa, quinze dans la Région Sofia, onze dans Analanjirofo, trois dans Alaotra Mangoro, deux dans Atsinanana, et quatre autour d'Ankarafantsika. En 2024, neuf SAC ont été établis dans la Région Atsimo Atsinanana, quatre autour de la forêt de Tapia et vingt dans les Régions Anosy, Androy et Atsimo Andrefana. Parallèlement, trois Schémas d'Aménagement InterCommunaux (SAIC) ont été élaborés pour les Régions Atsimo Andrefana, Diana et Anosy en 2024 afin d'assurer une cohérence territoriale et une meilleure intégration des enjeux écologiques à l'échelle communale. Au niveau régional, le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) a été élaboré pour Analamanga en 2023 et pour Anosy et Androy en 2024, permettant de renforcer la planification à l'échelle régionale et de consolider la conservation des écosystèmes prioritaires. Ces actions ont permis d'améliorer significativement la connaissance spatiale des zones prioritaires pour la biodiversité, de sécuriser des habitats clés et de renforcer la coordination entre les différentes parties prenantes. Elles ont également contribué à une meilleure intégration des aires protégées et des corridors écologiques dans la planification territoriale, tout en renforçant la participation des communautés locales à la gestion durable des écosystèmes (Direction de la Planification et du Développement Territorial (DPDT) du Ministère en charge de l'aménagement du territoire, 2026).
- Le Ministère en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène a renforcé la protection des zones de grande importance pour la biodiversité à travers la préservation et la gestion durable des bassins versants, ce qui contribue à

réduire la perte d'habitats et à maintenir les services écosystémiques liés à l'eau.

- Le Ministère en charge des mines organise chaque année un reboisement ministériel conformément aux objectifs de restauration écologique. Le nouveau code minier (Loi n° 023-007) et ses décrets d'application (Décret n° 2024-1464) renforcent les obligations des permissionnaires miniers en matière de respect de l'environnement naturel et de la biodiversité. L'arrêté interministériel Mines et Environnement (AIME N° 12 032/2000) a été mis à jour afin d'être en conformité avec le nouveau code minier et le décret MECIE. Avant toute exploitation ou recherche, les opérateurs doivent obtenir un permis ou une autorisation environnementale. Chaque permis minier inclut désormais un cahier des charges intégrant un volet social et environnemental, ainsi qu'un programme d'engagement environnemental et un cahier de prescriptions environnementales précisant les obligations sur le respect de l'environnement naturel et de la biodiversité pour chaque type d'activité. Un quitus environnemental est octroyé à la fin des travaux, conformément aux dispositions légales mentionnées.
- Le Ministère du Commerce et de la Consommation (MinCC) n'est pas directement en charge de la planification spatiale ou de la gestion des zones prioritaires, mais il joue un rôle stratégique transversal. En coordination avec les Ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, le MinCC aligne les politiques commerciales avec les objectifs de conservation de la biodiversité et contribue à promouvoir une consommation responsable, réduisant ainsi la pression sur les zones sensibles. Ces interventions renforcent la planification intégrée, influencent l'élaboration de normes commerciales durables et améliorent la conservation forestière.
- Entre juin et décembre 2025, Madagascar National Parks (MNP) a poursuivi la gestion et la conservation de son réseau de 49 aires protégées réparties sur l'ensemble du territoire national, comprenant 27 parcs nationaux dont 9 aires marines protégées, 16 réserves spéciales, 2 réserves naturelles intégrales et 3 nouvelles aires protégées. La planification spatiale participative a été renforcée par l'implication active des communautés locales, des autorités territoriales, des gestionnaires d'aires protégées et des autres parties prenantes clés, garantissant une prise de décision inclusive et concertée. L'identification, la cartographie et la priorisation des zones de grande importance pour la biodiversité ont été réalisées sur la base de données écologiques, socio-économiques et des savoirs locaux. En décembre 2025, l'évolution des habitats a été intégrée dans le système de suivi-évaluation pour 43 aires protégées à travers Madagascar, permettant un meilleur suivi

des dynamiques écologiques. Par ailleurs, en 2025, les plans d'aménagement et de gestion (PAG) de 39 aires protégées ont été élaborés ou mis à jour, avec un zonage adapté assurant une répartition équilibrée des usages et contribuant à la réduction des conflits d'usage. Dix-sept aires protégées disposent désormais d'Évaluations Environnementales Stratégiques intégrant des Plans de Gestion Environnementale et Sociale, renforçant la participation communautaire et la prise en compte des impacts environnementaux. La mise en œuvre des outils de planification pour la gestion durable et la résilience concerne 39 aires protégées. En complément, douze plans d'action de lutte contre les feux ont été élaborés en 2025 pour les sites AHL, MKA, KRM, ARN, AKF, BBL, ABT, TST, MSL, MRL, MDS et ZVB, contribuant à la réduction des pressions anthropiques sur les écosystèmes (<https://parcs-madagascar.com/>)

- Dans le cadre du projet GEF-6 « Conservation et utilisation durable de la diversité biologique dans le paysage du Nord-Ouest (Région Boeny) », mis en œuvre de juin 2019 à décembre 2023 par Conservation International Madagascar, la gestion et le financement durable de cinq aires protégées totalisant 588 494 hectares ont été renforcés dans la région Boeny : le Parc national d'Ankarafantsika, le Parc national de la Baie de Baly, la Réserve spéciale de Bombetoka, le Complexe Mahavavy Kinkony et l'Aire protégée d'Antrema. Ces aires protégées ont été reconnues et intégrées dans les instruments de planification territoriale, notamment le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de la Région Boeny couvrant la période 2016-2036. Le SRAT reconnaît explicitement la valeur du capital naturel régional et intègre les aires protégées dans les priorités d'affectation future des terres. Les plans d'aménagement et de gestion des cinq aires protégées ont été alignés sur ce schéma régional ainsi que sur les Schémas d'Aménagement Communaux des Communes Rurales riveraines, assurant une cohérence en matière de zonage, d'axes stratégiques de conservation de la biodiversité et de développement économique. Cette intégration a favorisé une coopération étroite entre gestionnaires d'aires protégées, autorités régionales et collectivités territoriales décentralisées. Les représentants de la région Boeny ont été impliqués dans le Comité de Pilotage du projet, garantissant un suivi institutionnel et une appropriation locale des actions. Les activités mises en œuvre dans les aires protégées contribuent ainsi à la concrétisation des orientations du SRAT en protégeant les zones identifiées comme prioritaires et en soutenant des activités de développement durable compatibles avec les objectifs territoriaux. En matière d'efficacité de gestion, le projet visait une augmentation de 15 % du score moyen METT (Management Effectiveness Tracking Tool). Au démarrage, le score moyen des cinq aires

protégées était de 58,8 %. En 2022, il atteignait 78 %, soit une progression moyenne de 19 %, dépassant l'objectif initial. Les évaluations METT, réalisées chaque année en décembre en présence des comités d'orientation et de suivi de chaque aire protégée, constituent un indicateur clé de performance. Des recommandations ont été formulées pour améliorer l'outil, notamment en détaillant davantage les menaces (migration, incendies, application de la loi), en documentant systématiquement les éléments justificatifs des scores et en faisant évoluer l'outil afin de mieux mesurer les impacts au-delà des seuls résultats.

- Le Development and Environmental Law Center Madagascar (DELC) Mizàna Maitso met en œuvre depuis 2026 des actions au sein de la Nouvelle Aire Protégée (NAP) Bombetoka-Belemboka pour promouvoir la justice environnementale et appliquer les lois sur la gestion des ressources naturelles, augmenter la résilience des écosystèmes face aux changements climatiques, lutter contre les feux, réduire les défrichements de végétation naturelle d'origine agricole et limiter les coupes sélectives de bois pour des usages locaux. Ces actions s'accompagnent d'un renforcement des capacités des structures locales chargées de la gouvernance de l'aire protégée. Les effets attendus comprennent une meilleure gestion de la NAP et la préservation des écosystèmes forestiers et côtiers.
- TAFO MIHAAVO contribue à la réduction de la perte des zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité en mobilisant ses 600 membres pour la gestion durable de plus de 1 700 000 hectares de ressources naturelles (lacs, zones lacustres, forêts, mangroves, zones littorales et marines) dans vingt (20) Régions de Madagascar. Le réseau soutient le reboisement et la restauration des écosystèmes dégradés et assure la sensibilisation des communautés locales à l'importance de la conservation des habitats naturels.
- Les actions menées par The Aspinnall Foundation incluent le reboisement et la reforestation dans les zones dégradées avec des espèces autochtones pour restaurer les écosystèmes, ainsi que des activités de sensibilisation et d'éducation environnementale pour informer les communautés locales sur l'importance de la biodiversité et des écosystèmes dans leur bien-être. Ces actions sont mises en œuvre de 2023 à 2025 dans l'ensemble des sites d'intervention, à savoir CAZ Alaotra-Mangoro, Région Atsinanana, CAZ Ankeniheny-Zahamena, Andriantantely, Maevatanana et Ambatoboeny. Les efforts mis en œuvre incluent une augmentation de la surface couverte par des espèces végétales autochtones et une participation accrue des communautés locales aux initiatives de protection des ressources naturelles.
- Dans l'Aire Protégée d'Angavo, Région Androy, District Antanimora Sud, Turtle

Survival Alliance Madagascar (TSA) met en œuvre un programme d'aménagement et de gestion participative de territoire et terroir conforme au cadre national de gestion des aires protégées. Ce programme structure le zonage du territoire, organise les espaces de conservation stricte, d'utilisation durable et de restauration écologique, et implique les communautés locales dans la planification stratégique territoriale afin de réduire la perte et la fragmentation des habitats naturels.

- En 2024-2025, sous le leadership du Ministère en charge de l'Aménagement du Territoire, Wildlife Conservation Society (WCS) a contribué à l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de la Région Androy, en veillant à l'intégration de la nouvelle aire marine protégée Atimo Vata'e (Ria Androy) couvrant 772 199 ha. Parallèlement, WCS a participé activement aux processus de Planification Spatiale Marine (PSM) de Nosy Be et de la Région DIANA, en valorisant les résultats des recherches en biodiversité marine et en assurant l'intégration des aires marines protégées qu'elle gère et promeut, notamment le Paysage Harmonieux Protégé Ankivonjy (139 409 ha), le Paysage Harmonieux Protégé Ankarea (135 556 ha) et la nouvelle aire marine protégée Tandavandriva Nosy Be (329 700 ha). L'élaboration des PSM Nosy Be et DIANA est conduite par les Ministères en charge de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Pêche et de l'Économie Bleue, avec l'appui financier de l'Université de Rhode Island et du WWF, en collaboration avec les acteurs clés locaux. Ces démarches permettent une meilleure intégration des enjeux de conservation dans les outils d'aménagement territorial et maritime.
- Entre 2021 et 2025, WWF a appuyé la planification spatiale marine (MSP) dans le paysage Diana et le Plan d'Aménagement Pêcherie (PAP) dans le Menabe/BATAN. Les enjeux de biodiversité ont été intégrés dans les cadres territoriaux existants tels que les SAC et SRAT. Des espaces multi-acteurs ont été renforcés et opérationnels, incluant le CRAT DIANA, le COPIL du Paysage du Nord, le PFGAP inter-régional Avarabe et les Task force et Comité Régional de Gestion Intégrée des Zones Côtières (CR-GIZC) dans les régions Menabe et Melaky. Ces actions ont permis un bon niveau de mise en œuvre des cinq piliers de l'Integrated Landscape Management (ILM), avec une baisse relative de la déforestation par rapport au baseline 2021 et une amélioration de la couverture des écosystèmes forestiers et de mangroves entre 2020 et 2025.
- USAID Hay Tao a appuyé la planification spatiale intégrée dans les Districts de Maroantsetra et Morondava, en impliquant les communautés locales et les autorités régionales. L'initiative a été accompagnée de campagnes de sensibilisation sur les lois relatives à la conservation et à la gestion durable

des ressources naturelles (*Natural Resource Management* ou NRM), utilisant à la fois les médias sociaux, la télévision, la radio, la presse et des événements en personne. Les communautés et autorités locales ont été formées à l'usage de la hotline 512 et de la Clinique Juridique Environnementale (CJE) pour signaler les infractions environnementales. Entre 2019 et 2022, ces actions ont permis de sensibiliser 50 % des communautés cibles et ont entraîné une augmentation significative du signalement communautaire des infractions ainsi qu'une meilleure diffusion des connaissances sur la NRM.

- Entre 2020 et 2024, l'Université de Rhode Island, en collaboration avec la Région Menabe, la commune urbaine de Nosy Be Hellville, et sous la tutelle du MEDD, du MPEB et du MATSF, a réalisé plusieurs initiatives visant à mettre en place une planification stratégique spatiale marine participative et intégrée. Dans le cadre du projet USAID Hay Tao, un atlas et un diagnostic maritime de la Région Menabe ont été élaborés, couvrant une surface totale de 9 000 000 hectares, constituant ainsi une étape préliminaire pour la planification spatiale marine future. Parallèlement, dans le cadre du projet UNDP Innovation Challenge, une planification spatiale marine spéciale (SAMP) a été mise en œuvre à Nosy Be, couvrant 240 740 hectares de zones côtières et marines, en mettant l'accent sur l'implication des communautés locales. Ces actions ont permis de renforcer l'engagement des communautés dans la conservation des écosystèmes marins et côtiers, de définir les zones prioritaires pour la protection et de fournir une base solide pour la gestion rationnelle et durable des ressources marines, halieutiques et côtières à Madagascar.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 1 contribue directement aux Objectifs de Développement Durable (ODD) :

- ODD 14 (Vie aquatique) et ODD 15 (Vie terrestre) : conservation des écosystèmes terrestres, aquatiques, côtiers et marins
- ODD 13 (Action climatique) : maintien des services écosystémiques contribuant à l'adaptation et à l'atténuation des effets du changement climatique
- ODD 1, 2 et 8 : soutien aux moyens de subsistance durables et à la résilience des communautés locales.

FR

Elle s'inscrit également dans la mise en œuvre d'autres accords environnementaux multilatéraux, notamment :

- la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
- La Convention de Ramsar pour la protection des zones humides
- Les Accords régionaux sur la gestion durable des ressources naturelles et des pêches

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

1.1 Percentage of land and sea area covered by biodiversity-inclusive spatial plans

Headline

GBF-INDICATOR-1.1

1.b Number of countries using participatory, integrated and biodiversity-inclusive spatial planning and/or effective management processes addressing land- and sea-use change to bring the loss of areas of high biodiversity importance close to zero by 2030

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-1

Superficie des zones humides inventoriées

3EC3448D-8555-98CE-6D77-772694CE71E3

National

Nombre d'outils de planification territoriale intégrant la biodiversité élaborés

National

06E417DF-EFBE-E1EE-E740-ACF259257911

Veiller à ce que d'ici 2030, au moins 25% des zones dégradées de tous les écosystèmes terrestres, lacustres, côtiers et marins fassent l'objet d'une restauration efficace. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé plusieurs mesures structurantes pour renforcer la restauration des écosystèmes dégradés, tant sur le plan institutionnel que technique et opérationnel. Les principales actions incluent :

- Renforcement du cadre institutionnel et de gouvernance de la restauration : mise en place et opérationnalisation progressive du Comité National de Restauration des Paysages Forestiers (CN RPF), intégration des dimensions marines et côtières, et renforcement de la coordination intersectorielle à travers le CIPA et les plateformes multisectorielles ;
- Alignement des cadres politiques et juridiques : révision et harmonisation progressive des textes liés à la restauration, à la gestion forestière, à la gestion des pêcheries et à la protection des habitats naturels ;
- Mise à l'échelle des actions de restauration écologique : programmes de reboisement, restauration de mangroves, revégétalisation, agroforesterie, restauration de bassins versants et restauration d'écosystèmes marins (récifs, herbiers, mangroves, zones de pêche) ;
- Implication accrue des communautés locales : intégration de l'approche genre, transferts de gestion, DINA, campagnes de sensibilisation, éducation environnementale et mobilisation communautaire ;
- Renforcement du suivi-évaluation : développement et déploiement progressif du Système de Suivi et de Comptabilisation des actions de Restauration (SC-RPF) ;
- Mobilisation des partenaires techniques et financiers : mise en œuvre de projets soutenus par GEF, FVC, UE, PNUD, FAO, BM, ONG internationales et fondations sur la nature et la biodiversité.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Des progrès significatifs ont été enregistrés dans la restauration des écosystèmes terrestres, côtiers et marins à travers plusieurs initiatives mises en œuvre à

FR

différentes échelles.

La restauration forestière et agroforestière a été étendue dans plusieurs régions écologiques prioritaires, notamment dans des bassins versants stratégiques et des zones fortement affectées par l'érosion. Ces interventions ont contribué à la réhabilitation progressive des sols, à la réduction de la dégradation des terres et au renforcement des biens et services écosystémiques, notamment la régulation hydrique et la séquestration du carbone. Les approches agroforestières ont également permis d'intégrer les objectifs de restauration aux besoins de subsistance des communautés locales.

Des programmes de restauration des mangroves ont été mis en œuvre dans plusieurs zones côtières, combinant reboisement, protection des sites dégradés et renforcement de la gestion communautaire. Ces actions ont favorisé la stabilisation des côtes et/ou des littoraux, l'amélioration des habitats marins et/ou halieutiques et le renforcement de la résilience des communautés locales face aux aléas climatiques.

Dans le domaine marin et côtier, la mise en œuvre de plans d'aménagement des pêcheries (PAP), le développement d'aires marines gérées localement (LMMA) et les transferts de gestion des ressources halieutiques (TGRH) ont contribué à une gestion plus durable des ressources mentionnées et à la restauration progressive de certains stocks biologiques et habitats marins.

La mobilisation communautaire s'est accrue, avec une participation plus active des organisations locales, des femmes et des jeunes aux activités de restauration et de gestion des ressources naturelles. Cette dynamique a renforcé l'appropriation locale et l'engagement régional des initiatives de restauration et leur durabilité à long terme.

Par ailleurs, le développement du système de comptabilité de restauration des paysages forestiers (SC-RPF) et la mise en place des premiers outils de suivi ont permis d'améliorer la coordination stratégique des interventions et de structurer progressivement le suivi des surfaces restaurées et des impacts écologiques.

Enfin, plusieurs projets de restauration ont bénéficié de l'appui technique et financier du secteur privé et des partenaires techniques et financiers ainsi que de fondations internationales, contribuant à l'extension géographique des actions de restauration et au renforcement des capacités nationales.

À Madagascar, l'ambition de la Cible 2 se traduit par l'élaboration et la validation du Plan d'action national de mise en œuvre de l'Initiative Grande Muraille Verte

(2024-2030), adopté en mars 2024 avec l'appui de la Banque Mondiale. Ce plan constitue un cadre stratégique national visant à restaurer les terres dégradées, lutter contre la désertification et renforcer la résilience des ressources face aux enjeux climatiques, tout en contribuant à la préservation de la biodiversité et à l'amélioration des conditions de vie des populations humaines. La vision portée par cette initiative est celle d'une population malagasy s'épanouissant dans un environnement naturel restauré et productif, où la gestion durable des terres soutient à la fois la sécurité alimentaire et le développement économique. D'ici 2030, les objectifs fixés incluent l'intégration du principe de la Grande Muraille Verte dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernance, la restauration d'au moins 6 000 hectares de terres dégradées dans une première phase, avec une ambition à long terme de 500 000 hectares restaurés, ainsi qu'une contribution significative à l'absorption des gaz à effet de serre dans le secteur UTCATF de l'ordre de 176 000 Mteq CO₂ pour la phase 1(5 ans) et une ambition de 14 666 666 Mteq CO₂. L'initiative vise également l'amélioration directe des conditions de vie d'un million de personnes et des bénéfices indirects pour plus de onze millions d'habitants répartis dans douze régions du pays. Le budget prévisionnel global s'élève à 153 millions de dollars américains. La mise en œuvre repose sur plusieurs principes structurants, notamment la restauration d'au moins 100 hectares contigus à l'échelle paysagère, la réhabilitation prioritaire des zones à haute valeur de biodiversité et la promotion d'espèces inscrites à la CITES. Elle prévoit également l'instauration d'un mécanisme institutionnel cohérent, la planification intégrée de l'utilisation des terres, l'alignement sur les trois Conventions de Rio — la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification — ainsi que l'amélioration de la sécurisation foncière et la promotion de la cohésion sociale. La mobilisation de financements mixtes, incluant des fonds publics, des mécanismes innovants et des accès au marché carbone, constitue un levier central de durabilité.

Plusieurs étapes majeures ont déjà été franchies, notamment la négociation de financement auprès de l'IDA dans le cadre du projet MIONJO en juin 2021, l'élaboration technique du plan au second semestre 2023 avec l'appui de la Food and Agriculture Organization, la validation nationale en mars 2024 et la mobilisation de financements auprès du Global Environment Facility et de l'United Nations Environment Programme en 2024. Des appuis complémentaires sont en cours avec le mécanisme mondial de la CNUCLD, la SADC et d'autres partenaires techniques et financiers. La mise en œuvre opérationnelle se concrétise à travers plusieurs projets structurants. Le projet MIONJO, dans ses composantes 3D, intervient dans les régions Androy, Anosy et Atsimo Andrefana, où 1 280 hectares

de dunes ont déjà été restaurés et 692 hectares reboisés à vocation énergétique, avec la mise en place de dix pépinières permanentes et la création de plus de dix mille emplois verts décents. Le Laboratoire Vivant de la Grande Muraille Verte, développé autour du Parc national de Ranomafana et dans la Région Boeny, expérimente la restauration et la sécurisation foncière sur environ 600 hectares. D'autres projets en préparation portent sur la neutralité en matière de dégradation des terres, les solutions fondées sur la nature et le renforcement des capacités décisionnelles inclusives. Enfin, la dynamique partenariale mobilise des organisations de la société civile, des plateformes communautaires et des réseaux internationaux, dont TMJ, LLandDev, Huairou Commission, SIF, AIKA et TAFO MIHAAVO. L'ensemble de ces actions contribue progressivement à l'atteinte de la cible 2 en structurant une restauration écologique à grande échelle, intégrée aux priorités sociales, économiques et climatiques du pays.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis :

- Financements insuffisants et non pérennes/limités ;
- Capacités techniques et logistiques limitées au niveau local ;
- Pressions anthropiques et/ou naturelles persistantes (déforestation, incendies, EEE, trafics illicites des ressources, drainage des zones humides, sécheresse/inondation) ;
- Coordination intersectorielle encore incomplète.

Approches prioritaires :

- Opérationnaliser pleinement le CN RPF élargi (terrestre et marin) ;
- Accélérer le déploiement du SC-RPF ;
- Développer des financements durables (PSE, cofinancement, fonds climat, Neutralité de dégradation des terres) ;
- Mettre à l'échelle la restauration communautaire avec approche genre ;
- Renforcer la prévention, la surveillance et les actions répressives ;
- Promouvoir la recherche-action, l'innovation et les start-up vertes.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Restauration des mangroves (Nord-Ouest, Moyen-Ouest, Sud-Ouest) : restauration, replantation et gestion communautaires, amélioration de la production des ressources halieutiques
- Programmes RPF : réduction de l'érosion des sols, amélioration de la disponibilité des ressources en eau continentale
- Agroforesterie : amélioration des revenus et de la résilience socio-écologique et socio-économique face au changement climatique
- PAP et LMMA : restauration des stocks exploitables de poissons et gouvernance environnementale locale renforcée
- Le Ministère en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène met en œuvre des actions de restauration et de réhabilitation des zones dégradées en intégrant la construction et l'aménagement d'infrastructures hydrauliques durables pour améliorer la régénération des écosystèmes aquatiques et riverains.
- Les permissionnaires miniers sont sensibilisés à l'obligation de restaurer ou réhabiliter les zones écologiques affectées. Ces obligations sont intégrées dans le cahier des charges minier et le cahier des charges environnemental, et chaque permis doit inclure la constitution d'une provision environnementale spécifique. Les références sont la Loi n° 023-007, le cahier des charges minier et le cahier des charges environnemental.
- Le Ministère du Commerce et de la Consommation contribue à la Cible 2 en veillant à ce que les réglementations commerciales et de consommation n'entravent pas les objectifs de restauration écologique. Il influence les normes commerciales et coopère dans des plateformes intersectorielles intégrant les objectifs du développement durable. Cette contribution permet de renforcer la capacité technique locale à restaurer les zones dégradées, à réduire l'érosion côtière tout en incluant des aspects socio-économiques tels que la création d'emplois et le développement d'activités économiques vertes. La restauration des écosystèmes côtiers et des sub-bassins versants, documentée notamment dans les projets Mangoky et Scaling Up Ecosystem-Based Adaptation for Coastal Areas, permet de revitaliser les services écosystémiques (protection contre l'érosion, stockage du carbone, habitats pour espèces) et d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales.
- Le secteur santé a contribué de manière significative à la restauration des écosystèmes dégradés à travers l'organisation annuelle de campagnes de reboisement et de reforestation dans toutes les Régions de Madagascar. Ces initiatives ont permis d'augmenter la couverture végétale, de restaurer des habitats dégradés et de réguler le climat local. Par ailleurs, ces actions ont

renforcé la résilience des communautés face aux impacts négatifs du changement climatique et ont contribué à la réduction des risques sanitaires liés aux maladies sensibles au climat, telles que la peste et le paludisme, tout en valorisant la biodiversité locale.

- En 2025, un renforcement institutionnel des activités de restauration a été engagé à l'échelle nationale dans le cadre du processus d'élaboration du plan quinquennal de restauration. La collaboration avec les ONG, les associations de proximité, les acteurs du secteur privé et les différentes parties prenantes a été consolidée, notamment au niveau du Parc National Ankarafantsika (AKF), où les acteurs ont été mobilisés pour l'élaboration d'un plan de restauration des sites écologiques. Dans les zones Nord-Ouest, Ouest et Sud-Ouest, l'appui à la mise en place des Plans d'Aménagement de Pêcheries et à la promotion des transferts de gestion halieutique a été réalisé dans le cadre du projet Pêche Côtière Durable géré par Madagascar National Parks. Par ailleurs, la restauration et la gestion durable des ressources naturelles ont été renforcées en partenariat avec des institutions de recherche appliquée, notamment à travers une convention de collaboration signée entre MNP et l'IHSM pour promouvoir davantage de recherches dans les aires marines protégées. En parallèle, les patrouilles régulières ont été intensifiées dans 43 aires protégées afin de lutter contre les pressions anthropiques et favoriser la régénération naturelle des écosystèmes.
- Dans le bassin versant du lac Alaotra, le projet PPC-Alaotra (2023-2025), mis en œuvre par Conservation International Madagascar dans le District d'Ambatondrazaka, a conduit des consultations publiques communales, la délimitation de parcelles de restauration forestière et agroforestière, ainsi que le renforcement des capacités des équipes et partenaires sur les techniques de restauration, la production de plants, les sauvegardes environnementales et sociales et la gestion des feux. Cent cinq sites de pépinières ont été créés et 8 280 618 pieds de plantes ont été mis en terre sur 4 048 hectares. Les effets observés incluent un fort engagement communautaire, facilité par la sécurisation foncière des parcelles restaurées, une diminution des petits vols grâce aux revenus générés pendant la période de soudure, ainsi qu'une amélioration générale des revenus locaux (main-d'œuvre, commerçants, agriculteurs, éleveurs). Les matériaux locaux tels que sable, fumier et herbes ont été valorisés économiquement, contribuant à l'amélioration des conditions de vie et à l'acquisition d'équipements ou à la construction d'habitations (<https://www.terramatch.org/fr-FR/home>). Le projet Riz Plus-Alaotra, mis en œuvre dans cinq Communes Rurales du même bassin versant, a permis la création de douze (12) pépinières et la plantation de 39

348 pieds de plantes sur 26 hectares. Bien que plus récent, il présente des effets similaires en matière de mobilisation communautaire et de valorisation économique locale. Dans le Corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ), des campagnes de restauration menées entre 2020 et 2025 ont permis la mise en terre de 656 825 plants sur 572 hectares, avec une prévision supplémentaire de 135 hectares en 2026. La déforestation y a diminué de 30,71 % en 2018 à 1,33 % en 2023, avec une réduction estimée de plus de 9 millions de tonnes de CO₂ sur la période 2018–2025, selon les calculs du BNCCREDD et les rapports du Green Climate Fund

(<https://www.greenclimate.fund/project/fp026>; https://www.fapbm.org/rapport_annuel/rapport-annuel-2024/). Dans l'aire protégée COFAV (2019–2025), 502 hectares ont été restaurés avec 605 154 plants autochtones, favorisant le retour progressif d'espèces végétales et animales, le renforcement de la gouvernance communautaire (VOI) et l'amélioration des services écosystémiques (fertilité des sols, régulation hydrique, stabilisation des pentes) (<https://www.greenclimate.fund/project/fp026>; https://www.fapbm.org/rapport_annuel/rapport-annuel-2024/). Enfin, dans le corridor marin des sept baies et les versants d'Antanivelatra, Saharengana et Irodo (2018–2025), les actions de contrôle, de restauration écologique et de sensibilisation ont contribué à la réduction des feux et des défrichements.

- Dans la NAP Bombetoka-Belemboka, des actions de restauration écologique terrestre et de reboisement sont menées par DELC Mizàna Maitso entre 2026 et 2027, avec comme objectif la restauration et le reboisement des surfaces dégradées.
- Les actions de TAFO MIHAARO incluent la mise en œuvre de projets de restauration écologique sur les forêts et zones humides dans ses zones d'intervention, en partenariat avec le PNUD et GEF SGP. Le réseau organise également des programmes de formation pour les communautés locales sur la gestion durable des terres afin d'augmenter la résilience des écosystèmes restaurés.
- The Aspinall Foundation a mené l'identification et la priorisation des zones les plus dégradées, la plantation d'arbres et de végétation autochtone, la protection des zones humides et des ressources halieutiques, la promotion de pratiques agricoles durables et la mobilisation des communautés locales à travers des campagnes de sensibilisation. Ces activités sont conduites entre 2023 et 2025 dans toutes les zones d'intervention. Les effets observés sont l'augmentation des surfaces restaurées, la diversification des espèces végétales et animales, l'amélioration des habitats naturels et une résilience accrue des populations locales face aux pressions environnementales.

- Dans l'Aire Protégée d'Angavo, Turtle Survival Alliance Madagascar (TSA) a mené l'identification des zones dégradées par imagerie satellitaire et la mise en œuvre de campagnes annuelles de reforestation en collaboration avec les communautés locales et des partenaires techniques tels que Graine de Vie. Ces interventions contribuent à la restauration progressive des écosystèmes forestiers.
- De 2020 à 2025, WCS a mené, en partenariat avec les communautés locales, des actions de restauration écologique active au sein du Parc Naturel Makira sur une superficie totale de 1 358 ha répartie dans cinq ponts forestiers (Maitimbato, Ampohatsatroaka, Vohitaly, Lokaitra et Manandriana), avec collecte locale de semences, production en pépinières et entretien annuel des parcelles restaurées. Au niveau du Paysage Harmonieux Protégé Ankivonjy, qui abrite 1 269 ha de mangroves dont 181 ha en noyau dur, le diagnostic écologique de 2021 a identifié 129 ha dégradés entre 2015 et 2020. Les actions de restauration menées de 2020 à 2025 ont couvert 70,5 ha, soit près de 55 % des surfaces dégradées, dans les fokontany d'Ampasimena, Amporaha, Ambaliabe et Marohariva, avec des taux de réussite variant de 60 à 85 % pour les espèces *Bruguiera gymnorhiza*, *Ceriops tagal* et *Rhizophora mucronata*. Afin de réduire les pressions sur les récifs coralliens, onze (11) réserves temporaires de pêche ont été instaurées en avril 2025 dans les AMP Ankarea et Ankivonjy, tandis que six réserves temporaires sont opérationnelles depuis 2015 dans la RRN Soariake. Ces dispositifs ont permis d'améliorer les quantités et la qualité des captures, atteignant jusqu'à 6 tonnes par ouverture avec des individus de 6 kg, tout en renforçant la durabilité de l'exploitation et les revenus des pêcheurs.
- WWF Madagascar a, entre 2021 et 2025, développé et mis en œuvre des plans de restauration dans les aires protégées COMATSA et Amoron'i Onilahy ainsi que le long des fleuves Tsiribihina et Onilahy. Les forêts humides des HTN et les forêts épineuses du MHF ont bénéficié de projets de restauration FLR, tandis que les mangroves de MTB et Diana ont été restaurées selon les protocoles MEOR avec suivi d'impact. Ces actions ont permis de restaurer environ 3 578 ha de forêts humides, 410 ha de forêts épineuses et près de 6 653 ha de mangroves, contribuant à une hausse nette de la couverture des mangroves dans les régions Melaky et Menabe.
- USAID Hay Tao a soutenu des campagnes de restauration et de reforestation dans les écosystèmes menacés de Menabe et Kirindy, incluant la plantation de baobabs et la restauration de mangroves, en collaboration avec des ONG locales telles que Bôndy, Dry Forest et *Fiharoan'ny Vondron'Olona Ifotony eto Menabe*. Entre 2021 et 2022, ces initiatives ont conduit à l'allocation de

fonds supplémentaires par FAPBM pour la conservation, ainsi qu'à un engagement accru des communautés locales dans les activités de restauration écologique.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 2 contribue directement à :

- ODD 15 (Vie terrestre) : restauration des écosystèmes terrestres, lutte contre la dégradation des terres ;
- ODD 14 (Vie aquatique) : restauration des mangroves, récifs et zones écologiques de pêche ;
- ODD 13 (Action climatique) : séquestration du carbone, adaptation basée sur les écosystèmes ;
- ODD 1 et 2 (Pauvreté, Faim zéro) : amélioration des moyens de subsistance via agroforesterie, pêche durable ;
- ODD 5 (Égalité des sexes) : intégration de l'approche genre dans les activités de restauration ;
- ODD 8 (Travail décent) : emplois verts liés aux activités de restauration.

Elle est également alignée avec :

- Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULD) et l'objectif de Neutralité en matière de Dégradation des Terres (LDN) ;
- Accords climat (CCNUCC, CDN de Madagascar) via les solutions fondées sur la nature ;
- Convention de Ramsar pour les zones humides ;
- AFR100-Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

2.1 Area under restoration

Headline

GBF-INDICATOR-2.2

2.CT.1 Proportion of land that is degraded over total land area

GBF-INDICATOR-290

Component

D'ici 2030, au moins 21,5 % des zones terrestres et 8,5 % des zones marines d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques sont conservées et gérées efficacement au moyen de réseaux écologiquement représentatifs, d'aires protégées et d'autres mesures de conservation effectives par zone. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé des actions structurantes pour étendre, renforcer et pérenniser le réseau des aires protégées et des AMCE, notamment :

FR

- Mise à jour progressive des cadres juridiques et réglementaires relatifs à la conservation de la biodiversité, à la délégation de gestion des ressources naturelles renouvelables, à la reconnaissance des territoires autochtones et traditionnels et à la formalisation des AMCE ;
- Inventaire, priorisation et officialisation des sites de conservation existants et potentiels, incluant les zones d'importance écologique terrestre, marine et les zones humides ;
- Extension du Système des Aires Protégées de Madagascar (SAPM) et intégration progressive des LMMA, TGRN/TGRH et autres formes de conservation communautaire (conservation directe et/ou de proximité) ;
- Renforcement de la connectivité biologique et/ou écologique à travers l'identification et la sécurisation de corridors écologiques fonctionnels ;
- Renforcement de la gouvernance et des capacités des gestionnaires (publics, privés, communautaires), plateformes multi-acteurs et comités intersectoriels ;

- Développement et mise à jour des outils de gestion : plans de gestion intégrés, PAG, PGEES, conventions de gestion communautaire, business plans par site ;
- Mise en place progressive d'un Système Intégré d'Information pour la Conservation de la Biodiversité ;
- Renforcement de l'application de la loi (lutte contre les feux, trafics d'espèces de faune/flore, intégration dans les outils de planification) ;
- Développement de mécanismes de financement durable : approches marché, offsets, écotourisme, RSE, REDD+, crédits biodiversité, financements locaux (ex. caisse bleue).

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Des avancées importantes ont été enregistrées en matière de consolidation et de diversification du système national de conservation de la biodiversité.

FR

• Couverture et reconnaissance juridique

La couverture des zones bénéficiant d'un statut de conservation a progressé grâce à la classification de nouveaux sites et à la reconnaissance de formes diversifiées de gestion, incluant notamment les Aires Protégées, les Aires Marines Gérées Localement (LMMA), les Transferts de Gestion des Ressources Naturelles (TGRN) et les territoires communautaires. Par ailleurs, l'identification et la priorisation des Zones Clés pour la Biodiversité (KBA) ont permis d'orienter les efforts vers des sites à haute valeur biologique/écologique, renforçant ainsi la cohérence écologique du réseau.

La superficie des aires protégées a considérablement augmenté pour mieux représenter la diversité des écosystèmes terrestres et marins, atteignant en 2025 7 240 192 ha (4 388 047 ha terrestres, 207 ha marins et 2 851 938 ha mixtes, dont 807 285 ha marins et 2 044 652 ha terrestres). Cette expansion a permis d'inclure des écosystèmes auparavant sous-représentés et/ou orphelins, tels que les forêts sèches de l'Ouest, les mangroves, les récifs coralliens et les zones marines du Sud-Ouest.

En février 2026, vingt-et-une (21) nouvelles aires protégées couvrant près de 1,82 million d'hectares sont mises sous protection temporaire. Ces aires protégées comprennent 15 zones terrestres, 5 aires marines protégées et une aire mixte terrestre et marine, traduisant une vision intégrée de la conservation reliant la terre, la mer et les communautés. Cette initiative s'inscrit pleinement dans le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et contribue à l'atteinte de l'objectif « 30 by 30 », visant à protéger 30 % des terres et des océans d'ici 2030.

Parallèlement, la gestion des aires protégées s'est progressivement professionnalisée grâce à la mise en place d'institutions dédiées, à l'utilisation d'outils de planification modernes, au renforcement de la surveillance, à la restauration écologique et à l'amélioration de l'accueil des visiteurs. La Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM) joue un rôle déterminant en assurant un financement durable à long terme, initialement pour le réseau de Madagascar National Parks (MNP) puis, progressivement, pour l'ensemble du système national.

L'élaboration systématique de plans d'aménagement et de gestion, associée au renforcement du suivi écologique, a permis d'améliorer l'efficacité des actions de conservation. Ces avancées s'appuient également sur une implication croissante des communautés locales, pionnières dans la gestion participative et collaborative des ressources naturelles. Les dispositifs TGRN comprenant GELOSE et GCF permettent aujourd'hui à des milliers de communautés de gérer directement des forêts, des lacs, des mangroves et des zones marines. Les aires protégées communautaires et les aires marines gérées localement (LMMA) renforcent cette appropriation locale et génèrent des bénéfices socio-économiques tangibles, notamment à travers l'écotourisme, la pêche durable, l'artisanat ou l'agroforesterie. Les transferts de gestion couvrent désormais 2 179 615 ha, majoritairement terrestres mais incluant également des zones marines et côtières.

Les aires marines gérées localement (LMMA), qui s'étendent aujourd'hui sur 1 024 352 ha, se sont multipliées au cours des dernières années et constituent un pilier essentiel de la gouvernance participative. Elles renforcent la résilience des communautés, soutiennent des pratiques durables et contribuent de manière significative à la durabilité des actions de conservation. Cette dynamique participative et collaborative représente désormais un levier incontournable pour la préservation à long terme de la biodiversité malagasy.

Les analyses continues des KBA (Key Biodiversity Areas) et KBA+ constituent aujourd'hui l'un des fondements scientifiques les plus robustes pour identifier les

zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité. À Madagascar, les évaluations KBA terrestres ont permis d'identifier plus de 200 sites critiques représentant 3 493 433 ha, situés hors aires protégées et transferts de gestion, et ont joué un rôle déterminant dans l'expansion du réseau national d'aires protégées ainsi que dans la planification de la conservation à long terme. L'intégration des KBAs marines, regroupées sous l'appellation LARIN (Littoral, Aquatique, Récifal, Insulaire), marque une avancée majeure dans la prise en compte des écosystèmes côtiers et marins. Longtemps sous-documentés par rapport aux milieux terrestres, ces écosystèmes ont fait l'objet d'évaluations approfondies depuis 2022, aboutissant à l'identification de 3 205 161 ha de KBA marines situées hors aires marines protégées, transferts de gestion et LMMA. Ces travaux ont permis de caractériser des habitats critiques tels que les récifs coralliens, les mangroves, les herbiers marins et les zones de reproduction des tortues marines, des requins-baleines et des raies mobulidés.

Les avancées récentes ont conduit à la confirmation officielle, en 2025, de la première KBA marine de Madagascar, couvrant une vaste zone du Grand Sud. D'autres sites, notamment dans le Nord-Ouest (Nosy Be - Tsimipaika), le Nord-Est (Baie d'Antongil) et la côte Est (Nosy Boraha), sont actuellement en cours de validation. Ces progrès témoignent de la montée en puissance de la conservation marine dans les priorités nationales. Ils renforcent également la visibilité internationale de Madagascar, en alignant le pays sur les standards mondiaux de la biodiversité et en facilitant l'accès aux financements internationaux dédiés aux écosystèmes marins.

Les études KBA terrestres et marines constituent désormais un pilier essentiel de la planification stratégique de la biodiversité à Madagascar. Elles fournissent une base de données scientifiques solide pour orienter les décisions en matière d'aires protégées, de gestion durable, de résilience climatique et d'aménagement du territoire. Dans le cadre des SPANB, ces analyses ont permis d'identifier les zones où les efforts de conservation auront le plus grand impact, tout en intégrant les enjeux socio-économiques et les besoins des communautés locales. L'articulation entre KBAs terrestres et KBAs marines ouvre la voie à une vision intégrée des paysages et des *seascapes*, indispensable pour répondre aux défis actuels de la biodiversité malagasy, et a contribué à définir les indicateurs clés de la cible 3.

- **Connectivité et représentativité**

Des initiatives ont été engagées pour améliorer la connectivité écologique entre aires protégées, notamment à travers l'identification et la mise en place

progressive de corridors écologiques. Ces efforts visent à réduire la fragmentation des habitats naturels et à limiter l'isolement biologique de certains taxons et de certaines zones protégées, contribuant ainsi à la pérennisation des taxons et à la résilience des écosystèmes face aux contraintes climatiques et pressions anthropiques.

- **Gouvernance et renforcement de capacités**

La gouvernance des aires protégées a été renforcée par la création ou la redynamisation de plateformes multi-acteurs aux niveaux national et local. Des efforts ont été réalisés pour améliorer les capacités techniques, organisationnelles et financières des gestionnaires, notamment à travers des formations, l'appui institutionnel et l'amélioration des mécanismes de coordination.

- **Outils de gestion et de suivi**

L'élaboration et la mise à jour de plans de gestion intégrés des ressources, de plans d'affaires (business plans) des Aires Protégées et de conventions communautaires ont permis de structurer davantage la gestion des sites. Le déploiement progressif d'outils de suivi de l'efficacité de gestion, tels que le METT et l'IMET, contribue à améliorer l'évaluation des performances de conservation et à orienter les décisions adaptatives y afférentes.

- **Application de la loi et gestion des pressions**

La lutte contre les feux de brousse, l'exploitation illégale des ressources naturelles et les trafics ont été progressivement intégrés dans les outils de planification territoriale et les stratégies de gestion des sites. Ces actions contribuent à réduire certaines pressions directes pesant sur les écosystèmes protégés, bien que des défis importants persistent.

- **Financement durable**

Des efforts ont été engagés pour identifier et promouvoir des mécanismes de financement durable, incluant l'implication accrue du secteur privé, le développement de partenariats public-privé et la mobilisation des collectivités territoriales. Toutefois, le financement à long terme du système de conservation demeure un enjeu majeur.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Difficultés :

- Insuffisance et fragmentation des financements pour la gestion des sites naturels ;
- Lenteur dans la mise à jour et l'adoption des textes juridiques ;
- Capacités inégales des gestionnaires, surtout au niveau communautaire ;
- Pressions persistantes : feux, défrichements, exploitation illégale, trafics d'espèces ;
- Faible couverture des zones marines et humides par rapport aux objectifs ;
- Coordination intersectorielle encore limitée (mines, pêche, infrastructures, énergie).

Approches prioritaires :

- Accélérer la réforme juridique (délégation de gestion, AMCE, territoires traditionnels) ;
- Finaliser l'inventaire national des sites naturels existants et potentiels et leur officialisation ;
- Mettre à l'échelle les corridors écologiques ;
- Opérationnaliser pleinement le Système Intégré d'Information pour la Conservation ;
- Généraliser les plans de gestion compatibles avec l'aménagement du territoire ;
- Renforcer la lutte contre les feux de brousse et trafics des ressources via planification et répression ;
- Déployer des mécanismes de financement durable adaptés à chaque site naturel.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- LMMA et TGRH contribuent à l'amélioration des stocks de ressources halieutiques et à la gouvernance environnementale locale renforcée ;
- Aires protégées terrestres étendues : meilleure protection des forêts humides, des forêts sèches, des fourrés xérophiles, réduction de la perte et de la fragmentation ;

FR

- Corridors écologiques : maintien des flux biologiques entre paysages forestiers/naturels ;
- Plans de gestion intégrés + EIE/EES : meilleure intégration biodiversité-développement ;
- Financements innovants (écotourisme, REDD+, RSE) : contribution aux coûts de gestion des sites ;
- Le Ministère en charge des mines participe aux réunions de la commission SAPM pour recueillir les avis sur la mise à jour des Plans d'Aménagement et de Gestion des Aires Protégées et prend part aux actions interministérielles visant à résoudre les problèmes d'empiètement entre permis miniers et aires protégées ;
- En 2025, Madagascar National Parks a élargi son réseau en intégrant cinq nouvelles aires protégées, représentant une superficie supplémentaire totale de 124 514 hectares. Cette extension contribue directement à l'augmentation des superficies placées sous conservation effective. Parallèlement, une politique visant à développer des mécanismes de financement attractifs pour la conservation a été engagée afin d'assurer la durabilité financière des 43 aires protégées gérées par MNP. Le système de gouvernance a également été renforcé ou consolidé dans ces mêmes aires protégées, améliorant la gestion participative, la transparence et l'efficacité des dispositifs de conservation ;
- Dans le cadre du projet GEF-6 dans la Région Boeny (2019-2023), Conservation International Madagascar a renforcé la durabilité financière des cinq aires protégées ciblées. Aucune d'entre elles n'était entièrement financée et les ressources disponibles étaient majoritairement à court terme et liées à des projets spécifiques. Pour réduire ce déficit, la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM) a commencé à allouer des fonds à quatre des cinq aires protégées. Le projet GEF-6 a investi 4,5 millions USD afin de renforcer la dotation du fonds. L'accord de subvention entre CI et le FAPBM a été signé le 24 novembre 2020, et les accords de subvention avec chaque gestionnaire d'aire protégée ont été finalisés en 2023. En complément du financement GEF, le FAPBM a reçu une dotation de la KfW en décembre 2021, permettant un financement additionnel à partir de 2023. Entre 2022 et 2025, le déficit de financement des aires protégées ciblées a été réduit de 15 % des besoins totaux. Le FAPBM poursuit en parallèle sa campagne de mobilisation de ressources, appuyée par une base de données actualisée des donateurs ;
- Les activités menées par DELC dans la NAP Bombetoka-Belemboka entre 2026 et 2028 incluent la rédaction et la mise à jour des documents de travail,

l'amélioration des connaissances sur l'aire protégée à travers des études et des recherches, la patrouille et la surveillance sur le terrain, le suivi écologique participatif, la délimitation de l'aire protégée et l'appui aux structures locales de gestion dans leur fonctionnement. Ces mesures permettent de disposer d'informations fiables sur les cibles de conservation et d'assurer une gestion efficace des habitats naturels ;

- TAFO MIHAAVO appuie la gestion participative des ressources naturelles avec les communautés locales et a identifié 14 APAC à Madagascar. Le réseau participe activement au programme SPACES / Cible 30*30, renforçant les réseaux écologiquement représentatifs et la gestion efficace des aires protégées communautaires ;
- Dans les zones d'intervention de The Aspinall Foundation, les communautés locales sont impliquées dans la gestion participative des ressources naturelles terrestres et lacustres. Entre 2023 et 2025, cette approche est appliquée dans tous les sites, permettant un engagement accru des communautés et la création de bénéfices socio-économiques durables. ;
- Turtle Survival Alliance Madagascar (TSA) garantit une gestion efficace et durable de l'aire protégée d'Angavo, Région Androy, à travers un système de gouvernance participatif conforme aux standards nationaux, garantissant et son intégration au réseau national des aires protégées ;
- Entre 2023 et 2025, WCS a collaboré avec le projet GEF-6 AMP pour la réévaluation et la désignation de sites marins clés pour la biodiversité (KBA), en s'appuyant sur des données scientifiques et des consultations locales. Quatre KBA existants ont été réévalués, dont Ankarea, Ankivonjy, Soariake et la Baie d'Antongil, avec mise à jour des superficies, notamment 3 704,39 km² pour la Baie d'Antongil. Trois nouveaux KBA marins ont été évalués, dont Tandavandriwa Nosy Be et Baie de Tsimipaika Complex (5 073,48 km²) et Tendro Atsimon'ny Nosy (17 058,42 km²), pour une superficie totale approuvée de 22 131 km². WCS poursuit en parallèle la création de trois nouvelles aires marines protégées totalisant 1 518 068 ha : Atimo Vata'e (772 199 ha), Baie d'Antongil (416 165 ha) et Tandavandriwa Nosy Be (329 700 ha), reconnues pour leur richesse en habitats critiques et espèces menacées, et classées IMMA et ISRA. Le suivi de l'efficacité de gestion via les outils METT et I-METT montre des scores globalement élevés mais nécessitant des renforcements, notamment à Makira (79-80 % puis I-METT 63 % en 2024) et dans les AMP marines où des ajustements sont requis en matière de contrôle d'accès, planification et bénéfices communautaires. Un mécanisme de financement durable soutient ces efforts, notamment le mécanisme carbone du Parc Makira actif depuis 2012, récemment relancé

suite au nouveau cadre réglementaire sur le carbone, ainsi que la « caisse bleue » opérationnelle depuis 2022 dans les AMP Ankivonjy, Ankarea et Soariake ;

- Entre 2021 et 2025, WWF Madagascar a renforcé l'efficacité de gestion des aires protégées et LMMA à travers l'utilisation du METT, la co-gestion COBA/LMMA et des recommandations juridiques pour les OECM. Les récifs et mangroves couverts ont atteint respectivement 48,3 % et 61,5 % de la couverture totale et l'efficacité de gestion METT pour COMATSA et Amoron'i Onilahy a été évaluée à 81 % et 80 %, confirmant une progression continue ;
- Cinq territoires de vie (APAC) ont été auto-identifiés avec les communautés de TAFO MIHAOVO dans les localités d'Andranobe, Anja, Voare, Amby et Soanavelandrazana, dans le cadre d'un financement de Natural Justice, couvrant la période de mai 2024 à décembre 2025. Parallèlement, un outil de vulgarisation du cadre mondial pour la biodiversité, y compris la Cible 3, a été développé en dialecte local afin de sensibiliser les communautés, les jeunes et les agents d'administration locaux lors de séances de sensibilisation ou IEC dans les zones d'intervention (Rapport d'activité trimestriel de Tafo Mihaavo, février-décembre 2025, financement GIZ/GBF, [FICHE CIBLE CMB – TAFO MIHAOVO](https://indriconnect.info/public/images/documents/cdf712917620be34f2353c1b80ff156d.pdf)). À l'échelle nationale, une cartographie des aires protégées et des zones de conservation a été réalisée, permettant d'observer l'état des lieux et d'identifier les zones potentielles pour la protection ([Lien vers INDRI https://indriconnect.info/public/images/documents/cdf712917620be34f2353c1b80ff156d.pdf](https://indriconnect.info/public/images/documents/cdf712917620be34f2353c1b80ff156d.pdf));
- USAID Hay Tao a renforcé les capacités de gestion des Aires Protégées grâce à l'appropriation de technologies innovantes telles que SMART et Forest Watcher. Plus de 110 agents de terrain et gestionnaires d'AP ont été formés à l'utilisation de ces outils entre 2019 et 2022. Ces technologies ont permis d'améliorer les données issues du suivi écologique, d'être alertés et/ou prévenus des feux et de la déforestation dans les 43 Aires Protégées existantes couvrant près de deux millions d'hectares, et de mieux détecter les infractions tout en optimisant l'allocation des ressources matérielles et humaines sur le terrain.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 3 contribue directement aux options suivantes :

FR

- ODD 15 (Vie terrestre) – conservation des écosystèmes et des espèces de flore et faune sauvages ;
- ODD 14 (Vie aquatique) – conservation des ressources marines et côtières ;
- ODD 13 (Action climatique) – solutions fondées sur la nature et résilience socio-écologique et socio-économique ;
- ODD 1, 2, 8 – moyens de subsistance durables, emplois verts, sécurité alimentaire ;
- ODD 5 – participation des femmes à la gouvernance environnementale locale.

Elle est alignée avec :

- Convention de Ramsar ;
- CCNUCC (CDN de Madagascar) ;
- CNULD (LDN) ;
- CITES pour la lutte contre le trafic d'espèces de flore/faune sauvages.

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

3.1 Coverage of protected areas and other effective area-based conservation measures

Headline

GBF-INDICATOR-3.1

A.CT.3 Species Habitat Index

Component

GBF-INDICATOR-326

3.CT.2 Species Protection Index

Component

GBF-INDICATOR-327

A.CY.20 Species Status Information Index

Complementary

GBF-INDICATOR-330

Superficie de KBA identifiées

National

B46FBB41-87E5-7C54-5356-36869DD9AC91

Scores d'efficacité de gestion des zones sous gestion

National

CC350E26-FC73-B66A-B82B-B23790ECEFE7

D'ici 2030, l'extinction d'espèces menacées est significativement réduite, qu'elles soient indigènes ou sauvages et la diversité génétique des espèces est préservée grâce à des actions de recherche, de conservation, de gestion durable et de restauration, tant in situ qu'ex situ.

(National)

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé et renforcé plusieurs actions structurantes visant à réduire le risque d'extinction des espèces menacées et à préserver la diversité génétique, notamment :

- Actualisation progressive de la Liste rouge nationale (UICN) et évaluation d'espèces par groupes taxonomiques (Mammifères (Lémuriens, Carnivores, micromammifères (Chiroptères, Rongeurs, et Insectivores)) ; Oiseaux ; Reptiles ; Amphibiens, et Poissons ; Flore) ;
- Mise en œuvre de programmes de conservation ciblés pour des espèces emblématiques et hautement menacées (lémuriens, tortues, baobabs, palmiers, orchidées, espèces marines) ;
- Renforcement de la conservation in situ à travers l'intégration des espèces menacées dans les plans de gestion des aires protégées, LMMA, sites KBA ou ZPC, SIBLE (sites d'intérêts biologiques et écologiques), et sites écologiques naturels prioritaires) ;
- Développement d'actions de conservation ex situ : centres de soins, de réhabilitation, de reproduction, pépinières, serres, jardins botaniques, arboretum, programmes de translocation ;
- Lutte renforcée contre le braconnage, la chasse et le trafic d'espèces

FR

(application de la loi, contrôles, collaborations interinstitutionnelles) ;

- Restauration d'habitats naturels dégradés et gestion des corridors écologiques pour améliorer la viabilité des populations ;
- Initiatives de conservation communautaire intégrant les moyens de subsistance durables (chaînes de valeur, écotourisme, labellisation) ;
- Premières initiatives de conservation génétique (banques de semences, collections vivantes, programmes de recherche) ;
- Renforcement des capacités techniques nationales (formations, partenariats avec universités, centres nationaux de recherche, ONG, instituts de recherche).

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Des progrès ont été enregistrés dans l'amélioration des connaissances sur les espèces de flore/faune menacées, le renforcement des mesures de conservation in situ et ex situ, ainsi que dans la prise en compte progressive de la diversité génétique.

FR

• Identification et priorisation

Des avancées significatives ont été réalisées dans l'évaluation du statut de conservation de nombreuses espèces endémiques et menacées, permettant une meilleure priorisation des actions de conservation. L'identification et l'actualisation des Zones Clés pour la Biodiversité (ZPC ou KBA) ont contribué à cibler les sites critiques pour la survie des espèces à aire de répartition restreinte.

Par ailleurs, la coopération avec des initiatives internationales telles que Reverse the Red et SOS Lemurs a renforcé la visibilité des espèces prioritaires malgaches et favorisé la mobilisation de soutiens techniques et financiers.

• Conservation in situ de la biodiversité

La conservation des espèces uniques dans leur habitat naturel a été consolidée par l'intégration progressive de plans de conservation d'espèces dans les plans de gestion des aires protégées. La surveillance écologique s'est améliorée dans certains

sites naturels, accompagnée d'un renforcement des actions de lutte contre les activités anthropiques illicites telles que le braconnage et le trafic d'espèces de flore et faune sauvages.

Des programmes de restauration écologique, incluant l'enrichissement en espèces autochtones, la régénération naturelle assistée et, dans certains cas, des actions de renforcement de populations d'espèces de flore et de faune sauvages cibles, ont contribué à améliorer les conditions de survie (alimentation ou nourriture, perchoir/dortoir, habitat, nidification...) de certaines espèces menacées.

- **Conservation ex situ de la biodiversité**

Des centres de soins et de réhabilitation pour la faune saisie (notamment lémuriens, tortues et oiseaux) ont été maintenus et progressivement renforcés, contribuant à la prise en charge d'animaux issus de trafics ou de situations de détresse. Par ailleurs, le développement de pépinières et de collections botaniques (serres, jardins botaniques, arboretum, orchidarium...) soutient la conservation d'espèces végétales menacées et facilite les efforts de restauration écologique.

- **Diversité génétique**

Des initiatives de collecte et de conservation de semences et de matériel végétal ont été engagées afin de préserver la diversité génétique de certaines espèces d'intérêt écologique ou socio-économique. Des actions de recherche ont également débuté sur les ressources génétiques à valeur socio-économique, notamment les produits forestiers non ligneux (PFNL), les plantes médicinales et certaines ressources alimentaires locales, contribuant à mieux documenter et valoriser ce patrimoine génétique.

- **Gouvernance des ressources naturelles/de l'environnement naturel et renforcement des capacités techniques**

Le renforcement des capacités techniques des acteurs locaux — organisations communautaires, ONG, agents forestiers et gestionnaires d'aires protégées — a permis d'améliorer la mise en œuvre des actions de conservation dans les paysages naturels. Par ailleurs, des efforts stratégiques ont été engagés pour structurer les mécanismes de coordination technique autour de la conservation des espèces de flore (cas de bois précieux, baobabs et quelques espèces forestières rares) et de faune sauvages (Lémuriens, Tortues, quelques espèces d'Oiseaux d'eau, Rapaces et Amphibiens) menacées particulières ou prioritaires, bien que ces mécanismes demeurent en phase de consolidation.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Principaux défis :

- Pressions anthropiques élevées : déforestation, feux de brousse, culture sur abattis et brûlis, drainage des zones humides (marais et marécages), exploitation illégale des ressources, braconnage et chasse aux gibiers sauvages ;
- Insuffisance de financements durables pour les programmes d'espèces de flore et de faune sauvages ;
- Capacités techniques limitées en taxonomie, génétique, suivi écologique des populations d'espèces sauvages cibles ;
- Faible couverture des actions ex situ et génétiques à l'échelle nationale ;
- Impacts négatifs croissants du changement climatique sur les habitats naturels et la distribution des espèces sauvages ;
- Coordination encore insuffisante entre acteurs responsables et secteurs concernés.

Approches prioritaires :

- Actualiser et institutionnaliser la Liste rouge nationale relative aux espèces de flore et faune sauvages menacées ;
- Mettre en œuvre des plans de conservation et de rétablissement pour les espèces sauvages prioritaires ;
- Développer des centres de soins, de reproduction et de réhabilitation avec cadres normatifs clairs ;
- Renforcer la gestion intégrée des habitats naturels et la restauration écologique des espèces sauvages prioritaires ;
- Structurer les banques de gènes, semences et ressources animales/végétales ;
- Mettre en place un mécanisme national de coordination et de suivi pour la Cible 4 ;
- Mobiliser des financements innovants et partenariats public-privé.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Programmes de conservation des lémuriens : amélioration des conditions de

FR

survie de certaines populations grâce à la surveillance communautaire et aux centres de réhabilitation et de préservation de leurs habitats naturels ;

- Approche de sauvegarde et reproduction de tortues endémiques issues de saisies de trafic.
- Pépinières communautaires pour les espèces de plantes forestières endémiques menacées, contribuant à la restauration écologique ;
- LMMA et zones côtières : préservation des conditions écologiques et habitats de certaines espèces marines par l'approche de gestion locale ;
- Chaînes de valeur durables (vanille, miel, PFNL) réduisant les pressions anthropiques sur les habitats naturels critiques ;
- Entre 2017 et 2023, la Phase I du programme **SOS Lémuriens** a soutenu 49 projets mis en œuvre par 26 organisations de la société civile, ciblant 63 espèces de lémuriens à Madagascar. Parmi celles-ci, 34 % étaient classées en danger critique d'extinction (CR), 39 % en danger (EN), 24 % vulnérables (VU), 1 % quasi menacées (NT) et 2 % de préoccupation mineure (LC). En 2025, les financements ont permis de soutenir 28 espèces supplémentaires, dont 13 CR, 7 EN et 5 VU, avec des interventions concrètes sur le terrain par les organisations partenaires
 - The Peregrine Fund a renforcé les capacités des communautés locales pour la conservation des lémuriens dans les aires protégées de Bemanevika et Mahimborondro. Deux suivis écologiques d'*Eulemur* ont été réalisés sur 96 individus de lémuriens bruns et six individus de lémuriens à ventre roux. Les patrouilles forestières, les missions conjointes avec les autorités locales et la formation à l'outil SMART ont permis de protéger efficacement les populations. Des événements environnementaux et la participation d'étudiants à des congrès scientifiques ont soutenu la sensibilisation et le développement scientifique
 - Dans la forêt d'Efatsy Manombo, le Groupe d'Études et de Recherche sur les Primates de Madagascar (GERP) a assuré la couverture de 50 % de la zone cible par des patrouilles et des suivis écologiques. Trente-deux rangers formés, en collaboration avec les autorités régionales, ont contribué à réduire des menaces majeures telles que l'exploitation forestière illégale, la production de charbon de bois et la collecte non durable de produits forestiers non ligneux, entraînant des améliorations mesurables des habitats forestiers. Les inventaires ont confirmé la présence continue du lémur brun à tête grise, espèce en danger critique d'extinction, avec plus de 20 individus recensés, soulignant l'importance de conservation du site. Parallèlement, six

pépinières communautaires gérées par 18 pépiniéristes ont produit plus de 20 000 plants indigènes et 4 000 arbres fruitiers, soutenant la restauration écologique et la sécurité alimentaire locale. Le projet intègre également un fort volet social, avec plus de 50 adultes – principalement des femmes – ayant bénéficié d’un programme d’alphabétisation en 2025, ainsi que la promotion de l’apiculture comme solution fondée sur la nature pour réduire les feux de brousse, protéger la biodiversité et diversifier durablement les moyens de subsistance.

- L’ONG Arboretum d’Antsokay a employé des membres de communautés comme patrouilleurs et responsables de pépinières, générant des revenus pour huit femmes vulnérables et sensibilisant 288 écoliers lors de la Journée mondiale des lémuriens. Trois pépinières fournissent désormais des plants pour soutenir la restauration forestière et la protection des habitats.
- L’Association Française pour la Sauvegarde du Grand Hapalémur a assuré un suivi quasi quotidien de 19 groupes représentant environ 500 individus, restauré près de 40 hectares de terrains privés (plantation de bambous comme nouvelles zones de refuges et de facilitation des déplacements des populations de lémuriens) et appuyé 204 riziculteurs dans l’adoption de pratiques rizicoles durables limitant les conflits homme-faune.
- Dans les aires protégées de Loky Manambato et Andrafiarena-Andavakoera, l’Association Fanamby a mobilisé 234 patrouilleurs, formé 46 agents locaux et sensibilisé plus de 1 100 personnes. Le suivi participatif de *Propithecus perrieri* indique une stabilité des populations, avec des protocoles reproductibles pour d’autres espèces. 1 113 personnes, incluant élèves, enseignants, autorités locales et membres de la communauté, ont été sensibilisées à travers des programmes éducatifs et des événements tels que la Journée Internationale de la Biodiversité.
- À Andriantantely, *The Aspinall Foundation* a recruté 25 patrouilleurs, couvert 40 % de la zone par des patrouilles hebdomadaires, restauré huit hectares d’habitat et éliminé des espèces invasives sur deux hectares, tout en produisant près de 10 000 plants indigènes via huit pépinières. Par ailleurs, huit hectares d’habitats dégradés ont été restaurés par la transplantation d’environ 7 988 jeunes plants d’espèces indigènes, issus des graines et plants produits dans les pépinières forestières.

- Le projet “Expanded Restoration and Alternative Livelihood Development of Madagascar's Lost Forest of Ivohiboro”, mis en œuvre par The Phoenix Conservancy en partenariat avec Madagascar Institute for the Conservation of Tropical Environments, s’est concentré sur la restauration des forêts perdues d’Ivohiboro et le développement de moyens de subsistance alternatifs. Des pépinières communautaires ont été mises en place, des membres des communautés ont été formés aux techniques de restauration, des activités génératrices de revenus ont été développées afin de réduire la pression sur les habitats forestiers, et un contrat de sous-traitance avec le cabinet spécialisé en conseil scientifique Scientific & Regulatory Consultants, Inc. (SRC) a été conclu. Ce projet illustre une approche intégrée combinant restauration écologique à grande échelle et résilience socio-économique locale.
- Le projet « Reduction of wild meat collection and wild wood harvest by promoting community-centred alternative livelihoods », mis en œuvre par Madagascar Fauna and Flora Group a combiné restauration écologique, réduction de la chasse et de l’exploitation forestière, et mobilisation communautaire. Au total, 2 515 arbres indigènes ont été plantés, dont 2 000 lors d’un événement communautaire mobilisant 76 participants, avec une participation notable de femmes et de jeunes. Les activités de sensibilisation, notamment à l’occasion de la Journée mondiale de l’environnement, ont rassemblé environ 350 personnes, majoritairement des jeunes. Entre février et juillet 2025, 32 patrouilles ont été menées sans incident majeur signalé, contribuant à la prévention du braconnage et de l’exploitation illégale. Par ailleurs, 48 missions de suivi ont permis d’enregistrer 97 observations de *Propithecus diadema*, incluant deux nouveau-nés, signal positif pour la conservation de l’espèce sur le site.
- Durrell Wildlife Conservation Trust a contribué à la protection de l’Alaotran gentle lemur en menant 624 patrouilles, en éliminant les espèces de plantes invasives des canaux des zones humides et en mettant en place huit Champs-Écoles Paysans. Le plan de gestion de l’aire protégée a été actualisé et validé.
- La Planet Madagascar Association a produit 25 000 plants à travers cinq pépinières et établi 16 km de pare-feux pour protéger les forêts restaurées.
- La Wildlife Conservation Society a élaboré la stratégie de développement touristique de Makira, intégrant les communautés

locales dans un modèle de tourisme communautaire durable favorisant la conservation à long terme.

- Le Re:Wild, à travers le Lemur Research Action Fund, a soutenu 14 étudiants et chercheurs en 2024, générant des connaissances scientifiques sur 28 espèces de lémuriens, dont 21 menacées et 4 insuffisamment documentées, renforçant ainsi la base scientifique nécessaire à leur conservation.

Dans l'ensemble, ces initiatives démontrent des progrès tangibles vers la prévention de l'extinction des espèces de Lémuriens à Madagascar, à travers une combinaison et une synergie d'actions de terrain, de restauration écologique des habitats, de gouvernance communautaire, de renforcement des capacités techniques et de développement économique local. Les résultats indiquent une stabilisation de certaines populations de Lémuriens suivies, une amélioration de la surveillance des habitats critiques et une implication accrue et effective des communautés locales dans la conservation de la biodiversité, contribuant ainsi directement à l'atteinte de la Cible 4.

[SOS Lemurs - IUCN SOS](#) ; [Lemurs | rewild.org](#) | [Re:wild](#)

- En 2025, les capacités existantes et actions mises en œuvre ont fait l'objet d'un processus de cartographie, incluant l'initiation de la cartographie des habitats marins dans plusieurs aires marines protégées gérées par Madagascar National Parks. Quarante espèces de lémuriens menacées ont été priorisées comme cibles de conservation au sein des 43 aires protégées. Certains sites ont été identifiés comme refuges climatiques potentiels, renforçant la planification adaptative face aux changements climatiques. Des plans de conservation et de rétablissement des taxons ont été développés et mis en œuvre, tandis que les capacités des acteurs locaux ont été renforcées à travers deux formations en suivi écologique organisées dans les parcs nationaux AHL et MRJ. Les résultats de recherche ont été progressivement intégrés dans la gestion de cinq aires protégées, améliorant la prise de décision fondée sur des données scientifiques ;
- Les actions de TAFO MIHAAVO incluent la protection des espèces de faune menacées telles que les tortues radiées (*Astrochelys radiata*), la restauration de leurs habitats et la sensibilisation des communautés locales sur la conservation des espèces cibles et l'ensemble de la biodiversité ;
- Des études et recherches sont menées par The Aspinall Foundation pour surveiller les populations de Lémuriens, évaluer les pressions et restaurer les habitats naturels dégradés. Des pratiques de gestion durable sont promues

pour réduire les pressions sur les espèces cibles, et des campagnes de sensibilisation sont conduites auprès des communautés locales. Entre 2023 et 2025, ces actions sont mises en œuvre dans tous les sites concernés, conduisant à une stabilisation et une augmentation de taille des populations d'espèces menacées et à un engagement renforcé des communautés dans la protection des habitats ;

- Dans l'Aire Protégée d'Angavo, Région Androy, Turtle Survival Alliance Madagascar (TSA), en collaboration avec des chercheurs nationaux et internationaux, assure la conservation des tortues terrestres menacées, à travers la recherche scientifique appliquée, la surveillance écologique et la protection active des espèces cibles ;
- Le Parc Naturel Makira abrite 17 espèces de lémuriens dont huit menacées, notamment *Indri indri*, *Varecia rubra*, *Varecia variegata subcincta* et *Propithecus candidus*, classées CR. WCS met en œuvre des actions intégrées combinant la sensibilisation, la recherche appliquée et la promotion d'alternatives à la viande sauvage, avec un focus particulier sur le plan de conservation du sifaka soyeux. Dans les AMP Ankivonjy, Ankarea et Soariake, trois espèces de tortues marines menacées disposent des sites de ponte suivis et protégés, notamment *Chelonia mydas* (EN), *Eretmochelys imbricata* (CR) et *Caretta caretta* (EN), avec des recherches spécifiques menées dans le cadre du projet TI-MOI. Les recherches sur les requins et raies ont révélé la présence de 106 espèces d'élaémobranches à Madagascar, dont 37 menacées selon l'UICN. Les AMP concernées hébergent 27 espèces de requins et raies, dont plusieurs CR, EN et VU. Ces travaux ont contribué à l'élaboration du Plan National de Conservation et de Gestion Durable des Requins et Raies 2022-2026. WCS appuie également le développement d'un plan de gestion des récifs coralliens résilients dans le cadre de l'initiative Coral Reef Resilient, Madagascar abritant trois des 18 sites mondiaux identifiés comme récifs résilients. Une étude sur les impacts des bruits sous-marins sur les mammifères marins dans l'océan Indien est en cours et devrait déboucher en 2026 sur des mesures de gestion adaptées ;
- Pour réduire significativement l'extinction des espèces menacées, WWF Madagascar a mené entre 2021 et 2025 des actions de suivi écologique et de conservation des espèces, incluant des patrouilles communautaires, le suivi via SMART, le Dina et des activités de sensibilisation (IEC). Dans les HTN, la population de *Propithecus candidus* a été maintenue dans 20 groupes répartis sur 9 villages, avec une pression de chasse faible et un taux d'infractions en baisse. Dans l'AP MHF, la densité de tortues radiées (*Astrochelys radiata*) a doublé sur le site Andranovao TSP, bien que la

collecte illégale reste présente ;

- Un jeu ludique, Arovoahary, a été développé à destination des communautés locales, jeunes et agents de l'administration pour sensibiliser aux écosystèmes et espèces endémiques, aux menaces pesant sur elles et aux actions positives possibles. Depuis février 2026, cet outil national favorise l'acquisition de connaissances, la réflexion et la mise en œuvre de mesures adaptées sur les écosystèmes et espèces (GBF Implementation – GIZ, Février 2026) ;
- USAID Hay Tao a appuyé la protection des espèces de bois précieux menacées à travers des actions de restauration à Menabe et Kirindy et le développement de techniques innovantes d'identification du bois pour prévenir et gérer le commerce illégal de *Dalbergia* et *Diospyros*, notamment les techniques de spectroscopie proche infrarouge. Les gestionnaires d'aires protégées et les institutions locales ont été formés à l'utilisation de ces outils. Entre 2019 et 2022, ces actions ont permis d'améliorer la traçabilité des bois précieux, de réduire les infractions forestières et de transférer les compétences techniques à de jeunes chercheurs et aux institutions locales.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 4 contribue directement à :

FR

- ODD 15 – Vie terrestre : prévention de l'extinction des espèces de flore et faune sauvages, restauration des écosystèmes naturels
- ODD 14 – Vie aquatique : protection des espèces halieutiques, marines et côtières
- ODD 13 – Action climatique : adaptation biologique et/ou écologique basée sur les écosystèmes, résilience des espèces et des écosystèmes
- ODD 2 – Faim zéro : ressources génétiques pour la sécurité alimentaire
- ODD 1 & 8 : moyens de subsistance durables, emplois verts
- ODD 5 : participation des femmes dans la conservation communautaire

Elle est également cohérente avec :

- CITES (lutte contre le trafic d'espèces sauvages endémiques et menacées)
- Convention de Ramsar (espèces sauvages et habitats naturels liés aux zones humides)

- CCNUCC (adaptation, solutions fondées sur la nature)
- CNULD (lutte contre la dégradation des terres et la désertification)

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

D'ici 2030, les espèces sauvages (terrestre, marine et aquatique) sont utilisées, récoltées et commercialisées d'une manière durable, sûre et légale ; en prévenant la surexploitation, en minimisant les impacts sur les espèces sauvages non ciblées et les écosystèmes, en réduisant le risque de propagation d'agents pathogènes tout en respectant et en protégeant les pratiques traditionnelles des communautés locales en matière d'utilisation durable.

(National)

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a pris plusieurs mesures importantes pour assurer la gestion rationnelle, durable et légale des espèces de flore et de faune sauvages :

FR

Connaissance et suivi scientifique des espèces :

- Mise en place d'une liste nationale des espèces de flore et de faune sauvages les plus utilisées (terrestre, aquatique et marine), sur la base de la Liste rouge et des bases CITES/non CITES
- Collecte, centralisation et validation des données (taxonomique, biologique,

écologique et biogéographique) existantes dans une base nationale centralisée

- Élaboration de protocoles scientifiques simplifiés pour le suivi des populations et habitats naturels des espèces prioritaires, avec formation des équipes régionales

Gestion rationnelle et durable des ressources :

- Révision et application des lois et réglementations relatives à l'exploitation des espèces sauvages
- Mise en place de calendriers d'exploitation, quotas et normes de pêche
- Promotion de la co-gestion communautaire, intégrant l'approche genre et les bonnes pratiques locales

Lutte contre la surexploitation et le commerce illégal des ressources ou des taxons :

- Renforcement des systèmes de surveillance et patrouilles conjointes (MEDD, Gendarmerie, Douanes, brigade mixte)
- Équipement des points d'entrée avec des scanners biologiques, suivi des contrevenants et formation sur la traçabilité des ressources concernées

Gestion écosystémique et valorisation des savoirs traditionnels :

- Élaboration de plans de gestion participatifs pour les espèces utilisées localement
- Documentation et valorisation des tabous, dina et pharmacopées locales
- Formation des communautés locales sur les droits d'usage et réglementations

Promotion de filières durables et alternatives économiques :

- Développement d'activités génératrices de revenus (écotourisme, apiculture, aquaculture, plantes médicinales, plantes alimentaires)
- Certification et traçabilité des produits naturels et leurs dérivés (BioTrade, FSC, MSC)
- Sensibilisation et formation des communautés locales aux bonnes pratiques et suivi post-formation.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

FR

Des avancées notables ont été enregistrées dans la mise en place de systèmes de suivi, de gestion durable et de valorisation des ressources naturelles, tout en impliquant progressivement les communautés locales et en intégrant les savoirs traditionnels.

- **Données et suivi scientifique**

Une liste nationale des espèces et ressources protégées est partiellement disponible et un protocole de suivi standardisé est en cours de développement. La couverture territoriale et la régularité des suivis restent limitées, ce qui souligne le besoin de renforcer la collecte de données et le suivi scientifique à l'échelle nationale.

- **Gestion rationnelle et durable des ressources**

Les cadres législatifs et réglementaires ont été révisés, avec l'établissement de calendriers d'exploitation adaptés et de zones de repos biologique pour certaines espèces (ex. bois, crabes, poissons...). La définition de quotas et la planification de l'exploitation ont progressivement impliqué les communautés locales, renforçant l'appropriation et la durabilité des mesures.

- **Lutte contre le commerce illégal**

Des formations ont été organisées pour les patrouilles de contrôle, des patrouilles conjointes ont été réalisées dans plusieurs régions et des points d'entrée ont été équipés pour mieux contrôler les flux de produits protégés. La mise en place progressive de systèmes de traçabilité des produits contribue à réduire le commerce illégal et à améliorer la transparence des filières.

- **Savoirs traditionnels et écosystèmes**

La documentation des tabous, pharmacopées et pratiques locales est en cours, souvent intégrée dans des plans de gestion participatifs dans les stratégies de gestion durable des ressources. Ces initiatives constituent une base solide pour renforcer l'appropriation locale des mesures de conservation.

- **Filières durables**

Des initiatives pilotes ont permis d'identifier des produits à potentiel commercial, de soutenir des microentreprises locales et de mettre en œuvre des projets de

certification et de traçabilité. Ces actions visent à concilier développement économique local et exploitation durable des ressources naturelles, tout en limitant la pression sur les écosystèmes.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis :

- Suivi scientifique limité à certaines régions géographiques et espèces cibles définies ;
- Capacité technique et infrastructures insuffisantes pour la traçabilité et la certification des ressources cibles ;
- Financement limité pour la mise à l'échelle des actions prioritaires et/ou indispensables ;
- Adoption partielle des pratiques durables par les communautés locales et acteurs économiques concernés.

Approches possibles :

- Étendre les inventaires et protocoles de suivi à toutes les espèces prioritaires et zones naturelles d'exploitation concernées ;
- Renforcer les capacités techniques et les infrastructures pour le suivi, la traçabilité et la certification des ressources cibles ;
- Mobiliser des ressources financières pérennes et partenariats public-privé ;
- Intensifier la formation, la sensibilisation et le suivi post-formation des communautés locales et acteurs économiques concernés ;
- Intégrer les plans de gestion des ressources et les filières durables dans les politiques sectorielles et programmes d'activités locaux et régionaux.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Création de comités communautaires de surveillance dans les zones forestières et marines ;
- Délimitation et mise en œuvre de zones de repos éco-physiologique pour les pêcheries et espèces terrestres ;
- Mise en place de projets pilotes de filières durables : miel, plantes

FR

médicinales, plantes artisanales, aquaculture et écotourisme communautaire ;

- Le Ministère du Commerce et de la Consommation intervient par l'application de la CITES et des réglementations nationales, la lutte contre le commerce illégal et l'influence sur les politiques de consommation durable. Bien que le ministère ne mène pas directement les programmes de conservation biologique, il contribue à la protection des espèces vulnérables, à la préservation génétique et à la restauration des populations d'espèces de flore et de faune critiques, y compris les lémuriens prioritaires. Ces mesures sont appuyées par des textes législatifs tels que la Loi 2005-018 et diverses initiatives de sensibilisation et de contrôle du commerce illégal, avec un impact positif direct sur la réduction de la pression commerciale sur la biodiversité. Le MinCC établit et applique des cadres réglementaires assurant la traçabilité, la légalité et la durabilité du commerce, coordonne avec les autorités environnementales et sanitaires et limite les risques liés aux agents pathogènes. Ces actions permettent de réduire le prélèvement illégal, d'améliorer les pratiques de collecte et de renforcer la durabilité des filières locales, documentées par la douane malgache et le décret n° 2017-532 sur la commercialisation des produits de pêche et d'aquaculture ;
- En 2025, un protocole scientifique simplifié de suivi des populations d'espèces cibles et de leurs habitats a été mis en place par MNP, avec la mise à jour de 43 protocoles de suivi écologique couvrant 362 cibles de conservation, incluant espèces et habitats. Les 43 aires protégées sont désormais cogérées selon une approche systémique intégrant la dimension genre, renforçant l'implication communautaire dans la gestion durable. La gestion durable des ressources halieutiques et terrestres a été consolidée dans les zones Nord-Ouest, Ouest et Sud-Ouest à travers le projet Pêche Côtière Durable. Les systèmes de contrôle et de surveillance ont été intensifiés, avec plus de 20 000 missions de patrouille réalisées en 2025. En parallèle, 43 sessions de formation et de sensibilisation ont été organisées dans les 43 aires protégées afin de promouvoir les bonnes pratiques d'utilisation durable ;
- Les actions de gestion durable des ressources marines et côtières dans la NAP Bombetoka-Belemboka sont prévues par DELC pour la période 2026-2027, incluant la réduction des coupes sélectives de bois forestiers et la valorisation de la potentialité biologique et écotouristique du site protégé ;
- Le réseau TAFO MIHAARO soutient l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement et de gestion communautaire des ressources naturelles, incluant des cahiers de charges locaux et des DINA, pour éviter et prévenir la

surexploitation des ressources et assurer une utilisation durable des espèces terrestres, lacustres et marines ;

- Dans les zones d'intervention de The Aspinall Foundations, les réglementations locales (DINA, cahiers de charges) encadrent l'usage des ressources, des plans d'aménagement participatifs sont élaborés et des formations sur les pratiques durables sont dispensées aux communautés locales. Entre 2023 et 2025, l'ensemble des sites bénéficie de ces mesures, entraînant une diminution de la surexploitation, une amélioration des habitats naturels et une réduction des menaces sur les espèces ciblées ;
- WCS appuie techniquement et financièrement le MEDD, le MPEB et l'IHSM dans la mise en œuvre de la CITES pour les espèces marines, notamment par le renforcement des capacités sur le processus de gestion CITES, l'élaboration des Avis de Commerce Non Préjudiciable (ACNP) et la formation à l'identification des requins et raies. En 2022, des ateliers nationaux ont réuni 78 participants issus des ministères, douanes, opérateurs privés et partenaires techniques. En octobre, 23 espèces de requins et raies inscrites à l'Annexe II de la CITES ont été évaluées et ont obtenu des ACNP négatifs, impliquant l'absence de quotas d'exportation tant que les conditions de durabilité ne sont pas réunies. Les résultats sont valables cinq ans sous réserve d'évaluations annuelles. Ces actions renforcent le contrôle du commerce international et contribuent à prévenir la surexploitation des espèces marines menacées ;
- WWF Madagascar assure que l'utilisation des espèces sauvages terrestres, marines et aquatiques se fasse de manière durable et légale. Entre 2021 et 2025, l'organisation a réduit les pratiques de pêche non durables via le programme MIRADI et mis en œuvre le PAP/LMMA avec suivi des captures et enregistrement des pirogues, tout en proposant des alternatives comme l'algoculture. Les évaluations de 2024 montrent une amélioration du statut MIRADI, avec une réduction des engins prohibés, contribuant ainsi à la préservation des espèces et des écosystèmes.
- La gestion durable des espèces sauvages (terrestres, marines et aquatiques) est renforcée grâce au jeu ludique Arovoahary, déployé depuis février 2026, qui informe les communautés, jeunes et agents de l'administration sur l'utilisation durable, la minimisation de la surexploitation et les bonnes pratiques locales (GBF Implementation – GIZ, Février 2026) ;
- USAID Hay Tao a formé et sensibilisé les petites et moyennes entreprises (*Social and Conservation Enterprise* ou SCE), coopératives et pêcheurs pour améliorer la durabilité et la visibilité de leurs activités économiques. L'initiative a été complétée par l'organisation d'événements sectoriels,

tels que les Foires aux produits halieutiques, les foires CSR, les ateliers de bonnes pratiques et la Conférence de l'économie bleue, afin de promouvoir les partenariats durables et les bonnes pratiques. Entre 2019 et 2022, ces actions ont permis l'expansion des activités de trois SCE grâce à des partenariats privés, l'amélioration des revenus des femmes pêcheuses et des coopératives, et la valorisation des entreprises pour leurs efforts en responsabilité sociale et environnementale.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

ODD

- ODD 12 – Consommation et production responsables : développement de filières durables et traçables.
- ODD 14 – Vie aquatique et ODD 15 – Vie terrestre : exploitation durable des ressources terrestres, marines et halieutiques.
- ODD 5 – Égalité des sexes : intégration des femmes dans la gouvernance communautaire.

Conventions internationales :

- CITES : suivi et contrôle du commerce des espèces de flore et de faune sauvages protégées ;
- Normes BioTrade, FSC, MSC : promotion de filières certifiées et durables.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

5.1 Proportion of fish stocks within biologically sustainable levels

GBF-INDICATOR-5.1

Headline

5.b Number of countries with legal instruments or other policy frameworks for regulating trade in wild species

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-5

5.CT.2 Degree of implementation of international instruments aiming to combat illegal, unreported and unregulated fishing

Component

GBF-INDICATOR-138

D'ici 2030, Madagascar dispose d'une base de connaissances consolidée sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) et leurs voies d'introduction, permettant de guider des actions coordonnées de prévention, de surveillance, de sensibilisation, de recherche appliquée, de valorisation des EEE à potentiel utile, et de mobilisation de financements durables, en vue de réduire de manière significative les risques et les impacts négatifs associés aux EEE sur la biodiversité et les services écosystémiques. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a mis en place un ensemble de mesures visant à limiter les impacts des espèces exotiques envahissantes (EEE) et à restaurer les écosystèmes affectés :

FR

- Renforcement des connaissances sur les EEE (espèces exotiques envahissantes) : inventaires nationaux, cartographie, évaluation des risques, priorisation des interventions ;
- Mise en place de systèmes de détection précoce et de surveillance aux points d'entrée (ports, aéroports, frontières terrestres/marines) et au niveau local par les communautés ;
- Gestion adaptative des EEE et restauration des écosystèmes : éradication physique, biologique ou chimique, restauration écologique, intégration des approches « One Health » ;
- Intégration des savoirs locaux et pratiques communautaires dans les stratégies de gestion et d'éradication ;

- Amélioration du cadre réglementaire et de la gouvernance : comité intersectoriel, lois et décrets pour encadrer les EEE, intégration dans les plans d'aménagement et plans sectoriels ;
- Sensibilisation et renforcement des capacités techniques : décideurs, communautés, OSC, secteur privé, gestionnaires d'aires protégées ;
- Mobilisation de mécanismes financiers durables pour la gestion des EEE et la restauration des habitats impactés ;
- Promotion de la valorisation des espèces ciblées (réutilisation durable, chaînes de valeur, approches économiquement viables pour limiter la surexploitation).

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a accompli des progrès notables dans la prévention, la détection et la gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE), tout en intégrant progressivement la restauration écologique des espèces autochtones et indigènes et la participation communautaire.

FR

• Amélioration des connaissances sur les EEE

Des inventaires nationaux ont été réalisés pour certains écosystèmes terrestres, aquatiques et insulaires, permettant d'identifier et de prioriser les EEE les plus préoccupantes pour la biodiversité malgache. Des systèmes de détection précoce ont été mis en place dans quelques sites écologiques pilotes et au sein de stations de gestion communautaire, offrant les premiers outils de suivi et d'alerte pour certaines espèces envahissantes.

• Prévention et détection précoce des situations écologiques des EEE

La cartographie des points d'entrée à risque, combinée au déploiement de protocoles d'inspection aux ports, aéroports et frontières, a permis d'améliorer la prévention de nouvelles introductions. Certains agents douaniers et personnels portuaires et aéroportuaires ont été formés à la surveillance biologique, et des systèmes d'alerte rapide ont été opérationnels pour certaines EEE.

- **Gestion et éradication des EEE**

Des initiatives pilotes de gestion adaptative ont été mises en œuvre, utilisant des méthodes physiques, biologiques ou chimiques selon les espèces et le contexte écologique. Ces actions ont été accompagnées de programmes de restauration écologique de plantes autochtones/indigènes pour les habitats dégradés, et la dimension « One Health » a été progressivement intégrée afin de concilier la santé des écosystèmes, des animaux et des communautés humaines.

- **Gouvernance, financement et coordination**

Un comité intersectoriel a été mis en place pour coordonner les actions liées aux EEE et élaborer des stratégies nationales de biosécurité et de contrôle des espèces envahissantes. Des initiatives de financement durable sont en cours pour soutenir les actions de prévention et d'éradication. La gouvernance nationale des EEE est donc encore en phase de structuration.

- **Sensibilisation et participation communautaire**

Des réseaux de veille communautaire ont été développés dans certaines zones prioritaires, permettant une surveillance locale et l'identification rapide de nouvelles infestations. Des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités techniques ont ciblé les communautés locales, les organisations de la société civile et les décideurs politiques. Des initiatives de valorisation durable de certaines EEE ciblées ont été expérimentées, visant à créer des alternatives économiques tout en limitant les impacts écologiques négatifs.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Principaux défis

- Introduction continue d'EEE via voies commerciales et naturelles ;
- Capacités techniques et logistiques limitées pour la détection et l'éradication ;
- Ressources financières encore insuffisantes et dépendance aux projets internationaux ;
- Faible coordination stratégique entre secteurs et acteurs locaux et nationaux ;
- Difficultés dans l'intégration des savoirs locaux et pratiques traditionnelles

FR

dans les mesures réglementaires.

Approches prioritaires pour la gestion des EEE

- Étendre et consolider les inventaires et systèmes de surveillance sur tout le territoire ;
- Développer des protocoles nationaux standardisés pour la gestion et l'éradication des EEE ;
- Renforcer la capacité technique et les infrastructures de détection aux points d'entrée (aéroports, ports maritimes, frontières marines, îlots satellites) et dans les communautés ;
- Promouvoir des financements durables et mécanismes innovants (fonds nationaux, partenariats public-privé) ;
- Intégrer pleinement la gestion des EEE dans les plans d'aménagement et les politiques sectorielles ;
- Valoriser les espèces ciblées et les savoirs locaux dans les stratégies de contrôle.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Protocoles pilotes de détection précoce d'EEE sur certaines zones côtières et terrestres ;
- Réseaux communautaires de surveillance pour détecter et signaler les invasions biologiques ;
- Actions de restauration écologique dans des zones touchées par EEE comme certaines forêts et récifs coralliens ;
- Projets pilotes de valorisation d'espèces ciblées, permettant de réduire les pressions sur les habitats naturels et de générer des revenus durables pour les communautés ;
- Le Ministère du Commerce et de la Consommation participe indirectement à travers la régulation des importations et les contrôles phytosanitaires, en coordination avec l'agriculture, l'environnement et la douane. Cette approche réduit les risques d'introduction accidentelle d'EEE et contribue à l'intégration des données sur ces espèces dans les cadres nationaux de connaissance, conformément à la Loi phytosanitaire nationale N° 86-017 et aux recommandations de la Convention sur la diversité biologique ;
- Dans les sites d'intervention de The Aspinall Foundation, des inventaires et

FR

études sont réalisés pour identifier les EEE et leurs impacts sur les écosystèmes. Des campagnes de sensibilisation et des formations pour les communautés locales sont organisées, et la reforestation est conduite avec des espèces autochtones adaptées. Ces actions, conduites entre 2023 et 2025 dans tous les sites, ont permis la constitution d'une base de données exhaustive, le renforcement des compétences locales et la valorisation économique d'EEE à potentiel utile ;

- Dans l'Aire Protégée d'Angavo, Région Androy, Turtle Survival Alliance Madagascar (TSA) met en œuvre la gestion intégrée de l'*Opuntia* spp., combinant contrôle écologique et valorisation économique locale ;
- WWF Madagascar travaille à consolider la base de connaissances sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) et leurs impacts sur la biodiversité. Des inventaires, des études écologiques et des actions de sensibilisation sont planifiés pour réduire les risques et valoriser les espèces exotiques à potentiel utile, intégrant les communautés locales dans les initiatives génératrices de revenus tout en protégeant la biodiversité autochtone ;
- Une base de connaissances consolidée sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) a été promue via le même jeu Arovoahary, offrant un cadre national de sensibilisation et d'appropriation des actions de prévention, surveillance et valorisation des EEE depuis février 2026 (GBF Implementation – GIZ, Février 2026).

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 6 contribue directement à :

FR

- ODD 15 – Vie terrestre : prévention de la réduction et/ou de la perte de biodiversité indigène/autochtone/endémique due aux invasions biologiques.
- ODD 14 – Vie aquatique : réduction des impacts négatifs des EEE marines, saumâtres et d'eau douce ;
- ODD 3 – Santé et bien-être : approche One Health pour limiter la propagation de pathogènes ou d'agents pathogènes ;
- ODD 1 et 8 : valorisation durable des EEE et mise à disposition des sources de revenus pour les communautés locales.

Contribution aux accords et conventions internationaux :

- CITES : lutte contre le trafic des espèces
- Convention de Ramsar : gestion durable des zones humides en réduisant les enjeux écologiques des EEE
- Codex Alimentarius et FAO : sécurité et durabilité de la chaîne de production des EEE

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

6.1 Rate of invasive alien species establishment

Headline

GBF-INDICATOR-6.1

6.b Number of countries adopting relevant regulations, processes and measures to reduce the impact of invasive alien species

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-6

Inventaire national des EEE

National

576EAF77-0937-7E67-7AD7-B30BC6E90826

D'ici 2030, réduire la pollution de l'air, de l'eau et des sols liée aux plastiques, pesticides et produits chimiques hautement dangereux afin de préserver la biodiversité et d'assurer le maintien des services écosystémiques, contribuant ainsi à un équilibre durable. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Les principales mesures entreprises comprennent les options suivantes :

a) Cadre juridique et institutionnel de gestion de la pollution :

- Reconnaissance explicite dans le cadre stratégique national de la nécessité d'intégrer la gestion des pollutions (agricoles, minières, hôtelières, urbaines, industrielles) dans les politiques environnementales ;
- Adoption et application du décret MECIE (Évaluation environnementale et sociale pour la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement), qui inclut des volets sur la prévention des pollutions lors des projets sectoriels et d'investissement.

b) Renforcement institutionnel :

- Déploiement progressif de l'Office National pour l'Environnement (ONE) comme organe clé de suivi des pollutions, prévention des risques environnementaux, coordination des évaluations environnementales et contrôle des impacts liés aux sources polluantes (agro-chimiques, sédiments, eaux usées, etc.).
- Renforcement des capacités techniques d'évaluation et de suivi dans les institutions sectorielles (agriculture, élevage, pêche, mine, eau, industrie), avec des efforts de centralisation des données environnementales.

c) Activités de suivi et sensibilisation :

- Initiatives de suivi environnemental, notamment dans les zones écologiques fortement impactées par les pollutions agricoles et urbaines, ont été ultérieurement intégrées à des plans d'action sectoriels ou thématiques (bien que la couverture nationale reste incomplète).
- Organisation d'événements de sensibilisation à l'impact négatif de la pollution sur la biodiversité native, comme lors de la Journée mondiale de l'environnement, qui mettaient l'accent sur la qualité de l'air et des eaux.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a entrepris des actions pour réduire les impacts négatifs de la pollution

FR

sur la biodiversité, bien que leur portée reste encore partielle et concentrée sur certaines zones prioritaires.

- **Définition des objectifs nationaux et identification des sources**

Des objectifs nationaux de lutte contre la pollution ont été définis, incluant l'identification des sources majeures de pollution affectant les écosystèmes terrestres, aquatiques et côtiers. Ces travaux ont permis de clarifier les priorités et de mettre en évidence le besoin de mécanismes de contrôle et de régulation plus efficaces.

- **Déploiement institutionnel et suivi**

L'Office National pour l'Environnement (ONE) a progressivement renforcé son rôle de coordination pour les évaluations environnementales, la surveillance des impacts négatifs et l'appui aux décisions politiques. Des mécanismes de suivi et d'évaluation ont été initiés pour certaines zones sensibles.

- **Sensibilisation et mobilisation des acteurs**

Des actions de sensibilisation sur les différents types de pollution — air, eaux, sédiments et aérosols — ont été menées dans certaines zones urbaines et rurales. Ces efforts ont permis d'accroître la prise de conscience des populations humaines et des acteurs locaux, mais ils restent encore fragmentaires et nécessitent une meilleure coordination et un déploiement à plus grande échelle.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Principales difficultés rencontrées :

- Manque de moyens humains, techniques et financiers, ce qui limite la continuité et la couverture du suivi de la pollution ;
- Données limitées ou fragmentaires sur les niveaux de pollution des sols et des eaux à l'échelle nationale ;
- Faible coordination intersectorielle pour mettre en œuvre des plans d'action cohérents intégrant pollution et biodiversité.

Approches possibles pour progresser :

- Renforcer les systèmes de surveillance de la qualité de l'eau, de l'air et des

FR

sols sur tout le territoire ;

- Mobiliser davantage de ressources financières à travers des fonds nationaux et partenaires internationaux ;
- Développer des mécanismes réglementaires de responsabilité environnementale plus opérationnels ;
- Intensifier les programmes de formation, de sensibilisation et de renforcement des capacités techniques des autorités locales et sectorielles.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

Les exemples ci-dessous montrent où les efforts ont déjà généré des résultats :

FR

- Déploiement du décret MECIE pour intégrer l'évaluation des impacts négatifs et des pollutions dans les décisions d'investissement sectoriel ;
- Activités de sensibilisation sur la pollution de l'air lors d'événements tels que la Journée mondiale de l'environnement naturel ;
- Acquisition de capacité institutionnelle à travers l'ONE pour coordonner et suivre certaines dimensions de la pollution et de l'environnement naturel ;
- Entre 2019 et 2021, des études quantitatives sur les déchets plastiques ont été menées dans les écosystèmes marins et côtiers de Nosy Be, Sainte-Marie, Toamasina, Toliara et Fort-Dauphin, ainsi que dans certains écosystèmes terrestres, par différentes organisations dont CETAMADA, WIOMSA, SWIOFish 2 et EXPLOI. Ces études ont permis de caractériser l'ampleur de la pollution, de comprendre la distribution des déchets plastiques et autres polluants chimiques, et d'identifier leurs sources principales. À l'issue de ces travaux, le MEDD, en collaboration avec les hôteliers, les partenaires privés et les organisations locales, a entrepris plusieurs actions ciblées pour réduire la pollution et promouvoir le recyclage de matériaux ainsi qu'une économie circulaire durable. Parmi ces initiatives, la construction du centre de tri et de valorisation des déchets d'Antsarimasina, Toamasina, opérationnel depuis 2025 grâce au partenaire privé Agrotech, permet de réduire la quantité de déchets et de valoriser les matériaux recyclables. Un second centre de tri a été mis en place à Manadrina, Avaradrano, renforçant la gestion locale des déchets. Par ailleurs, l'île de Sainte-Marie a été positionnée comme « Île pilote zéro plastique », avec l'adoption en juin 2025 d'un arrêté municipal interdisant progressivement l'usage du plastique. Enfin, le partenariat MEDD-SFOI-IUCN IslandPlas à Tanjombato a permis de mettre en œuvre des

initiatives de valorisation des déchets plastiques dans le cadre d'une économie circulaire durable. Ces actions ont contribué à la réduction de la pollution dans les écosystèmes terrestres, marins et côtiers au renforcement de la sensibilisation des communautés locales et à la promotion de pratiques durables de gestion des déchets à Madagascar ;

Passation technique du centre de tri et de valorisation des déchets d'Antsarimasina, Toamasina - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Partenariat MEDD-SFOI : Valorisation des Déchets Plastiques à Tanjombato pour une Économie Circulaire Durable" - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

5 juin : Journée mondiale de l'environnement - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

- En décembre 2025, le projet IUCN IslandPLas a réalisé une étude de terrain sur les déchets plastiques dans les zones côtières de Sainte-Marie, en particulier sur les plages d'Ampanihy, de Belle Vue et d'Ambalambanio, dans le cadre de l'initiative du MEDD « Sainte-Marie, une île sans pollution plastique ». Cette étude constitue un suivi post-mise en œuvre des différentes mesures adoptées, notamment l'interdiction progressive de l'introduction de plastiques sur l'île en juin 2025, ainsi que la mise en place de dispositifs de gestion, de tri et de valorisation des déchets. L'étude recommande des actions supplémentaires, incluant la collecte de données renforcée, des opérations de nettoyage et le renforcement de la législation existante, afin d'optimiser la gestion des plastiques à Sainte-Marie et de consolider les efforts de réduction de la pollution ;
- Le Ministère en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène a intégré des mesures de gestion des eaux et d'assainissement afin de réduire la pollution de l'eau et de limiter l'impact négatif des substances chimiques sur la biodiversité ;
- Le principe d'évitement, réduction et compensation (ERC) est intégré dans le nouveau code minier, ses décrets d'application et l'Arrêté Interministériel Mines et Environnement (en cours de mise à jour). Chaque projet minier doit inclure un programme d'engagement environnemental et un cahier des charges environnemental. Les promoteurs miniers sont obligés de respecter une distance de 100 m par rapport aux sources d'eau et lieux sacrés, de mettre en place un plan de gestion des poussières, de minimiser les

émissions de gaz carboniques, de gérer les eaux de rejet et les produits chimiques volatiles dangereux, ainsi que de gérer les déchets solides. Les références sont le cahier des charges minier, le cahier des charges environnemental et les prescriptions environnementales ;

- Afin de réduire la pollution liée aux plastiques, pesticides et produits chimiques hautement dangereux, le Ministère du Commerce et de la Consommation régule leur commerce, en s'appuyant sur la ratification et l'application des conventions de Rotterdam, Bâle, Stockholm et Minamata. Ces mesures limitent l'importation et l'usage de substances dangereuses, réduisant la pollution environnementale et favorisant la prise de décision commerciale éclairée. Les initiatives sont soutenues par le projet PURPA et les directives nationales sur les plastiques et déchets dangereux ;
- Le secteur santé a également joué un rôle dans la réduction de la pollution et des risques liés aux produits chimiques. Des systèmes sécurisés de gestion des déchets médicaux ont été mis en place dans les centres de santé de base et les hôpitaux, incluant l'utilisation d'incinérateurs à faibles émissions. Parallèlement, des études de conformité technique et sanitaire sur l'usage de produits chimiques par les entreprises ont été réalisées. Ces mesures ont contribué à diminuer la pollution, protéger la biodiversité et améliorer la sécurité sanitaire des populations humaines et du personnel de santé ;
- Dans les sites d'intervention de The Aspinall Foundation, les communautés locales sont sensibilisées aux impacts environnementaux, l'agriculture biologique et respectueuse de l'environnement naturel est promue, et les sources de pollution sont identifiées et suivies depuis 2019. Les actions menées jusqu'en 2025 dans l'ensemble des sites ont permis de protéger les habitats naturels et d'améliorer la qualité de l'eau, avec des bénéfices sur la santé humaine et les écosystèmes ;
- Pour réduire la pollution liée aux plastiques et pesticides, WWF Madagascar a développé entre 2021 et 2025 des foyers améliorés, contribué à l'ICZM/MSP et soutenu une unité de recyclage de déchets plastiques dans la société municipale d'assainissement (SMA). Dans les villes de Toliara et Morondava, la collecte et la séparation à la source des déchets ont permis de traiter environ 119 tonnes de plastiques en 2025 ;
- USAID Hay Tao a intégré des messages de réduction de la pollution dans ses campagnes de sensibilisation et d'éducation aux lois environnementales, utilisant les médias et les événements communautaires à Maroantsetra et Morondava entre 2019 et 2022. Ces actions ont permis d'améliorer la sensibilisation des communautés et des autorités locales sur les impacts de la pollution et sur les mesures de

protection des écosystèmes.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 7 est liée à plusieurs engagements internationaux et ODD :

- ODD 3 (Bonne santé et bien-être) : réduction des polluants toxiques pour la santé humaine ;
- ODD 6 (Eau propre) et ODD 14 (Vie aquatique) : diminution de la pollution des eaux continentales et marines ;
- ODD 12 (Consommation responsable) et ODD 13 (Atténuation des effets du changement climatique) : promotion de pratiques durables et d'économie circulaire ;
- Convention de Stockholm et accords sur les produits chimiques dangereux : mise en œuvre d'un cadre complémentaire pour gérer les HHP.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

7.1 Index of coastal eutrophication

Headline

GBF-INDICATOR-7.1

7.2 Pesticide environment concentration and/or aggregated total applied toxicity

7.CT.3 Plastic debris density

D'ici 2030, l'impact des changements climatiques sur la biodiversité est réduit au minimum et la résilience des écosystèmes est renforcée grâce à des mesures d'atténuation et d'adaptation, ainsi qu'à des mesures de réduction des risques de catastrophe naturelle, soutenues par la recherche, l'innovation et le suivi scientifique. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a mis en œuvre plusieurs actions concrètes pour réduire les effets et les impacts négatifs du changement climatique sur la biodiversité :

- Intégration des enjeux biodiversité-climat dans les politiques et plans sectoriels :
 - Début de l'intégration de la biodiversité dans certains plans sectoriels (CDN, SPANB).
 - Établissement d'outils et de bases de données pour suivre les interactions biodiversité-climat dans certaines régions pilotes.
- Approches fondées sur les écosystèmes (EbA/SfN) :
 - Projets pilotes de restauration des mangroves, récifs coralliens et zones humides dans certaines régions côtières.
 - Début de l'identification des zones prioritaires pour l'adaptation basée sur la nature.
- Renforcement des connaissances et suivi scientifique :
 - Études et publications sur les impacts négatifs du changement climatique sur les récifs coralliens, les mangroves et les herbiers marins.
 - Développement d'indicateurs de suivi et participation à des réseaux régionaux et internationaux pour capitaliser les expériences EbA/SfN.
- Gouvernance et coordination biodiversité-climat:
 - Mise en place de quelques plateformes de coordination biodiversité-climat à l'échelle régionale et nationale.
 - Début de la mobilisation de financements internationaux pour soutenir les projets pilotes EbA/SfN

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a engagé des initiatives visant à intégrer la dimension climatique dans la gestion de la biodiversité, en mettant l'accent sur la résilience des écosystèmes face aux impacts du changement climatique.

- **Développement et diffusion d'outils**

Les premiers guides et outils techniques ont été élaborés et diffusés afin de soutenir l'intégration de la biodiversité et du climat dans les décisions de planification et de gestion. Ces outils visent à orienter les acteurs institutionnels et locaux dans l'identification de mesures adaptées aux écosystèmes vulnérables.

- **Projets pilotes EbA et SfN**

Des projets pilotes ont été mis en œuvre dans plusieurs écorégions clés, incluant la restauration et la protection de mangroves, de récifs coralliens et de zones humides. Ces projets démontrent l'efficacité des approches basées sur l'adaptation fondée sur les écosystèmes (EbA) et des solutions fondées sur la nature (SfN) pour renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés locales.

- **Renforcement des capacités techniques**

Les capacités des acteurs locaux et des institutions ont été partiellement renforcées pour intégrer les enjeux climatiques dans la gestion de la biodiversité (formations et appuis techniques).

- **Partage de connaissances et suivi**

Madagascar a participé à des plateformes nationales et régionales pour partager les bonnes pratiques et suivre les impacts du changement climatique sur la biodiversité native. Ces échanges permettent de capitaliser sur les expériences locales et internationales et de renforcer progressivement la prise en compte du climat dans la planification de la conservation.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Principaux défis rencontrés :

- Capacité technique limitée et faible couverture géographique des projets ;
- Coordination intersectorielle incomplète ;
- Besoin de financement durable et de mécanismes innovants.

Approches possibles :

- Élargir les projets EbA/SfN à davantage de zones écologiques vulnérables ;
- Renforcer la coordination intersectorielle et les plateformes nationales ;
- Consolider les systèmes de suivi biodiversité-climat et capitaliser les expériences ;
- Mobiliser davantage de financements nationaux et internationaux.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Réseau Récifs / Blue Ventures : restauration de récifs coralliens et mangroves avec implication communautaire (VOI, COBA et CLB) ;
- Projet pilote EbA dans les zones côtières : protection des écosystèmes face aux tempêtes et à l'érosion côtière ;
- Observatoire biodiversité-climat : collecte et analyse de données sur l'état des récifs et mangroves ;
- Depuis 2019, Madagascar a intégré le volet gestion des risques et catastrophes dans le guide méthodologique des outils de planification territoriale, en particulier dans les Schémas d'Aménagement Communaux (SAC), les Schémas d'Aménagement InterCommunaux (SAIC) et les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT). Cette intégration permet de considérer systématiquement les impacts potentiels des aléas climatiques dans les processus de planification et d'aménagement, en orientant les décisions vers des mesures d'atténuation et d'adaptation des ressources alignées aux spécificités locales ;
- Le Ministère du Commerce et de la Consommation contribue à la résilience des écosystèmes en alignant les réglementations commerciales avec les objectifs climatiques, en encadrant l'import-export de biens sensibles aux changements climatiques et en promouvant des normes et labels durables. Cette contribution favorise la résilience climatique des filières économiques et des écosystèmes côtiers, en cohérence avec les projets GEF, ONUDI et

FR

UNEP ;

- Un Programme juridictionnel de Réduction des Émissions dans l'écosystème des forêts humides du Nord-Est a été mis en œuvre sur la période 2020-2024, suivi de la mise en place d'un deuxième programme juridictionnel couvrant les forêts humides du Nord-Est et du Sud-Est, planifié de 2026 à 2029. La réduction des émissions issues de la déforestation contribue directement à la conservation des écosystèmes forestiers ainsi que des habitats et espèces qui y sont associés. L'approche juridictionnelle consiste à appliquer REDD+ à l'échelle d'un territoire administratif englobant plusieurs régions de Madagascar, permettant d'agir sur le taux global de déforestation et de dégradation, indicateur clé de la perte d'écosystèmes forestiers. Entre 2020 et 2024, cette initiative a permis de réduire plus de 9,2 millions de tonnes de CO₂ et de préserver 2 millions d'hectares de forêts protégées dans le cadre du Programme REDD+ Atiala Atsinanana. Ces résultats sont documentés dans la Stratégie Nationale REDD+ et les rapports de suivi et de quantification carbone du Programme Atiala Atsinanana pour les périodes 2020 et 2021-2022 (BNCC REDD+) ;
- À Madagascar, des inventaires forestiers ont été réalisés pour les quatre écorégions avec l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre du programme REDD+, incluant l'inventaire des forêts humides et des forêts sèches de l'Ouest en 2020, l'inventaire des mangroves en 2018 et l'inventaire des forêts épineuses en 2019. Ces données ont été exploitées non seulement pour le crédit carbone, mais aussi pour l'aménagement forestier (rapports disponibles https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2024/07/Rapport-Final-Foret-humide-et-Foret-Seche_2020-Evaluation-biomasse_vf.pdf, <https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2024/07/Rapport-Mangroves-Final-290819.docx.pdf>, https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2024/07/Rapport-Final-inventaire-Foret-Epineuse_190922_Evaluation-de-la-biomasse.pdf);
- Le suivi de la réduction des émissions dans le cadre du programme REDD+ PREAA (Programme de Réduction des Émissions Atiala Atsinanana) couvre les périodes 2020, 2021-2022 et 2023-2024 au niveau de cinq régions du Nord-Est (Atsinanana, Analanjirofo, Sofia, Sava et Alaotra Mangoro). Grâce à ce suivi, Madagascar a vendu 1,7 millions de tonnes de CO₂ pour la période 2020 au FCPF/Banque Mondiale et 7,5 millions de tonnes de CO₂ pour la période 2021-2022, les rapports correspondants étant disponibles pour la première période ici https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2024/07/ER_monitoring_report_First_period_ERPAA_10052023.pdf, tandis que la deuxième période est en cours de publication par le FCPF (Référence :

Rapport de suivi et de quantification carbone du Programme Atiala Atsinanana, période 2021-2022, BNCC REDD+) ;

- Les actions de lutte contre les changements climatiques visent à transformer durablement la gestion des ressources naturelles et forestières en combinant atténuation, adaptation et préservation de la biodiversité. Sur le plan de l'atténuation, elles renforcent les puits de carbone grâce à la protection des aires protégées existantes, au reboisement à grande échelle via la création de pépinières et l'appui aux initiatives privées, ainsi qu'à la restauration ciblée des forêts dégradées, des zones humides et des mangroves. En matière d'adaptation, elles renforcent la résilience des écosystèmes et des communautés face aux impacts négatifs des effets climatiques en restaurant les paysages naturels fragiles, en protégeant les ressources naturelles des bassins versants et en développant l'agroforesterie, conciliant production alimentaire, diversification des revenus et gestion durable des sols et de l'eau. Depuis 2019, Madagascar met en œuvre un processus d'adaptation basée sur l'écosystème (AbE) avec des objectifs de conservation et de restauration de 7 millions d'hectares, incluant 2 147 911 ha de zones humides restaurées, un reboisement de 75 000 à 150 000 ha/an dont 3 500 ha de mangroves grâce aux pépinières, et la restauration de paysages agroforestiers sur 2 500 ha/an (Référence : Plan de mise en œuvre CDN2) ;
- En juillet 2025, le projet "Scaling Up Ecosystem-Based Adaptation for Coastal Areas" a été lancé pour restaurer les mangroves et forêts côtières, réhabiliter les bassins versants dégradés et renforcer la gestion intégrée des zones côtières, bénéficiant à près de 100 000 personnes et améliorant la résilience aux impacts négatifs climatiques tels que l'érosion et les cyclones. Le soutien international inclut un financement de plus de 9 millions d'USD de l'African Development Fund de la Banque Africaine de Développement pour renforcer la protection et l'utilisation durable du capital naturel. Depuis 2018, les projets EbA s'appuient sur la restauration des milieux naturels (mangroves, forêts, zones riveraines), essentiels pour la biodiversité et comme solutions naturelles pour atténuer les impacts négatifs climatiques. Les programmes agricoles, tels que DEFIS+, favorisent des pratiques rationnelles, durables et résilientes réduisant la pression sur les écosystèmes tout en améliorant la sécurité alimentaire ;
- En complément, les actions d'atténuation visent la transition énergétique et la réduction de la pression sur le bois-énergie, notamment par la promotion des foyers améliorés via des projets tels que "Improved Cookstove Program for Sustainable Development" de Green Future Partner, "Madagascar Fahatokiana Improved Cookstove Program", "Tandavanala TsinjoHarena

Improved Cookstoves in Madagascar”, le Madagascar Improved Cookstove Project de KCM, ainsi que la distribution de foyers améliorés par Madavance et Madastove. Le développement des énergies renouvelables est également soutenu par des initiatives comme le projet hydroélectrique Farahantsana et Mahitsy Hydro SA par Tozzigreen, contribuant à limiter la déforestation, protéger les habitats et maintenir les services écosystémiques essentiels ;

- Entre 2018 et 2019, une approche d’adaptation fondée sur les écosystèmes (EbA) a été mise en œuvre à l’échelle du site naturel dans la zone marine protégée d’Ambodivahibe par Conservation International Madagascar. Cette intervention s’est appuyée sur les acquis méthodologiques du projet CAMPA relatif à l’adaptation au changement climatique dans les aires protégées. Une analyse des facteurs d’adaptabilité et de résilience a été réalisée afin d’orienter la sélection des principales activités EbA à déployer sur le site. Une analyse approfondie des parties prenantes a permis de clarifier les rôles et responsabilités des acteurs institutionnels, communautaires et intersectoriels, en vue d’une mise en œuvre efficace et d’un déploiement à plus grande échelle. Un processus participatif a conduit à un consensus sur les mesures prioritaires à adopter pour faire face aux impacts négatifs actuels et futurs du changement climatique, en privilégiant des solutions fondées sur la nature et des initiatives communautaires. Un plan de communication adapté au contexte local et au niveau de compréhension des communautés a été élaboré, intégrant une approche fondée sur les droits afin de garantir l’adhésion des parties prenantes. Une analyse économique des moyens de subsistance alternatifs déjà expérimentés sur le site a également été réalisée afin d’orienter les choix vers des activités générant des bénéfices environnementaux et socio-économiques durables pour les communautés dépendantes des ressources marines. Le projet a organisé des sessions de renforcement des capacités et de formation des formateurs sur la mise en œuvre et le suivi des interventions EbA à tous les niveaux. Il a abouti à la production de lignes directrices pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des actions d’adaptation fondées sur les écosystèmes, servant de référence technique pour des initiatives similaires dans d’autres sites côtiers ;
- Dans les sites d’intervention de The Aspinall Foundation, des études sont réalisées pour évaluer les impacts spécifiques, les habitats naturels sont restaurés, et les communautés locales sont sensibilisées aux pratiques d’adaptation. Entre 2023 et 2025, ces actions dans tous les sites ont permis de réduire les effets négatifs du climat sur la biodiversité et d’améliorer la résilience des communautés ;

- Dans le Sud de Madagascar, Turtle Survival Alliance (TSA) assure la résilience des écosystèmes face aux changements climatiques, notamment par la promotion de cultures résistantes à la sécheresse, l'installation de puits et la collecte des eaux de pluie ;
- WWF Madagascar contribue à la résilience des écosystèmes face aux changements climatiques en intégrant des plans FLR dans les PAG/SAC, en déployant des systèmes d'alerte précoce (EWS) des aléas écologiques/ climatiques et en restaurant des habitats naturels. Entre 2021 et 2025, ces actions ont couvert des centaines de villages dans les quatre paysages, touchant plus de 8 700 ménages et personnes bénéficiaires ;
- La résilience des écosystèmes face aux changements climatiques a été renforcée par le développement d'une étude sur la synergie entre les SPANB et la Convention Déterminée au niveau National (CDN), menée de juillet à octobre 2024 et présentée lors de la COP16 à Cali, Colombie et à Vilm, Allemagne, permettant une meilleure intégration des activités biodiversité et climat (<https://www.environnement.mg/documents/renforcer-les-synergies-entre-la-conservation-de-la-biodiversite-et-laction-climatique-a-madagascar/>).

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- ODD 13 : action climatique et adaptation aux impacts négatifs et effets du changement climatique ;
- ODD 14 & 15 : protection des écosystèmes aquatiques et terrestres ;
- ODD 11 : villes et communautés humaines résilientes ;
- Conformité avec Accords de Paris, et Convention de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

7.1 Index of coastal eutrophication

Headline

GBF-INDICATOR-7.1

8.b Number of countries with policies to minimize the impact of climate change and ocean acidification on biodiversity and to minimize negative and foster positive impacts of climate action on biodiversity

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-8

D'ici 2030, les espèces sauvages sont utilisées et gérées durablement, de façon à procurer des avantages sociaux, économiques et environnementaux aux populations, en particulier aux populations vulnérables. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a entrepris plusieurs actions pour promouvoir l'utilisation durable des espèces de flore et de faune sauvages et assurer des biens et bénéfices sociaux, économiques et environnementaux :

FR

- Renforcement des connaissances et suivi des ressources biologiques :
 - Inventaires partiels des espèces halieutiques et terrestres exploitées pour la pêche, la chasse, les plantes médicinales, les plantes alimentaires et les plantes artisanales.
 - Mise à jour des bases de données nationales, régionales et locales sur l'état de conservation et l'utilisation des espèces de flore et de faune sauvages.
 - Formation de communautés locales et échanges à la collecte de données et à la surveillance participative des populations d'espèces sauvages exploitées.
- Gouvernance des ressources et droits communautaires :
 - Mise en œuvre de projets de Transferts de Gestion des Ressources Naturelles (TGRN), des ressources halieutiques (TGRH) avec certaines communautés ;

- Développement et application de conventions locales pour sécuriser les droits d'accès et d'usage coutumier des ressources ;
- Élaboration et vulgarisation de textes régissant l'exploitation rationnelle et la valorisation durable des espèces sauvages ;
- Renforcement des capacités techniques des VOI (associations villageoises ou communautés locales) pour la gestion durable et la résolution des conflits d'usage des ressources.
- Chaînes de valeur durables et équitables :
 - Identification de produits dérivés de la biodiversité à forte valeur commerciale et promotion de filières durables ;
 - Développement de systèmes de certification écologique et sociale pour la traçabilité des produits naturels et leurs dérivés ;
 - Appui à la gestion des zones protégées et sites écologiques temporaires pour favoriser la régénération des populations naturelles ;
 - Mise en place de centres de reproduction agréés pour réduire les pressions anthropiques sur les populations d'espèces sauvages naturelles ;
 - Soutien aux activités génératrices de revenus durables (écotourisme, artisanat vert, pisciculture, apiculture) ;
 - Création de centres de formation et de modules mobiles (e-learning, radios locales) pour former les communautés à la valorisation durable des ressources biologiques.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a engagé plusieurs initiatives visant à promouvoir l'utilisation durable des ressources biologiques et à renforcer la gouvernance locale autour de la gestion des espèces exploitées.

• Inventaires biologiques et suivi participatif

Des inventaires biologiques et des programmes de suivi participatif des espèces sauvages exploitées ont été réalisés dans plusieurs régions. Ces activités ont permis d'améliorer la connaissance des populations d'espèces utilisées, d'identifier les

FR

pressions locales et de prioriser les interventions pour une valorisation rationnelle et durable.

- **Renforcement des droits et de la gouvernance communautaire**

Les droits des communautés locales sur les ressources naturelles ont été partiellement renforcés à travers la consolidation des structures de gouvernance locale, notamment via les dispositifs GELOSE, GCF et LMMA. Ces mécanismes ont contribué à accroître l'appropriation locale et la participation à la gestion rationnelle et durable des ressources.

- **Filières durables et certifications**

Des filières de produits durables ont été établies, incluant certaines initiatives pilotes de certification sociale et écologique. Ces mesures visent à valoriser les produits biologiques tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles et en améliorant les revenus locaux.

- **Initiatives économiques locales**

Des projets locaux intégrant l'écotourisme, l'artisanat, l'apiculture et la pisciculture durable ont été mis en œuvre, contribuant au développement socio-économique des communautés tout en favorisant la gestion durable des ressources.

- **Formation et renforcement des capacités**

Les communautés ont bénéficié de formations sur la gestion durable, la valorisation rationnelle des ressources biologiques et les bonnes pratiques de conservation. Ces actions ont permis d'accroître la capacité locale à mettre en œuvre des stratégies durables et à intégrer la conservation dans les activités socio-économiques quotidiennes.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis :

- Couverture géographique limitée et faible coordination intersectorielle ;
- Insuffisance des financements pour étendre les TGRN/TGRH et filières durables ;
- Capacité technique limitée pour le suivi des populations d'espèces de flore et

FR

de faune sauvages et la traçabilité des produits naturels et de leurs dérivés.

Approches possibles :

- Élargir les TGRN/TGRH à davantage de communautés et de ressources ;
- Renforcer les systèmes de suivi et de traçabilité participatifs des ressources ;
- Mobiliser des financements nationaux et internationaux pour assurer la pérennité des projets ;
- Développer et mettre en œuvre les filières durables avec un accent sur l'autonomisation des populations humaines locales vulnérables.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Mise en place de TGRN pour la pêche artisanale et la gestion des zones de fraie, améliorant la régénération des populations d'espèces halieutiques sauvages ;
- Projets pilotes de pisciculture durable et d'écotourisme villageois, générant des revenus locaux tout en préservant les espèces sauvages ;
- Centres de reproduction agréés pour les espèces menacées, réduisant les pressions anthropiques sur les populations d'espèces sauvages naturelles ;
- Plateformes locales de suivi participatif et bases de données mises à jour pour informer et appuyer la gestion durable et l'état de conservation des ressources biologiques sauvages ;
- TAFO MIHAavo valorise les ressources naturelles et soutient les communautés locales pour développer des alternatives économiques durables. Le réseau forme également les populations locales à la gestion durable des ressources afin de réduire leur dépendance aux espèces de flore et de faune sauvages ;
- Dans les sites d'intervention de The Aspinall Foundation, les plans d'aménagement participatifs, la valorisation des ressources et les formations des communautés locales sont déployés de 2023 à 2025, favorisant des alternatives économiques durables, la réduction de la pression sur les écosystèmes et la conscience accrue des communautés sur la gestion durable ;
- Afin de renforcer la gouvernance locale des ressources halieutiques, Wildlife Conservation Society (WCS), en collaboration avec le Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue (MPEB), a soutenu la préparation et la signature de 70

FR

contrats de Transfert de Gestion des Ressources Halieutiques et de l'Écosystème Aquatique (TGRH-AE), dont 59 dans la Baie d'Antongil et 11 à Nosy Be, Ambilobe et Ambanja. Ces contrats formalisent et reconnaissent officiellement les pratiques de gestion communautaire déjà exercées par les communautés locales depuis plusieurs années, consolidant leur légitimité, leur responsabilité et leur rôle dans la conservation et l'exploitation durable des ressources marines. Par ailleurs, les 82 communautés de base (COBAs) constituant la ceinture verte autour du Parc Naturel Makira disposent de contrats de Transfert de Gestion des Ressources Naturelles (TGRN), renforçant l'implication directe des populations riveraines dans la gestion durable des ressources forestières. Ces mécanismes contractuels favorisent une utilisation régulée des ressources, améliorent la sécurité d'accès, contribuent à la réduction des conflits d'usage et soutiennent les moyens de subsistance locaux, tout en assurant la conservation à long terme des écosystèmes ;

- WWF Madagascar favorise une utilisation durable des espèces sauvages, en particulier pour les populations vulnérables, en développant des chaînes durables dans la vanille, l'algoculture, l'apiculture, l'écotourisme et la pisciculture. Entre 2021 et 2025, 28 à 64 % des ménages selon les paysages ont participé à ces chaînes, contribuant à des avantages économiques et sociaux ;
- La gestion durable des espèces sauvages pour procurer des avantages sociaux, économiques et environnementaux aux populations vulnérables est promue via le jeu Arovoahary, diffusé depuis février 2026, renforçant les connaissances et la réflexion sur la conservation (GBF Implementation – GIZ, Février 2026) ;
- USAID Hay Tao a facilité la formation des coopératives et SCE, et l'organisation d'événements sectoriels pour promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques et forestières. Ces initiatives, menées entre 2019 et 2022 à Maroantsetra, Morondava et Menabe, ont permis aux communautés locales, en particulier les femmes et jeunes pêcheurs, d'améliorer leurs revenus tout en adoptant de bonnes pratiques durables et respectueuses de la biodiversité.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- ODD 1, 2 et 8 : sécurité alimentaire, moyens de subsistance et croissance

FR

économique inclusive.

- ODD 12 et 15 : consommation et production responsables, protection des écosystèmes terrestres.
- Contribution à la mise en œuvre de stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de renforcement de la résilience des communautés vulnérables

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

9.1 Benefits from the sustainable use of wild species

Headline

GBF-INDICATOR-9.1

9.2 Percentage of the population in traditional occupations

Headline

GBF-INDICATOR-9.2

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

9.b Number of countries with policies to manage the use of wild species sustainably, providing social, economic and environmental benefits for people, and to protect and encourage customary sustainable use by indigenous peoples and local communities

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-9

Nombre de transferts de gestion des ressources naturelles (TGRN)/halieutiques (TGRH)

National

747D5629-2261-B436-0D6A-40CAB81464A8

D'ici 2030, les zones agricoles, pastorales, aquacoles, halieutiques et forestières sont gérées de manière durable et intégrée, en faveur de la conservation de la biodiversité. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a entrepris plusieurs actions pour promouvoir la durabilité des secteurs productifs :

- État des lieux des documents de planification territoriale (SAC, SRAT, plans de gestion forestière et pastorale) réalisés dans plusieurs régions ;
- Mise en place de quelques zones pilotes de gestion durable (agropastorales, forestières et aquacoles) ;
- Formation de communautés locales sur de bonnes pratiques agricoles et forestières favorables à la biodiversité ;
- Début de l'inventaire de certaines espèces forestières et agricoles locales et collecte de données sur leur état de conservation ;
- Renforcement des capacités techniques des services locaux pour le suivi des bonnes pratiques durables et de la législation forestière ;
- Premières initiatives de restauration de zones écologiques sensibles (mangroves, ripisylves, zones de frai pour la pêche) dans certaines régions côtières et continentales.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a amorcé la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir une utilisation durable des sols et des ressources naturelles dans les zones agricoles, pastorales, forestières et aquacoles.

- **Plans et documents de planification**

Certains Schémas d'Aménagement Communaux et Régionaux ont été validés et partiellement appliqués. Ces documents intègrent progressivement des considérations de durabilité environnementale et de conservation.

- **Intégration dans des zones pilotes**

Des zones agricoles, pastorales, forestières et aquacoles ont été incluses dans des projets pilotes de gestion durable, permettant de tester et d'adapter les pratiques de conservation et d'utilisation rationnelle des ressources. Ces projets restent toutefois

FR

restreints en superficie et en nombre de sites couverts.

- **Formation et sensibilisation des communautés et des acteurs locaux**

Les communautés locales et les agents techniques ont été formés aux pratiques durables, notamment en matière de gestion des sols, d'agroforesterie et de suivi environnemental. La diffusion des connaissances reste encore parcellaire et nécessite un renforcement pour atteindre un impact national.

- **Inventaires biologiques et suivi écologique**

Des bases de données partielles ont été constituées pour suivre l'état des zones forestières et agricoles ainsi que les espèces exploitées cibles. Ces outils permettent un suivi initial, mais leur couverture reste partielle et leur utilisation opérationnelle limitée.

- **Restauration écologique**

La restauration écologique de zones sensibles, principalement les mangroves et zones naturelles riveraines, a été réalisée sur des superficies limitées. Ces actions ont permis de démontrer l'efficacité de certaines pratiques, mais la restauration des paysages naturels à grande échelle reste un défi majeur.

- **Renforcement institutionnel**

Les capacités spécifiques des agents forestiers et des collectivités locales ont été renforcées pour le suivi et le contrôle de l'utilisation des sols et des ressources.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis :

- Manque de ressources financières et humaines pour généraliser les actions à l'échelle régionale et/ou nationale ;
- Coordination intersectorielle insuffisante entre agriculture, foresterie, élevage, pêche et aquaculture ;
- Données limitées et non harmonisées pour le suivi et l'évaluation ;
- Sécurisation foncière insuffisante pour encourager des pratiques durables à long terme.

FR

Approches possibles :

- Renforcer le financement national et l'accès aux fonds internationaux (FEM, GCF, Green Climate Fund) ;
- Développer des mécanismes de coordination intersectorielle pour la planification intégrée ;
- Généraliser les programmes de formation et les centres de formation rurale ;
- Déployer progressivement des systèmes de suivi intégrés, incluant données spatialisées et indicateurs de durabilité ;
- Promouvoir des mécanismes incitatifs économiques et financiers (PSE, crédits verts, subventions écologiques).

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Restauration des mangroves dans certaines Communes rurales côtières : elle a contribué à la protection contre l'érosion côtière et à la reproduction des poissons et ressources halieutiques ;
- Projets pilotes de gestion pastorale intégrée dans quelques Communes rurales : ils ont permis une meilleure rotation des sites de pâturage et l'amélioration de la fertilité des sols ;
- Formations agricoles durables : adoption de techniques agroforestières et de pratiques d'agriculture de conservation dans certaines communautés rurales pilotes ;
- Documents et rapports : rapports de suivi de la plateforme MEDD-MDAT (2019-2024), plans régionaux de SAC et SRAT ;
- Le Ministère du Commerce et de la Consommation contribue à travers des politiques commerciales favorisant le bois légal et certifié, réduisant ainsi la déforestation illégale. L'alignement avec les initiatives REDD+ et les programmes de certification forestière FSC garantit que les activités commerciales soutiennent la régénération forestière et la séquestration du carbone. Les résultats sont visibles et effectifs dans le cadre des projets Mangoky et GEF6-AMP, qui combinent la restauration écologique, la protection et le développement socio-économique durable ;
- Dans le domaine de l'agriculture durable, le secteur santé a soutenu la promotion de l'agroécologie afin de réduire la dépendance aux pesticides et de renforcer la résilience alimentaire des communautés locales. Ces actions ont amélioré la qualité des sols, réduit les impacts environnementaux

FR

négatifs et favorisé la valorisation de la biodiversité agricole par l'adoption de pratiques durables ;

- Dans les sites d'intervention de The Aspinall Foundation, l'agriculture biologique, l'agroécologie, les réglementations sur la pêche et la formation des acteurs locaux sont mises en œuvre dans tous les sites entre 2023 et 2025, conduisant à une meilleure production, une conservation accrue de la biodiversité et une amélioration du revenu local ;
- Dans le Sud de Madagascar, Turtle Survival Alliance (TSA) met en œuvre des solutions fondées sur la nature telles que la restauration des pâturages et la protection des ressources en eau ;
- De 2020 à 2025, WCS a conduit, avec les communautés locales, une restauration écologique active sur 1 358 ha au sein du Parc Naturel Makira, répartis dans cinq ponts forestiers stratégiques (Maitimbato, Ampohatsatroaka, Vohitaly, Lokaitra et Manandriana), avec production locale de plants en pépinières et entretien annuel des parcelles restaurées. Dans le Paysage Harmonieux Protégé Ankivonjy, qui abrite 1 269 ha de mangroves dont 181 ha en noyau dur, un diagnostic écologique réalisé en 2021 a révélé 129 ha dégradés entre 2015 et 2020. Les actions de restauration menées de 2020 à 2025 ont permis de restaurer 70,5 ha, soit près de 55 % des surfaces dégradées, dans les Fokontany d'Ampasimena, Amporaha, Ambaliabe et Marohariva, avec des taux de réussite variant entre 60 % et 85 % pour les espèces *Bruguiera gymnorhiza*, *Ceriops tagal* et *Rhizophora mucronata*. En complément, 600 ha de reboisement communautaire ont été réalisés entre 2020 et 2024 dans la ceinture verte de Makira, mobilisant près de 50 espèces produites dans des pépinières villageoises. Depuis 2020, l'agroforesterie dynamique est promue dans les zones d'Ambinanitelo et de Voloina, associant cultures vivrières, arbres fruitiers et cacaoyers destinés à la commercialisation internationale, impliquant actuellement 240 ménages et contribuant à la diversification alimentaire ainsi qu'à l'augmentation des revenus. Dans les paysages marins comprenant Ankarea, Ankivonjy, Soariake et la Baie d'Antongil, 630 observations d'infractions liées à l'utilisation d'engins non conformes, à la pêche dans les réserves ou hors calendrier, au braconnage de tortues marines et à la collecte illicite de concombres de mer ont été recensées. Les infractions sont traitées par les structures communautaires compétentes (Komity Mpampihatra ny Dina) ou par voie judiciaire lorsque nécessaire, renforçant ainsi l'application des règles de gestion durable et la protection des ressources halieutiques ;
- La gestion durable et intégrée des zones agricoles, pastorales, aquacoles, halieutiques et forestières a été mise en œuvre par WWF Madagascar entre

2021 et 2025 par le reboisement, la mise en place de comités de gestion participative et le suivi des pratiques agricoles. Les superficies reboisées cumulées atteignent 1 497 ha à MHF, 782 ha à MTB et 155,8 ha à Diana, avec une progression continue grâce aux interventions participatives ;

- Les zones agricoles, pastorales, aquacoles, halieutiques et forestières sont gérées durablement grâce à des actions de convergence Climat-Biodiversité et systèmes alimentaires. Entre mars et novembre 2025, des consultations et renforcements de capacités ont été réalisés dans les régions Analamanga, Haute Matsiatra et Aloatra Mangoro, permettant l'intégration des systèmes alimentaires dans le SPANB et la CDN3 et assurant que les acteurs planifient des actions intégrées (AGsys GIZ) ;
- La FAO promeut des pratiques d'agriculture durable et résilientes face aux impacts néfastes du changement climatique dans ses zones d'intervention. Ces pratiques démontrent des effets positifs sur la conservation de la biodiversité. Avec plus de 49000 ménages entre 2022 et 2025, ces pratiques ont pu être appliquées et mises à l'échelle sur près de 25000 hectares de terres agricoles dans les régions Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, SAVA, Vatovavy, Fitovinany, Atsinanana, Analanjirofo, DIANA, Boeny. Depuis 2023, la FAO a adopté une approche encore plus inclusive et entièrement co-construite avec les ménages appuyés. Par exemple, elle a contribué à la formation de près de 16000 ménages du grand sud (Androy, Anosy, Atsimo Andrefana) au sein de plus de 600 champs-écoles de producteurs (CEP) où des pratiques agricoles, basées sur les pratiques d'agriculture intelligente face au changement climatique, sont développées avec les communautés. Grâce à cette action, plus de 6000 ha de terres agricoles sont actuellement gérées de manière durable et intégrée, permettant une transition vers des moyens de subsistance plus résilients, répondant aux besoins des populations, y compris des femmes, des jeunes et des personnes particulièrement vulnérables en faveur de la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité. Les pratiques AIC contribuent également à l'enrichissement et à la fertilité des sols, favorisent l'infiltration des eaux pluviales, réduisent considérablement le risque d'érosion et augmentent la contribution des terres agricoles à la séquestration de GES. Les pratiques AIC étant reconnues comme option de restauration des ressources naturelles pour Madagascar, les terres faisant l'objet de ces pratiques peuvent donc également être considérées pour la cible 2. Les actions ont démontré des bénéfices considérables en matière de production et de revenu auprès des ménages ruraux appuyés. Les défis résident dans la pérennisation des actions face à une pression économique, sociale, démographique et

environnementale croissante, et en l'absence de cas de mise en place ou de réhabilitation de dispositifs et d'infrastructures pérennes pour lesquels les besoins sont immédiats;

- L'intégration de la biodiversité dans les systèmes alimentaires vise à garantir que la production agricole et l'élevage soient durables, résilients et compatibles avec la conservation des écosystèmes. À Madagascar, plusieurs initiatives récentes contribuent à cet objectif. La feuille de route nationale sur les Systèmes Alimentaires Durables et les programmes d'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) visent à renforcer la résilience des filières agricoles tout en préservant la biodiversité locale. Elles encouragent l'utilisation de cultures locales et endémiques, la diversification des cultures et la promotion de pratiques agroforestières, permettant de restaurer les sols et d'assurer la sécurité alimentaire.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- ODD 2 – Faim “Zéro” et sécurité alimentaire : amélioration des pratiques agricoles et pastorales durables;
- ODD 6 – Eau propre et assainissement : restauration des bassins versants et mangroves;
- ODD 13 – Action climat : intégration de pratiques résilientes au changement climatique;
- ODD 15 – Vie terrestre : conservation de la biodiversité et restauration des écosystèmes forestiers et pastoraux.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

10.1 Proportion of agricultural area under productive and sustainable agriculture

Headline

GBF-INDICATOR-10.1

10.2 Progress towards sustainable forest management

Headline

GBF-INDICATOR-10.2

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

2.CT.1 Proportion of land that is degraded over total land area

GBF-INDICATOR-290

Complementary

Superficie reboisée/restaurée

National

B003429C-F36B-224C-C533-0C511E417F7D

D'ici 2030, les parts des solutions fondées sur la nature et les biens et services écosystémiques aux populations sont restaurées, préservées et renforcées. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

À Madagascar, plusieurs mesures structurantes ont été engagées afin de restaurer et valoriser les services écosystémiques au bénéfice des populations.

FR

- Des actions de restauration des mangroves sont mises en œuvre dans différentes zones côtières afin de renforcer la protection naturelle contre l'érosion et les aléas climatiques, tout en soutenant les moyens de subsistance des communautés dépendantes de la pêche artisanale. Ces initiatives contribuent à la séquestration du carbone, à la régénération des habitats halieutiques et à la sécurisation des revenus locaux ;
- Des programmes de reboisement et de restauration des paysages forestiers sont également conduits dans plusieurs régions, en réponse à la déforestation et à la dégradation des terres. Ces efforts visent à restaurer la fertilité des sols, réguler les cycles hydrologiques et améliorer la résilience des communautés rurales face aux sécheresses et aux inondations ;
- La gestion intégrée des bassins versants constitue un autre axe important, avec des interventions combinant conservation des sols, reforestation des zones amont et promotion de pratiques agricoles durables. Ces actions permettent de réduire l'ensablement des rivières et des infrastructures

hydro-agricoles, tout en assurant une meilleure disponibilité de l'eau pour l'agriculture et l'approvisionnement domestique ;

- Le réseau d'aires protégées joue un rôle central dans la préservation des écosystèmes clés et des services qu'ils fournissent, tels que l'approvisionnement en eau, la régulation climatique et le maintien de la biodiversité. La promotion des Aires Marines Gérées Localement (LMMA) et des dispositifs de gestion communautaire renforce également l'implication des populations dans la conservation des ressources naturelles ;
- L'approche de Gestion Intégrée des Zones Côtières (*Integrated Coastal Area Management* ou ICAM) est appliquée dans certaines régions pour concilier conservation des écosystèmes côtiers, développement local et adaptation au changement climatique, en intégrant les dimensions environnementales, sociales et économiques dans la planification territoriale ;
- Enfin, des mécanismes pilotes de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) sont expérimentés afin d'inciter les communautés locales à adopter des pratiques favorables à la conservation, en valorisant économiquement les services rendus par les écosystèmes, notamment en matière de protection des forêts et des ressources en eau.

Dans l'ensemble, ces mesures traduisent une dynamique progressive d'intégration des solutions fondées sur la nature dans les politiques et projets nationaux, avec un accent croissant sur la participation communautaire et la résilience socio-écologique.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

À l'échelle nationale, Madagascar a mené des actions visant à restaurer et valoriser ses écosystèmes clés, incluant les mangroves, forêts humides, forêts sèches et subhumides, fourrés xérophiles, forêts galeries, berges et zones humides. Des projets communautaires de reboisement, d'agroforesterie et de restauration des paysages forestiers ont été développés, avec la participation active des collectivités locales et des communautés riveraines. Les aires protégées ont été renforcées, contribuant à des services écosystémiques essentiels tels que la régulation de l'eau et de la qualité de l'air, la préservation de réservoirs de ressources biologiques terrestres, marines et halieutiques, le

FR

stockage de carbone et la protection contre l'érosion des sols. Des initiatives pilotes de paiement pour services écosystémiques (PSE) et des projets carbone ont été lancés, et des mesures telles que l'ICAM, les fermetures biologiques et les transferts de gestion ont été mises en œuvre dans certaines zones côtières et humides pour améliorer la gouvernance locale et l'efficacité de la conservation. Ces actions ont permis de restaurer des habitats critiques et d'impliquer les communautés dans la gestion durable des ressources naturelles.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Les principaux défis identifiés concernent la faible intégration des solutions fondées sur la nature dans l'agriculture, l'aménagement du territoire, les infrastructures et l'urbanisme, l'insuffisance et l'instabilité des financements, le manque de données systématiques sur les services écosystémiques, ainsi que des capacités techniques limitées au niveau local. L'insécurité foncière et les pressions continues, notamment la déforestation, les feux, l'érosion et la surexploitation, constituent également des obstacles majeurs. Pour renforcer la mise en œuvre de la cible, il est nécessaire d'adopter des approches intégrées combinant financement durable, renforcement des capacités locales, suivi et collecte systématique de données, et inclusion des solutions fondées sur la nature dans la planification sectorielle et territoriale.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Restauration et protection des mangroves – Régions Nord-Ouest, Moyen-Ouest et Sud-Ouest : dans plusieurs Communes rurales côtières, des programmes d'activité de restauration de mangroves ont été mis en œuvre avec la participation des communautés locales ;
- Actions de reboisement et agroforesterie communautaire dans les Hautes Terres Centrales : des initiatives de reboisement combinées avec des pratiques agroforestières ont été conduites, notamment dans les sites destinés aux activités de reboisement d'écoles et de zones rurales marginalisées ;
- Gestion intégrée des zones côtières - Période de fermetures biologiques et ICAM dans le Sud-Est : dans certaines zones de pêche artisanale, la mise en place et la mise en œuvre de période de fermetures biologiques saisonnières

FR

combinées à des approches d'ICAM a permis de réduire les pressions anthropiques sur les stocks de ressources halieutiques ;

- Aires protégées comme vecteurs de services écosystémiques : l'expansion et le renforcement de la gestion de certaines aires protégées terrestres et marines ont maintenu des services écosystémiques essentiels (eau propre, protection contre l'érosion, stockage de carbone) ;
- Premières initiatives de Paiement pour Services Écosystémiques (PSE) dans les paysages naturels de bassins versants : des initiatives pilotes ont commencé à rémunérer les communautés pour la protection des services hydrologiques et la conservation des forêts sources d'eau ;
- Dans la NAP Bombetoka-Belemboka, entre 2026 et 2027, les actions incluent la valorisation de la potentialité biologique et écotouristique du site ainsi que le développement de la chaîne de valeur de la soie sauvage, contribuant à la conservation de la biodiversité et à l'amélioration des revenus locaux (PAG de la NAP Bombetoka Belemboka) ;
- Entre 2021 et 2025, WWF Madagascar a contribué à restaurer et protéger les solutions fondées sur la nature et les biens et services écosystémiques, notamment par la protection et la restauration des mangroves et récifs, le développement de l'écotourisme, le déploiement de systèmes d'alerte précoce (EWS) et la mise en œuvre de plans de restauration forestière (FLR). La couverture protégée dans les récifs a atteint environ 48,3 % et celle des mangroves environ 61,5 %, générant des co-bénéfices en termes de sécurité côtière et de tourisme.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 11 est intimement liée aux progrès dans plusieurs Objectifs de Développement Durable et accords internationaux :

- ODD 1 – Pas de pauvreté, amélioration effective des conditions de vie des communautés locales

Les SfN contribuent à la sécurité alimentaire, aux revenus soutenus et durables (écotourisme, pêche durable, agroforesterie) et à la réduction de la vulnérabilité des populations humaines rurales pauvres

- ODD 2 – Faim zéro

FR

En soutenant des systèmes agricoles durables et la restauration des sols, les SfN améliorent la productivité et la sécurité alimentaire.

- ODD 6 – Eau propre et assainissement

La restauration des paysages naturels de bassins versants et des zones humides améliore la qualité et la disponibilité de l’eau pour les populations humaines.

- ODD 13 – Action climatique

Les SfN augmentent la résilience des écosystèmes aux impacts négatifs du changement climatique (inondations, sécheresses, tempêtes) et contribuent à la séquestration du carbone.

- ODD 14 – Vie aquatique et ODD 15 – Vie terrestre

La préservation des récifs coralliens, mangroves, forêts continentales et zones humides protège la biodiversité aquatique et terrestre native, tout en maintenant les fonctions écologiques et les services écosystémiques essentiels.

- ODD 17 – Partenariats pour la réalisation des objectifs

Les initiatives pilotes (PSE, ICAM, restauration communautaire) ont souvent été co-financées et co-construites avec des partenaires techniques, financiers et ONG internationales ou nationales.

- Accords de Paris (CCNUCC) – Les SfN (foresterie durable, restauration écologique de forêts naturelles, protection des zones humides) renforcent l’atténuation des gaz à effet de serre et l’adaptation au changement climatique.

Convention de Ramsar – La restauration écologique et la gestion durable des zones humides améliorent les services écosystémiques en accord avec les objectifs Ramsar

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

11.CT.1 Annual mean levels of fine particulate matter (e.g. PM2.5 and PM10) in cities

Component

GBF-INDICATOR-110

11.CY.3 Proportion of population using safely managed drinking water services

Complementary

GBF-INDICATOR-295

11.CY.4 Mortality rate attributed to unsafe water, unsafe sanitation and lack of hygiene (exposure to unsafe Water, Sanitation and Hygiene for All (WASH) services)

Complementary

GBF-INDICATOR-215

% de budget alloué à la biodiversité par rapport au budget général de l'État

National

7F7BBA22-028A-C706-6EF2-91F6B8CDFDBF

Taux des recettes fiscales et parafiscales générées

316A5B84-9D8B-D173-B62A-436D3630862A

National

D'ici 2030, les espaces verts et bleus urbains sont améliorés pour le bien-être humain et la biodiversité. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé plusieurs actions pour améliorer les espaces verts et bleus en milieu urbain, notamment :

- Programmes de reboisement urbain et périurbain (journées nationales de reboisement, initiatives communales, campagnes « ville verte ») ;

FR

- Réhabilitation et entretien des jardins publics, parcs et squares dans certaines grandes villes (Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa, Mahajanga) ;
- Actions de restauration des berges, lacs urbains et zones humides (curage, lutte contre l'ensablement, replantation de végétation riveraine) ;
- Intégration progressive des espaces verts selon l'indication dans les plans communaux de développement (PCD) et documents stratégiques d'urbanisme ;
- Sensibilisation environnementale (écoles, associations locales, fokontany) sur l'importance des espaces verts pour la santé humaine et environnementale et le cadre de vie ;
- Partenariats avec ONG, secteur privé et projets urbains pour l'aménagement d'espaces publics verts (aires de repos, jardins communautaires, arboretum villageois et/ou d'écoles).

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

À l'échelle nationale, des progrès ont été observés dans l'amélioration des espaces verts et bleus urbains, bien que de manière inégale selon les villes et quartiers. Des campagnes de reboisement ont permis d'augmenter ponctuellement et partiellement la surface végétalisée dans certaines zones, tandis que des travaux de réhabilitation partielle de lacs urbains, canaux et berges ont contribué à l'amélioration du cadre de vie et à la réduction des risques d'inondation. Parallèlement, la création ou le réaménagement de petits espaces verts de proximité, tels que des jardins publics et des espaces communautaires, a permis de renforcer la végétation urbaine et de favoriser des lieux de rencontre et de détente pour les habitants. Des actions de sensibilisation citoyenne, en particulier auprès des jeunes, ont également été mises en œuvre pour promouvoir la protection des arbres et des espaces publics. Ces initiatives ont entraîné une amélioration locale de la qualité paysagère et de l'ombrage, une meilleure prise de conscience de l'importance des espaces verts pour la santé, la lutte contre la chaleur urbaine et la gestion des eaux, ainsi que les premières expériences de jardins communautaires et d'initiatives de quartiers verts.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis majeurs :

- Pression foncière et urbanisation rapide réduisant les espaces disponibles ;
- Manque de planification urbaine intégrée incluant systématiquement les espaces verts et bleus ;
- Insuffisance de financements dédiés à l'entretien et à la création d'espaces verts ;
- Faible capacité technique et institutionnelle au niveau communal ;
- Occupation informelle des espaces publics et dégradation de la physionomie, de la santé et de la beauté des villes (déchets, constructions illicites) ;
- Manque de sens d'appropriation communautaire dans certains quartiers.

Approches recommandées :

- Intégrer obligatoirement des quotas d'espaces verts dans les documents d'urbanisme ;
- Développer des jardins/arboretums communautaires et scolaires comme solutions à faible coût ;
- Mettre en place des partenariats public-privé pour l'aménagement et l'entretien ;
- Renforcer la gouvernance environnementale locale participative (fokontany, associations locales) ;
- Mobiliser des financements verts et climatiques pour les projets urbains écologiques ;
- Lier les espaces verts à la gestion des risques (inondations, chaleur, érosion des sols).

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Dans l'agglomération d'Antananarivo, plusieurs initiatives contribuent au renforcement des solutions fondées sur la nature en milieu urbain et à l'amélioration des services écosystémiques au bénéfice des populations. La réhabilitation de certains lacs urbains, notamment le lac Anosy et le lac Andranotapahana, a donné lieu à des actions de nettoyage, de curage et de replantation des abords. Ces interventions ont permis d'améliorer la

FR

physionomie et les situations écologiques des paysages, de réduire l'accumulation de déchets et de renforcer l'attractivité sociale de ces espaces, qui jouent un rôle important dans la régulation hydrique et le cadre de vie urbain ;

- Des programmes de reboisement urbain sont menés à travers des campagnes nationales et communales de plantation d'arbres le long des avenues, ainsi qu'au sein des écoles, universités et marchés. Ces actions contribuent à l'ombrage des espaces publics, à l'amélioration du microclimat local et à l'embellissement du paysage urbain, tout en favorisant une meilleure qualité de l'air et un cadre de vie plus sain ;
- Des jardins communautaires et scolaires ont également été développés dans certains quartiers défavorisés, avec l'appui d'organisations non gouvernementales et des Communes. Ces initiatives participent à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, renforcent la cohésion sociale et servent de supports d'éducation environnementale pour les jeunes et les familles ;
- Des projets de gestion des berges et des zones inondables ont été mis en œuvre à travers des aménagements légers tels que la replantation des zones récréatives, le nettoyage d'espaces publics et la stabilisation de talus. Ces mesures contribuent à réduire les risques d'inondation, à limiter l'érosion et à améliorer la qualité de vie des habitants, tout en valorisant les fonctions écologiques des milieux urbains ;
- WWF Madagascar a amélioré les espaces verts et bleus urbains dans les villes de Toliara et Morondava en promouvant des foyers améliorés et d'autres alternatives énergétiques propres entre 2021 et 2025. Bien que les indicateurs urbains nationaux soient limités, l'adoption de ces solutions a été importante dans les zones ciblées, contribuant à un meilleur bien-être humain et à la préservation de la biodiversité en milieu urbain et périurbain.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

Liens avec les ODD :

- ODD 3 – Bonne santé et bien-être : les espaces verts améliorent la santé mentale, réduisent le stress et favorisent l'activité physique
- ODD 6 – Eau propre et assainissement : les espaces bleus (lacs, cours d'eau, zones humides) contribuent à la gestion de l'eau et à la réduction des

FR

inondations

- ODD 11 – Villes durables et communautés humaines résilientes : contribution directe à des villes inclusives, compétitives, sûres, résilientes et durables
- ODD 13 – Action climatique : les espaces verts urbains réduisent les îlots de chaleur et augmentent la résilience climatique
- ODD 15 – Vie terrestre : maintien de la biodiversité synanthropique urbaine et des habitats naturels pour la faune locale

Liens avec accords internationaux :

- Contribution aux cibles sur la restauration des écosystèmes, les services écosystémiques et les solutions fondées sur la nature.
- Accord de Paris (CCNUCC) : les espaces verts urbains participent à l'adaptation au changement climatique.
- Nouvel Agenda Urbain (ONU-Habitat) : alignement avec les principes de villes durables, inclusives et résilientes

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

12.1 Average share of the built-up area of cities that is green or blue space for public use for all

Headline

GBF-INDICATOR-12.1

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

12.b Number of countries with biodiversity-inclusive urban planning referring to green or blue urban spaces

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-12

D'ici 2030, compléter, vulgariser et mettre en œuvre les mesures juridiques, politiques, administratives et de renforcement des capacités efficaces à tous les niveaux et pour toutes les parties prenantes nationales pour assurer un accès facilité, règlementé et transparent aux ressources génétiques, suivant des normes techniques pour une valorisation rationnelle et durable, dans le cadre des actions de recherche et développement, tout en garantissant un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, des connaissances traditionnelles associées et des informations de séquençage numérique, et d'en faire bénéficier les communautés locales et la gestion durable de la biodiversité.

(National)

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a poursuivi et renforcé la mise en œuvre du mécanisme d'Accès et de Partage des Avantages (APA) à travers plusieurs actions structurantes :

FR

- Renforcement progressif du cadre national de l'APA, en adoptant une loi nationale pour relayer le décret 2017-066 établi à titre transitoire ; en élaborant un projet de politique nationale (en attente d'adoption) et en établissant un plan de développement institutionnel ;
- Elaboration et mise en œuvre d'une Stratégie nationale de communication et d'un programme de sensibilisation et de renforcement des capacités (mise en œuvre active, durant les quatre (4) dernières années, dans le cadre du Projet ABS-MADA, en partenariat avec l'ONU-Environnement, avec le financement du FEM7) ; pour les communautés locales, l'appui à l'élaboration des Protocoles Bioculturels Communautaires fait partie de leur renforcement des capacités ; les détenteurs de connaissances traditionnelles, les différents départements ministériels, les chercheurs nationaux, le secteur privé national et les organisations de la société civile ont été également des cibles privilégiées des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités ;
- Établissement du système de surveillance pour la mise en œuvre de l'APA, en désignant des points de contrôle, en collaboration avec l'Autorité Nationale Compétente et en développant des outils de suivi tels qu'une base de données sur les ressources génétiques associées à des connaissances traditionnelles et des registres communautaires de ressources génétiques détenues par les communautés locales ;
- Informations aux procédures nationales relatives à la mise en œuvre de l'APA à tous les demandeurs d'accès et d'utilisation (nationaux et extérieurs) ;
- Réception et traitement des dossiers de demande de permis APA (par le Point Focal Nationale et l'Autorité Nationale Compétente), en considérant les principes de Consentement Préalable en Connaissance de Cause (CPCC) et

les Conditions Convenues d'un Commun Accord (CCCA).

Indicate the current level of progress towards the target

On track to achieve target

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a enregistré des avancées concrètes mais encore partielles dans la mise en œuvre de la Cible 13 :

FR

Progrès observés :

- Augmentation du nombre de demandes et de permis APA traités, notamment pour la recherche scientifique et certains usages commerciaux
- Signature de contrats de partage des avantages (CCCA) incluant :
- Application effective du principe de Consentement Préalable en Connaissance de Cause (CPCC) avant l'accès aux ressources génétiques et/ou connaissances traditionnelles associées ;
- Étude prospective sur les perspectives de renforcement des capacités nationales en matière d'utilisation des ressources génétiques, dans le domaine de la biotechnologie, au niveau des laboratoires nationaux, et sur la transformation locale des ressources génétiques (ex. par la production d'huiles essentielles) dans le but de réduire l'exportation de matières brutes et de donner des valeurs ajoutées aux produits nationaux
- Meilleure reconnaissance des droits des communautés locales et détenteurs de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques ;
- Début de retombées économiques locales liées aux mécanismes APA ;
- Renforcement de la crédibilité du cadre APA malgache auprès des partenaires de recherche et des utilisateurs internationaux.
- avantages monétaires (paiement d'un pourcentage convenu des revenus nets issus de la commercialisation des produits finis)
- avantages non monétaires (formations, équipements, appuis communautaires, appuis aux actions de conservation et d'utilisation durable de la Biodiversité...)

Résultats clés :

- Meilleure reconnaissance des droits des communautés locales et détenteurs

- de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques ;
- Début de retombées économiques locales liées aux mécanismes APA ;
- Renforcement de la crédibilité du cadre APA malgache auprès des partenaires de recherche et des utilisateurs internationaux.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Difficultés majeures :

FR

- Étendue relativement large du pays et grande multitude de ressources génétiques reconnues avec des vertus, rendant difficile le ratissage national complet avec les actions de sensibilisation, de renforcement des capacités et de suivi, dans le domaine de l'APA ;
- Manque d'appropriation des enjeux de l'APA par des membres du secteur privé national ;
- Manque de moyens (matériels et financiers) au niveau des institutions nationales de recherche, les rendant dépendants des partenaires extérieurs de recherche et affaiblissant leurs capacités de négociation et de partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques ;
- Coordination intersectorielle encore fragile entre le Ministère en charge de la Biodiversité et d'autres tels que le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Ministère de la Communication et de la Culture et le Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Approches à privilégier :

- Intensifier la vulgarisation de l'APA à travers le pays ;
- Appuyer les communautés locales dans le développement des outils locaux nécessaires à la mise en œuvre de l'APA et indispensables à la jouissance de leur droit (Protocoles et registres communautaires) ;
- Appliquer la digitalisation des procédures de demande, de traitement et de délivrance de permis APA ;
- Créer la caisse spéciale d'affectation des avantages monétaires, au niveau local et national ;
- Renforcer la coordination intersectorielle et la Commission ad hoc interministérielle en collaboration étroite avec l'Autorité Nationale

Compétente ;

- Structurer la gestion nationale des données et connaissances sur l'APA.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

Recherche scientifique avec permis APA

- Des projets de recherche impliquant des institutions de recherche (centres nationaux et universités) et des partenaires internationaux ont fait l'objet de délivrance de permis APA avec engagement de partage d'avantages
- Effets : renforcement des capacités nationales, valorisation des chercheurs nationaux

Appui communautaire via avantages non monétaires

- Des CPCC et des CCCA incluant des appuis à l'installation des infrastructures sociales ;
- Effets : amélioration des conditions de vie des communautés locales ; contribution au développement socio-économique local. moyens de subsistance et acceptabilité du mécanisme.

Sensibilisation accrue pour les communautés locales sur leur droit par rapport à l'accès et à l'utilisation des ressources génétiques

- 121 sites de communautés locales , répartis à travers quarante-cinq (45) communes et douze (12) régions de Madagascar, ont été des cibles de sensibilisation, notamment sur la jouissance des droits locaux en matière d'accès et de partage des avantages.
- Effets : appropriation sur le principe de CPCC

Pour assurer un accès réglementé et transparent aux ressources génétiques, WWF Madagascar a appuyé entre 2021 et 2025 la mise en œuvre des normes CITES et la traçabilité des filières, en particulier pour la vanille et les produits non ligneux (NTFP) dans les HTN et à l'échelle nationale. Cependant, le flux APA national n'est pas encore consolidé.

FR

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

Contribution aux ODD :

FR

- ODD 1 – Pas de pauvreté : les avantages découlant du mécanisme APA contribuent à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales et au développement socio-économique
- ODD 8 – Travail décent et croissance économique : promotion de filières de valorisation durable des ressources génétiques
- ODD 10 – Réduction des inégalités : partage équitable des bénéfices avec les communautés et les détenteurs de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques
- ODD 12 – Consommation et production responsables : utilisation rationnelle et réglementée des ressources biologiques sauvages
- ODD 15 – Vie terrestre : conservation et utilisation durable de la biodiversité
- ODD 16 – Institutions efficaces : renforcement de la gouvernance, par le biais du cadre national de l'APA développé

Lien avec accords connexes :

- Instrument juridique relatif aux ressources génétiques et connaissances traditionnelles associées, dans le cadre des demandes de brevet (OMPI, 2024), signé par le Gouvernement de Madagascar le 24 mai 2024, ratification en préparation. L'instrument contraint tous les demandeurs de brevet à déclarer formellement les pays d'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, le cas échéant, afin de déclencher le processus de partage des avantages découlant de leur utilisation.
- Traité International sur les Ressources Phytogénétiques destinées à l'Agriculture et à l'Alimentation, ratifié par Madagascar via la Loi n° 2005-042 du 15 décembre 2005. Ce traité vise la conservation, l'utilisation durable des ressources phytogénétiques et le partage équitable des avantages, notamment à travers un système multilatéral d'accès.
- Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la Juridiction Nationale, dit « Accord de BBNJ », ratifié par Madagascar par le biais de la loi n° 2025-005 du 5 août 2025. Cet accord aborde quatre questions principales dont les ressources génétiques marines et le partage juste et équitable des avantages, les mesures telles que les outils de gestion par zone, y compris les aires marines

protégées, les évaluations d'impact sur l'environnement ainsi que le renforcement des capacités et le transfert de technologies marines

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

C.1 Monetary benefits received in accordance with applicable internationally agreed access and benefit-sharing instruments

Headline

GBF-INDICATOR-C.1

C.2 Non-monetary benefits arising from applicable international access and benefit-sharing instruments

Headline

GBF-INDICATOR-C.2

13.b Number of countries that have taken effective legal, policy, administrative and capacity-building measures at all levels, as appropriate, to ensure the fair and equitable sharing of benefits from the utilization of genetic resources and from digital sequence information on genetic resources, as well as traditional knowledge associated with genetic resources

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-C-13

13.CT.1 Total number of internationally recognized certificates published on the Access and Benefit-sharing Clearing-House

Component

GBF-INDICATOR-340

13.CY.1 Total number of transfers of crop material from the Multilateral System of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture received in a country

Complementary

GBF-INDICATOR-343

C.CY.1 Number of users that have provided information relevant to the utilization of genetic resources to designated checkpoints

Complementary

GBF-INDICATOR-263

C.CY.2 Number of checkpoint communiqués published on the Access and Benefit-sharing Clearing-House

Complementary

GBF-INDICATOR-223

C.CY.3 Total number of internationally recognized certificates of compliance for non-commercial purposes in the Access and Benefit-sharing Clearing-House

Complementary

GBF-INDICATOR-251

Nombre de permis APA délivrés

National

27019CAF-4C18-AC89-AC0E-449CB027D2DD

D'ici 2030, la biodiversité et ses multiples valeurs sont intégrées dans la prise de décision à tous les niveaux. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé plusieurs actions visant à renforcer l'intégration de la biodiversité et de ses valeurs dans les instruments de planification, les processus décisionnels et les politiques sectorielles, notamment :

- Application continue du Décret MECIE à travers les études d'impact environnemental et social (EIES) pour les projets publics et privés ;
- Renforcement progressif des Cellules Environnementales au sein de certains Ministères sectoriels (mines, énergie, infrastructures, agriculture) ;
- Intégration de la dimension biodiversité dans des documents de planification territoriale (PDR, PCD, PDLII dans différentes communes urbaines, suburbaines et rurales) ;
- Appui aux collectivités territoriales décentralisées (CTD) pour la prise en compte de l'environnement et de la biodiversité dans les plans locaux ;
- Mise à jour et utilisation du tableau de bord environnemental par l'ONE pour appuyer la prise de décision ;
- Actions de sensibilisation et de plaidoyer menées par la société civile auprès des décideurs, parlementaires et autorités locales ;
- Participation de Madagascar à des initiatives internationales (ex. WAVES, capital naturel, comptabilité écosystémique) ayant renforcé la réflexion sur la valeur économique de la biodiversité ;
- Premiers dialogues intersectoriels sur l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a enregistré des progrès partiels mais réels dans l'intégration de la biodiversité. La biodiversité est désormais prise en compte de manière systématique dans les études d'impact environnemental et social (EIES) à travers le mécanisme du MECIE, influençant la conception de nombreux projets d'infrastructures, miniers, énergétiques et agricoles. Le renforcement de différentes cellules environnementales sectorielles a amélioré la vigilance environnementale dans plusieurs ministères, tandis que l'intégration progressive de l'environnement dans les plans de développement locaux (PDLII, PCD, PDR) dans plusieurs régions et communes a favorisé une planification plus durable. Le développement des capacités chez certains décideurs locaux, à travers des formations, des appuis techniques et des accompagnements, et l'utilisation accrue des données environnementales fournies par l'ONE et le MEDD ont contribué à une meilleure analyse des projets touchant les enjeux environnementaux et naturels. Par ailleurs, le discours sur le capital naturel commence à émerger dans les politiques publiques et certains documents stratégiques. Ces avancées ont permis de réduire certains impacts négatifs de projets grâce à des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, de sensibiliser davantage les décideurs aux enjeux de biodiversité et de favoriser le début d'appropriation de la notion de valeurs multiples de la biodiversité, qu'elles soient écologiques, sociales ou économiques.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis majeurs :

- Faible compréhension des valeurs multiples de la biodiversité chez de nombreux décideurs ;
- Approche encore très environnementaliste et réglementaire (solutions fondées sur la nature mais intégration inclusive des enjeux politiques et économiques), peu intégrée dans les politiques économiques et budgétaires ;
- Capacités techniques limitées au niveau des CTD et ministères sectoriels ;
- Coordination intersectorielle insuffisante et irrégulière ;
- Peu d'outils pratiques d'aide à la décision intégrant la biodiversité ;
- Faible mobilisation du secteur privé sur la biodiversité ;

FR

- Manque de données économiques sur la valeur du capital naturel.

Approches à privilégier (alignées PA 2026–2030) :

- Développer et diffuser des guides opérationnels d'intégration de la biodiversité ;
- Former massivement les décideurs, parlementaires, CTD, hauts fonctionnaires ;
- Redynamiser les plateformes intersectorielles et cellules environnementales ;
- Instituer des mécanismes financiers et incitatifs pour le secteur privé ;
- Intégrer la biodiversité dans les politiques budgétaires et de planification économique ;
- Déployer les évaluations du capital naturel et analyses coûts-bénéfices ;
- Structurer les SLC et collèges biodiversité au niveau local.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Les Études d'Impact Environnemental réalisées dans le cadre du mécanisme MECIE ont permis d'intégrer des mesures spécifiques de protection de la biodiversité dans plusieurs projets miniers, routiers et énergétiques. À travers l'identification des zones écologiquement sensibles, ces études ont contribué à éviter ou à limiter les impacts négatifs sur les habitats naturels et à prévoir, lorsque nécessaire, des mesures de compensation écologique. Ce dispositif renforce progressivement la prise en compte des enjeux de biodiversité dans les grands investissements publics et privés ;
- Au niveau territorial, certains Plans de Développement Local Inclusif et Intégré (PDLII) ont intégré la gestion durable des forêts, des mangroves et des paysages naturels de bassins versants dans leurs priorités stratégiques. Cette intégration favorise une meilleure articulation entre conservation des écosystèmes et développement socioéconomique local, en tenant compte des services environnementaux essentiels tels que la régulation de l'eau, la protection contre l'érosion et le maintien des moyens de subsistance des communautés ;
- Les programmes liés à la comptabilité du capital naturel, notamment à travers l'initiative WAVES (Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services), ont soutenu la réalisation d'études sur la valeur économique des écosystèmes, en particulier pour les ressources en eau et les forêts. Ces

FR

travaux ont contribué à amorcer l'intégration du capital naturel dans les politiques publiques et les cadres de planification, en mettant en évidence l'importance économique des services écosystémiques pour le développement national ;

- Les organisations de la société civile ont mené des actions de plaidoyer auprès du Parlement et des ministères concernés afin de renforcer la visibilité politique des enjeux liés à la biodiversité. Ces campagnes ont contribué à inscrire plus clairement la conservation et la gestion durable des ressources naturelles dans les débats publics et les priorités institutionnelles ;
- Dans le cadre de la conservation des zones écologiques terrestres, le secteur santé a participé à la protection des forêts naturelles afin de limiter la propagation de maladies vectorielles. Cette contribution a favorisé la préservation des habitats naturels et le maintien des services écosystémiques, tout en réduisant les risques épidémiques pour les populations humaines locales, démontrant ainsi l'intégration de la biodiversité dans les stratégies de santé publique. Le secteur santé a mené plusieurs initiatives pour intégrer la biodiversité dans les politiques et pratiques de santé. Des formations ont été dispensées aux membres des CCDS, aux agents communautaires et au personnel de santé sur les liens entre climat, santé et biodiversité. Un référentiel « CSB écoresponsable » a été élaboré, validé et diffusé pour promouvoir des pratiques durables dans les centres de santé de base. Les campagnes de sensibilisation communautaire sur les maladies sensibles au climat et à la biodiversité ont permis une meilleure adoption de comportements respectueux de l'environnement, renforçant ainsi le bien-être humain et la résilience des communautés. Le secteur santé a renforcé les capacités et la participation des communautés locales et des organisations de la société civile. Des formations et des sensibilisations ont été mises en œuvre pour améliorer la compréhension des interactions entre biodiversité et santé, tandis que des réseaux de veille communautaire ont été développés et intégrés dans les plans d'action locaux. Ces initiatives ont permis une meilleure appropriation des actions de prévention et de gestion des risques liés à la biodiversité et ont consolidé la gouvernance multisectorielle ;
- À Madagascar, l'intégration de la biodiversité se traduit notamment par l'implication active du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) dans la mise en œuvre de l'approche « Une Seule Santé » (One Health) depuis 2022, dans un cadre institutionnel désormais formalisé. Le Décret n° 2023-1356 portant création, organisation et fonctionnement de la Plateforme Nationale « Une Seule Santé » a été adopté le 22 novembre

2023. Ce texte, proposé conjointement par le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, répond aux recommandations de l'alliance quadripartite composée de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Organisation mondiale de la santé animale, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le décret s'applique aux domaines de la santé humaine, de la santé animale et de la santé environnementale, avec pour objectif de lutter contre les menaces sanitaires à travers une approche intégrée. La plateforme vise à renforcer la coordination nationale des activités multisectorielles afin d'optimiser la prévention, la préparation et la réponse face aux maladies contagieuses et aux événements sanitaires. Elle a pour mission de coordonner les actions nationales nécessitant l'implication d'au moins deux des secteurs concernés, d'initier et de faciliter l'élaboration de plans stratégiques thématiques, et d'assurer la synergie avec les autres institutions nationales et partenaires. La gouvernance de la plateforme reflète cette volonté d'intégration de la biodiversité. Le comité de pilotage est présidé par le Secrétaire Général du Gouvernement, avec comme vice-présidents les Secrétaires Généraux des ministères en charge de la Santé Publique, de l'Environnement et du Développement Durable, ainsi que de l'Agriculture et de l'Élevage. Cette architecture institutionnelle garantit l'intégration effective des enjeux de biodiversité et d'environnement dans les décisions sanitaires nationales. Au niveau opérationnel, un noyau dur national composé d'un point focal par secteur coordonne huit groupes thématiques couvrant la surveillance épidémiologique et la riposte, les laboratoires, les zoonoses émergentes et maladies tropicales négligées, la sécurité sanitaire des aliments, la résistance aux antimicrobiens, les événements sanitaires liés au changement climatique, la recherche et la formation, ainsi que la communication. Cette structuration favorise une prise en compte transversale des liens entre dégradation des écosystèmes, émergence de maladies et vulnérabilité des situations sanitaires. Les effets observés à l'échelle nationale incluent le renforcement de la prévention à la source par le MEDD à travers la préservation des écosystèmes et la lutte contre les pollutions, contribuant ainsi à réduire les risques sanitaires liés à la dégradation environnementale. Plusieurs projets intersectoriels sont en cours de mise en œuvre ou de préparation, dont le projet multipays soutenu par le Pandemic Fund, lancé regionalement à Gaborone en décembre 2025, le Projet de Préparation aux Pandémies et de prestation de services de santé de base financé par la World Bank pour la période 2023-2026, ainsi qu'un projet

en cours d'élaboration dans le cadre de l'initiative Nature4Health (N4H). À travers cette plateforme nationale, la biodiversité n'est plus considérée uniquement comme un enjeu environnemental, mais comme un facteur déterminant fondamental de la santé publique, de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique. L'approche « Une Seule Santé » constitue ainsi un levier stratégique d'intégration de la biodiversité dans la prise de décision publique à l'échelle nationale, en cohérence avec la cible 14 du Cadre mondial pour la biodiversité ;

- À Madagascar, l'intégration de la biodiversité dans les cadres de planification s'est renforcée à travers l'appui technique et institutionnel apporté par Wildlife Conservation Society (WCS) aux services déconcentrés de l'État et aux collectivités territoriales. Dans les régions de la Baie d'Antongil, de Nosy Be et du paysage Makira, les démarches de planification locale ont progressivement intégré les enjeux de conservation dans les plans communaux de développement, les schémas d'aménagement et les conventions de gestion communautaire. L'accompagnement des Directions régionales de l'Environnement et du Développement durable (DREDD) et des Directions de la Pêche et de l'Économie Bleue (DirPEB) a permis de renforcer la prise en compte des objectifs de conservation dans les décisions d'octroi de permis, dans le suivi des activités économiques et dans la mise en œuvre des mécanismes de transfert de gestion. Les processus d'élaboration et de mise à jour des plans d'aménagement des aires protégées et des paysages harmonieux protégés intègrent désormais des analyses écologiques, socio-économiques et climatiques, favorisant une approche territoriale cohérente et fondée sur les données. En parallèle, les contrats de Transfert de Gestion des Ressources Naturelles (TGRN) et des Ressources Halieutiques (TGRH-AE) constituent des instruments reconnus par l'administration, assurant l'alignement entre conservation, gouvernance locale et planification sectorielle. Cette intégration progressive contribue à réduire les incohérences entre politiques publiques et objectifs de biodiversité, tout en renforçant la durabilité des décisions d'aménagement du territoire ;
- La biodiversité et ses multiples valeurs ont été intégrées dans la prise de décision à tous les niveaux grâce au soutien de WWF Madagascar aux cadres bois-énergie, aux MPA/LMMA, aux PAP, à la planification spatiale marine (MSP) et à l'intégration de la FLR dans les PAG/SAC. Les plateformes multi-acteurs CRAT, PFGAP et COPIL ont été activées dans les quatre paysages. L'évaluation économique du capital naturel des mangroves dans les régions Diana, Melaky et Menabe est en cours. En 2023, le PREEB pour Diana a atteint environ 15 % et le PFGAP inter-régional des HTN a été structuré et

opérationnel, avec des leviers SWIO/AAH actifs jusqu'en 2025.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

Contribution aux ODD :

- ODD 1 – Pas de pauvreté : biodiversité intégrée dans les stratégies de moyens de subsistance ;
- ODD 8 – Croissance économique durable : prise en compte des impacts écologiques ;
- ODD 11 – Villes durables : intégration des espaces verts, gestion des risques ;
- ODD 12 – Consommation et production responsables : internalisation des impacts ;
- ODD 13 – Lutte contre le changement climatique : synergies biodiversité-climat ;
- ODD 15 – Vie terrestre : conservation intégrée dans les politiques publiques ;
- ODD 16 – Institutions efficaces : amélioration de la gouvernance environnementale.

FR

Lien avec accords connexes :

- Accord de Paris – solutions fondées sur la nature ;
- Agenda 2030 – transversalité environnement-développement ;
- Convention de Ramsar, UNCCD – intégration des écosystèmes dans les politiques.

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

14.b Number of countries integrating biodiversity and its multiple values into policies, regulations, planning, development processes, poverty eradication strategies and, as appropriate, national accounts, within and across all levels and across all sectors, and progressively aligning all relevant public and private activities and fiscal and financial flows with the goals and targets of the Framework

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-C-14

D'ici 2030, les entreprises, en particulier les grandes entreprises et les institutions financières, évaluent, divulguent et réduisent leurs impacts négatifs sur la biodiversité, tout en promouvant des modes de production et de consommation responsables et durables.

(National)

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé plusieurs actions visant à encadrer, sensibiliser et responsabiliser progressivement les entreprises vis-à-vis de leurs impacts négatifs sur la biodiversité, principalement à travers :

FR

- Application du Décret MECIE imposant les études d'impact environnemental et social (EIES) aux projets publics et privés, avec intégration des mesures d'atténuation (éviter, réduire, compenser) ;
- Contrôle environnemental des entreprises par l'ONE et les autorités compétentes ;
- Initiatives de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) portées par certaines grandes entreprises (mines, énergie, télécoms, agro-industrie, banques) ;
- Programmes de certification et de normes volontaires (FSC, Rainforest Alliance, Bio, Fairtrade, etc.) dans les filières agricoles et forestières ;
- Partenariats entreprises-ONG-communautés pour la conservation (reboisement, gestion communautaire, restauration) ;

- Sensibilisation ponctuelle du secteur privé par des projets, ONG et PTF sur les enjeux biodiversité ;
- Intégration progressive des exigences environnementales dans certains mécanismes de financement (banques, bailleurs).

Ces différentes actions restent toutefois majoritairement volontaires, dispersées et peu harmonisées pour être cohérentes et en synergie.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a connu des avancées progressives mais limitées dans l'engagement des entreprises et des institutions financières en faveur de la biodiversité. L'approche EIES/MECIE est désormais institutionnalisée comme principal levier d'intégration de la biodiversité dans les projets d'investissement. Certaines grandes entreprises, notamment dans les secteurs miniers, bancaires, télécoms et agroalimentaires, ont commencé à adopter des pratiques de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), tandis que des partenariats multi-acteurs réunissant entreprises, ONG et communautés se sont développés pour la conservation de la biodiversité et la restauration écologique. Dans certains projets, des mesures de compensation écologique ont été mises en œuvre, et plusieurs filières d'exportation de rente, telles que la vanille, le cacao, le litchi, le girofle et le bois, ont adopté des certifications environnementales. Parallèlement, le secteur financier a vu croître la sensibilisation aux risques environnementaux et climatiques. Ces initiatives ont permis de réduire localement les impacts négatifs de certains projets grâce à des mesures d'atténuation, de financer des actions de reboisement, de restauration et de conservation, d'améliorer l'image environnementale des entreprises et de débiter l'intégration de critères environnementaux dans certaines décisions d'investissement.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis majeurs :

FR

- Absence de cadre national structuré de reporting biodiversité pour les entreprises ;
- Faible culture RSE biodiversité chez les PME et entreprises locales ;
- Manque d'outils, de guides et de méthodologies nationales adaptés au contexte malgache ;
- Faible implication du secteur financier dans le financement de la biodiversité ;
- Insuffisance d'incitations fiscales ou réglementaires pour encourager les bonnes pratiques ;
- Faible transparence et redevabilité des entreprises ;
- Capacités limitées de contrôle et de suivi des administrations.

Approches à privilégier (alignées PA 2026-2030) :

- Développer un cadre national de reporting biodiversité (aligné TNFD, ISO 26000, ODD) ;
- Mettre en place un label national RSE/biodiversité ;
- Créer un registre national des rapports sur la biodiversité ;
- Renforcer la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des entreprises ;
- Déployer des incitations financières et réglementaires ;
- Mobiliser les banques et institutions financières ;
- Développer des mécanismes de financement innovants ;
- Valoriser les partenariats entreprises-communautés

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Les opérateurs miniers doivent adopter le principe ERC (Éviter, Réduire, Compenser) afin de limiter les impacts négatifs sur l'environnement naturel et la biodiversité. Ils doivent également réaliser une Étude d'Impact Environnemental (EIE), un Plan de Réduction des Effets sur l'Environnement (PREE) ou se conformer à une prescription environnementale conformément au décret MECIE. Dans le cadre de leur responsabilité sociale et environnementale, les entreprises minières mettent en place des programmes de restauration écologique et de compensation, ainsi qu'un appui aux communautés locales. Cela se traduit concrètement par le reboisement, la création d'aires de conservation et la génération d'emplois

FR

locaux. Un plan RSE, conforme à la convention Tripartite sur la RSE, est intégré au cahier des charges minières et révisable selon l'évolution du projet. La sensibilisation aux pratiques d'exploitation responsable est systématiquement réalisée ;

- Dans le secteur bancaire, l'intégration de critères environnementaux dans les décisions de financement joue un rôle clé dans la transition vers une économie plus verte. Les banques soutiennent de plus en plus les projets verts, tels que les énergies renouvelables, les infrastructures durables ou les initiatives de réduction des émissions de carbone. Cette orientation favorise l'émergence de la finance verte, en orientant les capitaux vers des projets qui combinent rentabilité économique et bénéfices environnementaux. Elle contribue également à sensibiliser les acteurs économiques aux enjeux climatiques et environnementaux, créant ainsi un cercle vertueux où l'investissement responsable devient la norme ;
- Les filières agricoles de rente, telles que la vanille, le cacao, le litchi, le café ou le girofle, lorsqu'elles sont certifiées durables, ont un impact direct sur la conservation des écosystèmes et l'amélioration des pratiques agricoles. Ces certifications encouragent les producteurs à adopter des méthodes respectueuses de l'environnement, à réduire la déforestation et à préserver la biodiversité locale. En même temps, elles renforcent la qualité des produits et leur valeur sur les marchés internationaux, tout en assurant une meilleure équité sociale et économique pour les communautés rurales impliquées dans ces filières ;
- Les partenariats entre entreprises et organisations non gouvernementales représentent un levier efficace pour combiner objectifs économiques, sociaux et environnementaux. À travers des projets de reboisement, de gestion durable des mangroves ou de développement de l'écotourisme, ces collaborations génèrent des bénéfices tangibles pour la société et la nature. Elles permettent, par exemple, de restaurer des habitats fragiles, de renforcer les services écosystémiques et de créer des emplois locaux tout en sensibilisant les communautés aux enjeux environnementaux. Ces initiatives démontrent qu'il est possible de concilier performance économique et responsabilité écologique ;
- Les initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE) à l'échelle locale visent à répondre simultanément aux besoins sociaux et à la protection de l'environnement. Le soutien aux écoles, aux services de santé et à l'accès à l'eau potable est souvent couplé à la conservation des ressources biologiques, notamment à travers la création de jardins communautaires ou d'arboretums. Ces actions renforcent l'acceptabilité

sociale des projets des entreprises, tout en contribuant à la préservation de la biodiversité et à la valorisation du patrimoine naturel. Elles illustrent l'importance d'une approche intégrée où développement humain et protection environnementale se renforcent mutuellement ;

- Dans le cadre de la responsabilité et de la transparence, le secteur santé a soutenu des partenariats avec des ONG et des communautés pour la valorisation durable des plantes médicinales locales et des remèdes traditionnels. Ces actions ont permis une meilleure intégration des pratiques locales dans les politiques de santé et de biodiversité, tout en réduisant la surexploitation des ressources biologiques et en promouvant leur utilisation durable ;
- Le « Programme d'Accélération de l'Adaptation (PAA) : Renforcer la résilience climatique par l'accélération des entreprises », financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et mis en œuvre de juillet 2022 à octobre 2026, vise à renforcer la capacité des petites et moyennes entreprises (PME) à accéder aux financements nécessaires à leur croissance tout en intégrant l'adaptation au changement climatique dans leurs modèles d'affaires. À Madagascar, le programme est déployé à l'échelle nationale, avec une attention particulière aux régions côtières fortement vulnérables. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, à travers le Bureau National des Changements Climatiques et de la REDD+ (BNCC REDD+), a travaillé conjointement avec Conservation International et le cabinet NextA pour accompagner les PME sélectionnées. L'appui comprenait un accompagnement technique, un mentorat personnalisé et une facilitation de l'accès aux financements, afin d'intégrer des solutions d'adaptation aux enjeux climatiques et des pratiques durables dans les secteurs de la gestion des déchets, de l'agriculture, des forêts et de la biodiversité, de l'énergie et de l'assainissement. Quinze PME ont bénéficié du programme et ont démarré la mise en œuvre de leurs activités d'adaptation en avril 2025, après signature de leurs contrats, avec une clôture au 30 septembre 2025. Ces entreprises incluent notamment Honey of Madagascar, BONDY, EXAFOOD, EXAFEED, MADAGAVE, JATRO J GREEN, Bio Angovo Madagascar, Bio Source Farming, BSF Tamatave, Agreentech, MADACOMPOST, Madagascar Agricultural, Honkosalama, Ando Pépinière et Loowatt. Un événement de remise de certificats a été organisé afin de valoriser leur participation et de faciliter la mise en relation avec des investisseurs et partenaires spécialisés dans le développement durable et l'adaptation climatique, aux niveaux national et international. À la fin du projet, 2 639 personnes avaient bénéficié directement des activités d'adaptation mises en œuvre sur le terrain dans les

régions Analamanga, Diana, Atsimo Atsinanana, Atsimo Andrefana, Anosy et Atsinanana. Le programme contribue ainsi à structurer un tissu entrepreneurial plus résilient, capable d'intégrer les enjeux climatiques et environnementaux dans ses stratégies d'investissement et de production, en cohérence avec les objectifs nationaux d'adaptation et de conservation de la biodiversité ;

- Entre 2021 et 2025, WWF Madagascar a établi des partenariats avec des entreprises privées telles que Symrise (vanille zéro déforestation), Ocean Farmers BNI / HONKO et Miarakap pour promouvoir des modes de production durables. Des initiatives d'économie verte et bleue ont été développées, notamment dans les clusters biomasse/énergie et les chaînes durables. Des entreprises crevettières ont soutenu des efforts communautaires de reboisement énergétique dans la Baie d'Ambaro. Les grandes entreprises internationales comme VELUX et Amazone ont financé des programmes de conservation et de stockage du carbone dans les paysages MTB, Diana et HTN. Entre 2021 et 2025, le nombre d'initiatives par paysage a été de 7 pour MHF, 5 pour MTB, 5 pour Diana et 3 pour HTN, avec des financements incluant 38 millions USD via BREDD en 2024 ;
- À Vohémar, le renforcement de capacités et l'élaboration d'un guide RSE pour Floribis de novembre 2024 à mars 2026 ont permis de mieux intégrer la biodiversité dans leurs pratiques, tout en assurant des bénéfices durables pour les employés. Des start-ups et PME à Majunga, Antsiranana et Nosy Be ont également bénéficié d'un coaching RSE (GBF Implementation – GIZ, Mars 2026) ;
- USAID Hay Tao a soutenu l'organisation de foires RSE (*Corporate Social Responsibility* ou CSR) et d'ateliers sur les bonnes pratiques, permettant aux entreprises de valoriser leurs actions environnementales et d'établir des partenariats durables. Entre 2019 et 2022, quatre entreprises ont été reconnues pour leurs initiatives CSR, stimulant l'investissement dans des actions sociales et environnementales positives.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

Contribution aux ODD :

- ODD 8 – Travail décent et croissance économique : entreprises engagées et responsables

FR

- ODD 9 – Industrie, innovation : technologies propres
- ODD 12 – Consommation et production responsables : pratiques durables
- ODD 13 – Action climatique : synergies climat-biodiversité
- ODD 15 – Vie terrestre : réduction des pressions anthropiques et/ou naturelles sur la biodiversité
- ODD 17 – Partenariats : partenariats public-privé

Lien avec accords connexes :

- Accord de Paris – investissements verts
- Agenda 2030 – intégration transversale
- Principes ONU entreprises et droits humains
- Normes internationales (ISO, TNFD, GRI)

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

15.1 Number of companies disclosing their biodiversity-related risks, dependencies and impacts

Headline

GBF-INDICATOR-15.1

15.b Number of countries with legal, administrative or policy measures aimed at encouraging and enabling business and financial institutions, and in particular for large

and transnational companies and financial institutions, to progressively reduce their negative impacts on biodiversity, increase their positive impacts, reduce their biodiversity-related risks and promote actions to ensure sustainable patterns of production

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-15

Nombre d'entreprises avec un PRSE (plan de responsabilité sociétale des entreprises)

National

8E63D815-5B76-CDC6-C5B4-E677C05D2AE1

D'ici 2030, les consommateurs nationaux adoptent aisément et systématiquement des pratiques durables d'achat et d'utilisation de biens et services, ainsi que de gestion de déchets, au service de la conservation de la biodiversité, en particulier dans les secteurs à forts impacts. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé plusieurs actions, encore partielles mais structurantes, pour promouvoir des bonnes pratiques de consommation durables, notamment :

FR

- Finalisation de la Stratégie de Gestion de Déchets Solides pour le Grand Tanà (avec le projet PRODUIR) ;
- Campagnes nationales de sensibilisation sur l'environnement, les écogestes et la lutte contre la pollution plastique (MEDD, communes, ONG, PTF) ;
- Mise en œuvre progressive de l'appui aux communes pour la collecte, le tri et la valorisation des déchets (cas observés dans les villes suivantes : Antananarivo, Toamasina, Mahajanga) ;
- Interdiction et réglementation des sacs plastiques, selon le Décret n° 2017-010 portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la constitution de stock et de l'utilisation des sachets et des sacs en plastique sur le territoire national ;
- Promotion de filières de valorisation des déchets (recyclage plastique, compostage, briquettes écologiques) via des partenariats ONG-communes/Ministères-secteur privé ;
- Actions pilotes d'économie circulaire (marchés verts, produits locaux, circuits courts, artisanat durable) ;
- Actions de mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Éducation relative à l'Environnement pour le Développement Durable (<https://faolex.fao.org/docs/>

[pdf/mad146112.pdf](#)), par exemple l'intégration progressive de l'éducation environnementale dans les programmes scolaires et activités parascolaires ;

- Appui aux initiatives communautaires de gestion durable des ressources naturelles (bois-énergie, pêche responsable, agroécologie, agropastoralisme) ;
- Développement de la Stratégie Nationale de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (<https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2025/02/2024-CO-MEDD-SNRSE.pdf>)
- Publication d'un Guide pour des Achats Publics Écologiquement Responsables (APER).

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a enregistré des progrès dans l'adoption de pratiques durables par les consommateurs. La sensibilisation du public aux enjeux environnementaux et à la réduction des déchets s'est améliorée, et des filières de recyclage commencent à se structurer dans certaines villes, couvrant le plastique, le papier et les déchets organiques. L'usage des sachets plastiques a été partiellement réduit grâce aux mesures réglementaires et aux campagnes d'information. Parallèlement, des initiatives locales de consommation responsable se sont développées, telles que les marchés de produits locaux, la promotion des foyers améliorés et des alternatives au charbon de bois. Certaines communes ont vu leurs capacités renforcées en matière de gestion des déchets et d'assainissement, tandis que l'engagement d'ONG et du secteur privé dans les projets de tri, de valorisation et de sensibilisation a augmenté. Ces actions ont conduit à l'émergence d'une dynamique autour de la consommation durable, même si elle reste encore fragmentée et peu coordonnée à l'échelle nationale.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis

- Faible pouvoir d'achat de populations humaines limitant l'accès aux produits

FR

naturels durables ;

- Insuffisance des infrastructures (tri, collecte, valorisation, marchés verts) ;
- Cadre réglementaire encore partiellement appliqué ;
- Manque de données sur l’empreinte biodiversité de la consommation ;
- Faible coordination intersectorielle ;
- Insuffisance de mécanismes incitatifs (fiscaux, financiers).

Approches à renforcer

- Mise en place d’un cadre national structuré sur la consommation durable ;
- Déploiement d’instruments économiques incitatifs (subventions, allègements fiscaux, crédits verts) ;
- Renforcement des partenariats public-privé pour les infrastructures vertes ;
- Institutionnalisation du changement social et comportemental (SBC) ;
- Développement d’offres accessibles de biens et services durables ;
- Intégration systématique de la consommation durable dans les politiques sectorielles.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Antananarivo – Tri et valorisation des déchets : initiatives avec SMA, ONG et projets appuyés par la Banque mondiale et JICA pour le tri à la source et la valorisation ;
- Opérationnalisation d’un Centre de tri et de valorisation de déchets d’Antsarimasina, à Toamasina), à travers un partenariat tripartite Ministère-Commune-Secteur privé (<https://www.environnement.mg/actualites/%E2%99%BB%EF%B8%8F%F0%9F%8C%BFpassation-technique-du-centre-de-tri-et-de-valorisation-des-dechets-dantsarimasina-toamasina/>);
- Projets de recyclage de plastique (ex. Andao Company, Green N’Kool, initiatives locales de briquettes combustibles) ;
- Campagnes nationales contre la pollution, notamment plastique, conduites par le MEDD et ses partenaires (lors des Journées Mondiales de l’Environnement placées sous la thématique « Combattre la pollution plastique » (2023, 2025) ; pendant le World Clean Up Day (au mois de septembre), la Journée Internationale *Zero Waste* (30 mars), la Journée Sans Pollution) ;
- Projets d’agroécologie et circuits courts appuyés par FAO, PNUD, ONG

FR

nationales ;

- Programmes éducatifs environnementaux dans les écoles avec UNICEF, WWF, ONG locales ;
- Le secteur santé a contribué à la consommation et la production durables en réduisant l'empreinte écologique des centres de santé et hôpitaux grâce à des pratiques écoresponsables et à la gestion durable des déchets médicaux. Ces mesures ont diminué les impacts écologiques néfastes, protégé la biodiversité et amélioré la sécurité sanitaire des patients, du personnel et des communautés ;
- WWF Madagascar a encouragé, entre 2021 et 2025, l'adoption de pratiques durables par les consommateurs, en promouvant l'usage de foyers améliorés, de charbon vert, la cuisson propre (e-cooking) et l'écotourisme via des produits LMMA. L'adoption de ces solutions a été élevée, bien que variable selon les régions, contribuant à la réduction des impacts sur la biodiversité et à la gestion durable des déchets.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La mise en œuvre de la Cible 16 contribue directement à :

- ODD 12 – Consommation et production responsables
- ODD 11 – Villes et communautés durables
- ODD 13 – Lutte contre le changement climatique
- ODD 14 & 15 – Vie aquatique et vie terrestre
- ODD 3 – Santé et bien-être humain

Elle est également cohérente avec :

- La NDC climat de Madagascar
- Les engagements dans le cadre de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030
- Le Cadre décennal de programmes pour les modes de consommation et production durables (<https://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/10yfp-a-conf.216-5-en.pdf>)
- Les approches économie circulaire, SBC, Hiérarchie de gestion des déchets, 5R

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

16.b Number of countries developing, adopting or implementing policy instruments aimed at encouraging and enabling people to make sustainable consumption choices

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-16

16.CT.2 Material footprint, material footprint per capita, and material footprint per GDP

Component

GBF-INDICATOR-211

16.CT.3 Ecological footprint

Component

GBF-INDICATOR-142

16.CY.7 Poverty level

Complementary

GBF-INDICATOR-16.CY.7

D'ici 2030, des mesures relatives à la sécurité biotechnologique, à sa gestion et au partage de ses avantages sont créées et renforcées. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a réalisé plusieurs actions pour renforcer la sécurité biotechnologique :

FR

- Cadre juridique et politique : adoption de textes législatifs et réglementaires sur la biosécurité en conformité avec le Protocole de Cartagena et le

Protocole de Nagoya-Kuala Lumpur.

- Institutions de biosécurité : mise en place ou renforcement du Bureau National de Biosécurité (BNB), du Comité National de Biosécurité (CNB), du Comité Scientifique et Technique (CST) et du Service Officiel de Contrôle Mixte (SOCM).
- Procédures et normes : élaboration de décrets, arrêtés et normes encadrant l'importation, l'exportation et le contrôle des organismes vivants modifiés (OVM), ainsi que des mesures d'urgence et des mécanismes de réparation écologique.
- Renforcement des capacités : formation des agents des structures de biosécurité, des douanes, des universitaires, des agriculteurs et des opérateurs économiques.
- Sensibilisation et participation publique : campagnes de communication ciblant le grand public, les médias, les parlementaires et les parties prenantes.
- Financement : création d'un Fonds National de Biosécurité et mobilisation de financements multilatéraux et régionaux (Fonds Cali, PNUE-FEM, SADEC).
- Partage des avantages : premières démarches pour garantir l'accès équitable et le partage des avantages issus de l'utilisation des ressources génétiques

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a réalisé des progrès significatifs dans la création et le renforcement des mesures de sécurité biotechnologique. Le cadre légal et politique a été mis à jour avec l'adoption de textes et de normes conformes aux protocoles internationaux de biosécurité. Des structures opérationnelles, telles que le Bureau National de Biosécurité (BNB), le Comité National de Biosécurité (CNB), le Comité Scientifique Technique (CST) et la SOCM, ont été créées ou renforcées, disposant désormais d'un mandat opérationnel clair. Au niveau opérationnel, des projets d'arrêtés relatifs à la mise en place des organes de biosécurité, tels que SOCM et BPP, ont été élaborés en octobre 2025 à Antananarivo, renforçant l'application du mécanisme national de biosécurité. Des ateliers régionaux et consultations sur la mise à jour de la politique nationale de biosécurité ont été organisés à Tamatave du 9 au 12 décembre 2025 et à Majunga du 15 au 19 décembre 2025, permettant de renforcer la sensibilisation et

FR

l'information des équipes et parties prenantes régionales sur l'identification et la détection des OGM. Enfin, une réunion technique à Antananarivo, les 28 et 30 janvier 2026, a permis d'élaborer le projet de décret de désignation des laboratoires de détection des OGM, étape cruciale pour l'opérationnalisation de ces deux laboratoires et le contrôle efficace des OGM dans le pays. Des procédures de contrôle ont été mises en place pour les organismes génétiquement modifiés (OGM), l'import-export et les mesures d'urgence. Les capacités humaines ont été renforcées par la formation des personnels techniques, douaniers, universitaires et acteurs privés. La sensibilisation auprès du grand public, des médias et des parties prenantes a été accrue, tandis qu'un financement initial a été sécurisé avec la mise en place du fonds national de biosécurité et des démarches pour mobiliser des financements régionaux et multilatéraux. Parallèlement, les premières initiatives de partage équitable des avantages liés aux ressources génétiques ont été engagées.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis majeurs

- Faible capacité opérationnelle de certaines structures (SOCM, CNB, CST) à couvrir tout le territoire ;
- Ressources financières limitées et dépendance aux financements externes ;
- Sensibilisation du public encore insuffisante ;
- Coordination interinstitutionnelle partielle ;
- Documentation et suivi des OVM et des risques biotechnologiques encore lacunaires.

Approches stratégiques à renforcer

- Mobilisation durable des ressources financières pour la biosécurité ;
- Renforcement de la coordination nationale et régionale (SADEC, PNUE-FEM, Fonds Cali) ;
- Développement d'outils de suivi, d'évaluation et de reporting pour tous les OVM et incidents liés aux lacunes de moyens techniques et/ou financiers ;
- Extension des campagnes de sensibilisation à l'ensemble des parties prenantes ;
- Formalisation du mécanisme de partage équitable des avantages.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Bureau National de Biosécurité (BNB) opérationnel, avec procédures de contrôle et suivi des OVM ;
- Formation et exercices d'urgence pour les agents des douanes et structures techniques ;
- Participation aux COP/MOP et aux tribunes internationales pour aligner Madagascar aux standards mondiaux ;
- Intégration dans la Biosafety Clearing-House (BCH) pour le partage d'informations et la transparence ;
- Projets pilotes de partage d'avantages liés à l'utilisation des ressources génétiques ;
- Des mesures relatives à la sécurité biotechnologique et au partage équitable de ses avantages sont en cours de création et de renforcement par WWF Madagascar, incluant la mise en œuvre de standards techniques et de protocoles de valorisation durable des ressources génétiques.

FR

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- ODD 2 – Faim zéro, ODD 3 – Santé et bien-être : protection des ressources alimentaires et de la santé humaine
- ODD 12 – Consommation et production responsables : réglementation et contrôle des OVM et biotechnologies
- ODD 14 et 15 – Vie aquatique et terrestre : prévention des impacts environnementaux négatifs ;
- Cohérence avec : Protocole de Cartagena, Protocole de Nagoya-Kuala Lumpur, engagements CDB et SADEC.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

17.b Number of countries that have taken action to implement biosafety measures as set out in Article 8(g) of the Convention and measures for the handling of biotechnology and the distribution of its benefits as set out in Article 19

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-17

D'ici 2030, les incitations inappropriées et négatives sur la biodiversité sont éliminées ou réduites progressivement afin de minimiser les impacts négatifs, tandis que les incitations positives pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles sont développées et appliquées. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a entrepris diverses mesures visant à éliminer ou réduire progressivement les incitations nuisibles à la biodiversité et à promouvoir les incitations positives en faveur de sa conservation et de son utilisation durable :

FR

- Évaluation préliminaire des subventions nuisibles : des études et analyses sectorielles ont été initiées pour identifier les subventions publiques et privées ayant un impact négatif sur la biodiversité, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'énergie ;
- Sensibilisation et IEC : organisation d'ateliers de sensibilisation et de sessions d'information à destination des décideurs, autorités locales et acteurs du secteur privé sur les effets des subventions nuisibles et l'importance des incitations positives ;
- Renforcement de la coordination : mise en place d'initiatives pilotes de coordination entre les Ministères en charge de la biodiversité, des finances et

autres secteurs concernés pour explorer la réaffectation progressive de certaines subventions ;

- Études analytiques sur les subventions positives : premières évaluations des subventions favorables à la biodiversité ont été menées afin d'identifier les mécanismes à renforcer et à étendre.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a amorcé la réduction des incitations inappropriées affectant la biodiversité et la promotion de mesures favorables à la conservation. Les secteurs présentant des subventions nuisibles ont été identifiés et des données préliminaires ont été compilées pour mieux orienter les décisions. Des ateliers de sensibilisation et de plaidoyer ont été organisés auprès des décideurs et des acteurs sectoriels afin de renforcer la compréhension des impacts négatifs de certaines subventions sur les écosystèmes et d'encourager la prise en compte de la biodiversité dans les décisions budgétaires. Des recommandations techniques initiales ont été élaborées pour la réallocation des subventions nuisibles et la promotion de subventions favorables à la biodiversité. Par ailleurs, des initiatives pilotes de coordination inter-institutions ont été mises en place pour intégrer les enjeux de biodiversité dans certaines décisions budgétaires, marquant ainsi un premier pas vers une meilleure prise en compte des incitations positives et négatives dans la gestion des ressources naturelles.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis rencontrés :

- Manque de données exhaustives sur les flux financiers et les impacts précis des subventions ;
- Coordination limitée entre les ministères et acteurs du secteur privé ;
- Faible intégration des mesures incitatives positives dans les politiques sectorielles ;
- Ressources financières et techniques insuffisantes pour appliquer les recommandations.

FR

Approches proposées :

- Renforcer la collecte et la centralisation des données sur les subventions et leurs impacts positifs et/ou négatifs sur la biodiversité et les ressources naturelles ;
- Développer des mécanismes institutionnels pour la réaffectation progressive des subventions nuisibles ;
- Intégrer davantage les incitations positives dans les plans de développement sectoriels et les politiques fiscales ;
- Mobiliser le financement international et national pour soutenir la mise en œuvre de mécanisme d'incitations positives pour la biodiversité.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Des études préliminaires sur les subventions favorables à la biodiversité ont permis d'identifier des mécanismes existants pouvant être renforcés, notamment pour l'agriculture durable, l'agropastoralisme et la protection des aires protégées.
- Entre 2021 et 2025, WWF Madagascar a participé à la réduction des incitations négatives et au développement des incitations positives pour la conservation de la biodiversité. Les interventions incluent le FAPBM, les primes privées de Symrise, les contributions communales, les Groupes d'Épargne Communautaire (GEC/VSLA) et le plaidoyer pour le charbon vert ou le charbon écologique. En HTN, en 2024, les flux financiers pour la conservation ont atteint 711 millions Ar via le FAPBM, 22,6 millions Ar par le privé, 2,5–3 millions Ar par les communes et 2,22 millions Ar par le GEC, sans réformes négatives identifiées.

FR

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

La réorientation des subventions et la promotion d'incitations positives contribuent directement à l'ODD 15 (Vie terrestre), mais aussi à l'ODD 12 (Consommation et production responsables) et l'ODD 2 (Faim zéro) en soutenant des pratiques agricoles durables.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

18.1 Positive incentives in place to promote biodiversity conservation and sustainable use

Headline

GBF-INDICATOR-18.1

18.2 Value of subsidies and other incentives harmful to biodiversity

GBF-INDICATOR-18.2

Headline

D'ici 2030, les capitaux humains et financiers pour la mise en œuvre de la Convention sur la biodiversité ont augmenté à des niveaux suffisants et adéquats pour atteindre les objectifs de la SPANB. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a mis en place plusieurs mesures visant à mobiliser des ressources financières adéquates, afin d'assurer la mise en œuvre effective des SPANB :

- Stratégies et plans d'action de financement préliminaires : élaboration de premières versions de stratégies nationales pour la mobilisation de ressources financières et humaines en faveur de la biodiversité (BIOFIN,

FR

SPACES), utilisées comme référence pour les futures actions ;

- Initiatives de coordination et de suivi : mise en place partielle d'outils de suivi et de reporting sur les financements mobilisés pour la biodiversité ;
- Coopération internationale : participation de Madagascar aux forums internationaux (GEF, COP Biodiversité, bailleurs bilatéraux), afin d'attirer l'attention et de préparer la mobilisation de fonds multilatéraux ;
- Renforcement des capacités : organisation d'ateliers pour les acteurs clés (public, privé et communautaire) sur la préparation de projets bancables et la planification financière ;
- Projets : mobilisation limitée de fonds fiduciaires nationaux et essais d'initiatives PPP ou communautaires pour la conservation et le développement durable.

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a amorcé des progrès notables vers l'augmentation des capitaux humains et financiers nécessaires à la mise en œuvre de la Convention sur la biodiversité, même si une stratégie complète n'est pas encore totalement élaborée. Dans le cadre de l'Initiative pour la Finance de la Biodiversité (BIOFIN), plusieurs documents-cadres essentiels ont été préparés pour éclairer les décisions nationales. L'Analyse des Politiques et des Institutions (API), l'Analyse des Dépenses pour la Biodiversité (ADB) et l'Évaluation des Besoins Financiers (EBF) ont permis d'identifier les besoins et les lacunes du financement de la conservation, en montrant par exemple que les dépenses publiques restent faibles et que les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux de biodiversité s'élèvent à environ 900 millions de dollars pour la période 2022-2025 ; ces documents constituent des bases solides pour un Plan de Financement de la Biodiversité (PFB) validé par les autorités nationales.

La mise en œuvre partielle de solutions financières prioritaires identifiées dans le PFB a débuté depuis 2023, avec notamment :

- la mise en place de mécanismes de budgétisation axée sur les résultats pour renforcer l'exécution du budget public dans le secteur de l'environnement ;
- le renforcement des sources de financement pour la gestion des aires

FR

protégées et la diversification des flux financiers ;

- la mobilisation de ressources financières pour une gestion durable des ressources forestières, ainsi que des analyses exploratoires pour développer une stratégie de financement durable pour les secteurs marins et côtiers.

Par ailleurs, des mécanismes de suivi et de reporting ont commencé à être mis en place pour suivre l'utilisation des fonds et l'efficacité des actions entreprises, et des projets pilotes de partenariats public-privé et communautaires ont été initiés pour tester de nouveaux instruments de financement de la biodiversité.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis :

- Faible capacité technique pour préparer et gérer les financements ;
- Accès limité aux fonds multilatéraux et internationaux ;
- Manque de transparence et d'outils robustes de suivi ;
- Participation limitée du secteur privé et des communautés locales.

Approches futures (PA 2026–2030) :

- Développer et opérationnaliser des stratégies nationales complètes de financement ;
- Créer un mécanisme national de coordination et de suivi ;
- Mobiliser fonds innovants : PPP, blended finance, crédits biodiversité, PSE ;
- Encourager l'investissement privé et communautaire via incitations fiscales et RSE.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- BIOFIN Madagascar a produit des analyses financières et des recommandations pour orienter les financements nationaux ;
- Participation aux conférences internationales pour préparer l'accès aux financements multilatéraux ;
- Projets pilotes de fonds fiduciaires et initiatives communautaires démontrant le potentiel d'une mobilisation locale et nationale ;

FR

- Le programme SOS Lémuriens, initiative phare de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), constitue un mécanisme structurant de mobilisation de ressources financières et humaines en faveur de la conservation des lémuriens à Madagascar. Déployé en deux phases (Phase I : 2017-2023 ; Phase II : 2023-2029), il vise à garantir la viabilité des populations de lémuriens par une approche stratégique intégrée combinant conservation ciblée des espèces, protection, restauration et sécurisation de leurs habitats, renforcement de la gouvernance locale et développement des capacités institutionnelles. Entre 2017 et 2023, la Phase I a soutenu 49 projets portés par 26 organisations de la société civile, pour un investissement d'environ 6 millions d'USD. La Phase II, dotée d'un budget total de 12,26 millions d'USD, dont près des deux tiers sont consacrés directement aux subventions, amplifie cette dynamique. Le mécanisme de financement repose sur de grandes, moyennes et petites subventions, permettant d'orienter les ressources vers des actions locales de conservation, de gestion des aires protégées, de restauration écologique et de lutte contre l'exploitation non durable des espèces. En 2025, trois avancées majeures illustrent l'augmentation effective des capitaux financiers et humains. Premièrement, le lancement de onze grandes subventions totalisant 3,95 millions USD a permis le déploiement d'interventions coordonnées sur 14 sites prioritaires, ciblant 28 espèces de lémuriens menacées, dont près de la moitié classées en danger critique sur la Liste rouge de l'UICN. Les projets, mis en œuvre par des organisations déjà soutenues lors de la Phase I, assurent continuité et consolidation des capacités nationales, avec un décaissement d'environ 1 341 million USD au premier trimestre 2025. Deuxièmement, le programme a renforcé le leadership malgache en soutenant la participation d'environ 100 étudiants, jeunes chercheurs et professionnels de la conservation au Congrès de la Société Internationale de Primatologie tenu à Antananarivo en juillet 2025. Cette action a accru la visibilité scientifique nationale, élargi les réseaux professionnels et consolidé les compétences de la nouvelle génération d'acteurs de la conservation. Troisièmement, l'appel à projets 2025 pour les moyennes subventions, doté d'une enveloppe d'environ 1,8 million USD pour des projets de deux ans (jusqu'à 129 000 USD par projet), a permis d'élargir la base institutionnelle du programme en intégrant des organisations émergentes et en couvrant de nouveaux sites et espèces non pris en charge par les grandes subventions. En complément, le Lemur Research Action Fund (LRAF), géré par Re:wild, soutient la recherche locale à travers de petites subventions destinées aux scientifiques malgaches en début de carrière.

Entre juin 2024 et décembre 2025, 14 subventions (jusqu'à 5 000 USD chacune) ont été attribuées pour un montant total engagé d'environ 65 000 USD. Le fonds poursuivra son appui jusqu'en 2028 avec une enveloppe globale d'environ 250 000 USD. Dans son ensemble, SOS Lémuriens démontre une augmentation substantielle et structurée des financements dédiés à la biodiversité ainsi qu'un renforcement tangible des capacités humaines nationales, contribuant directement à l'atteinte de la Cible 19 et à la mise en œuvre effective des SPANB à Madagascar ;

- TAFO MIHAARO renforce les capacités de ses membres et des communautés locales à travers des formations, des projets financés par GEF SGP et PNUD, et le développement de programmes de plaidoyer et de conservation ;
- WWF Madagascar a renforcé les capitaux humains et financiers pour la mise en œuvre de la Convention sur la biodiversité. Entre 2021 et 2025, les flux financiers pour la conservation ont été de 22,6 millions d'Ar pour le privé, 2,5 millions d'Ar pour les communes, 2,2 millions d'Ar pour les GEC et 233 000 USD via la FAPBM pour les AP COMATSA et Amoron'i Onilahy. Les initiatives bleues et vertes ont été déployées dans 3 sites HTN, 5 sites DIANA, 5 sites MTB et 7 sites MHF.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- Contribue à l'ODD 15 et indirectement aux ODD 1, 8, 12, 13
- Renforce la coopération internationale et régionale, alignée sur d'autres conventions environnementales et climatiques

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

D'ici 2030, la prise de décision, l'action et les résultats liés à la biodiversité sont améliorés par le développement des capacités, la coopération technique et scientifique, le transfert de technologies et l'innovation. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a entrepris diverses mesures visant à renforcer la prise de décision et l'action liées à la biodiversité grâce au développement des capacités, à la coopération technique et scientifique, au transfert de technologies et à l'encouragement de l'innovation, afin d'améliorer les résultats en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles :

- Renforcement institutionnel et de capacités techniques : début de consolidation de stratégies de renforcement de capacités des acteurs clés (institutions publiques, communautés locales, ONG, universitaires). Quelques centres de formation ont été valorisés et des programmes pilotes de formation ont été mis en place ;
- Systèmes de certification et de redevabilité : première élaboration de standards de performance environnementale et de systèmes de certification pour institutions et entreprises, encore partiellement appliqués ;
- Technologies et innovation : initiatives limitées pour le recensement et l'utilisation de technologies de gestion de la biodiversité (drones, télédétection, logiciels de suivi) ainsi que pour le transfert technologique et les stages en innovation ;
- Partenariats de recherche : participation aux réseaux régionaux et internationaux de recherche et à des programmes conjoints, principalement pour le partage d'expertise et la production de connaissances scientifiques ;
- Financement de la recherche et de l'innovation : mobilisation initiale de ressources pour projets pilotes, fonds innovants et partenariats public-privé très limités.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a réalisé des avancées progressives dans le renforcement des capacités, la coopération technique et scientifique, ainsi que dans le transfert de technologies et l'innovation, afin d'améliorer la prise de décision et l'action liées à la biodiversité. Un état des lieux initial a permis d'identifier les besoins et les priorités en matière de renforcement des capacités techniques, et plusieurs initiatives de formation ont été lancées auprès des décideurs, des agents de terrain et des chercheurs. Des standards de performance environnementale et des systèmes de certification ont été élaborés à un stade préliminaire afin d'encadrer les interventions et d'orienter les bonnes pratiques durables dans la gestion rationnelle des ressources naturelles. L'utilisation de technologies innovantes telles que les smartphones, drones, intelligence artificielle et télédétection a été mise en œuvre pour le suivi et la gestion de la biodiversité, contribuant à l'amélioration de la collecte de données, de la surveillance des aires protégées et de l'évaluation des impacts environnementaux. Parallèlement, la participation de Madagascar à des réseaux de recherche régionaux et internationaux et à des programmes conjoints de production et de diffusion de connaissances scientifiques a favorisé le partage d'expertise et l'apprentissage mutuel. Enfin, les premiers fonds innovants et partenariats public-privé ont été mobilisés pour soutenir des projets pilotes, renforçant ainsi les capacités du pays à tester et diffuser des solutions pratiques pour la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis majeurs : capacités techniques insuffisantes à grande échelle, accès limité aux technologies, faible coordination des réseaux de recherche, ressources financières instables, faible adoption des standards de certification.

Approches stratégiques :

- Consolidation et mise à jour de la stratégie nationale de renforcement de diverses capacités primordiales et/ou indispensables ;
- Déploiement systématique de technologies et innovations adaptées aux

FR

contextes locaux, régionaux et nationaux ;

- Mise en place de programmes d'activités de certification et de redevabilité élargis ;
- Développement de partenariats scientifiques Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaires ;
- Création de mécanismes de priorisation d'activités de financement innovants pour la recherche, l'innovation et le transfert technologique.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Projets de formation et stages en innovation menés par le Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESUPRES) et le Ministère en charge de la biodiversité (MEDD) ;
- Premières expérimentations de drones et de télédétection pour le suivi des écosystèmes dans certaines aires protégées ;
- Partenariats régionaux avec des universités, centres nationaux de recherche et incubateurs pour des recherches appliquées sur la biodiversité et les ressources naturelles ;
- Premiers systèmes de certification environnementale pour des institutions pilotes ;
- Le réseau TAFO MIHAAVO établit des partenariats avec des institutions publiques, universités et ONG pour le partage de connaissances, la formation et l'innovation dans la gestion durable des ressources naturelles ;
- Des partenariats avec l'administration et les universités ainsi que des programmes de formation des communautés sont menés entre 2023 et 2025 dans tous les sites d'intervention de The Aspinall Foundation, conduisant à une approche intégrée et cohérente de conservation ;
- Dans le Sud de Madagascar, Turtle Survival Alliance (TSA) mobilise des technologies modernes telles que drones, imagerie satellitaire, LiDAR, EarthRanger et SMART afin d'améliorer la surveillance et la gestion adaptative ;
- Pour améliorer la prise de décision et l'action sur la biodiversité, WWF Madagascar a mis en place entre 2021 et 2025 l'APMS trimestriel, des formations RBM/PPMS et des partages d'apprentissages. Le système SGBDD a été amélioré et la chaîne RBM outillée pour les interventions sur le terrain, avec des sessions de partage régulières et des outils opérationnels tels que SMART, Survey123 et drones ;

FR

- Le développement des capacités et le partage d'informations sur la biodiversité ont été renforcés via l'opérationnalisation du SPSE et la mise en place d'une passerelle SIGE. Entre août 2025 et mars 2026, une passerelle a été mise en place entre le SPSE et le système SIGE pour le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Les tests ont été réalisés dans les régions Boeny, DIANA et Analamanga, avec la participation des représentants des autres régions du Nord de Madagascar en présentiel et des autres régions en ligne. Cette action a permis une alimentation plus fluide du système digital pour renseigner les indicateurs nationaux des SPANB (Hay Tany, GBF Implementation GIZ, Mars 2026, <https://www.environnement.mg/guide-pratique/>). De plus, la participation à la COP16 à Cali a permis aux jeunes et communautés locales de réseauter et d'accéder à des espaces internationaux, tandis que des consultations régionales et des restitutions nationales ont amélioré la participation effective des jeunes (GBF Implementation / Tafo Mihaavo, Juillet-Octobre 2024). De juillet à octobre 2024, des consultations régionales ont été organisées dans les régions Boeny, Sofia, DIANA, SAVA et Betsiboka, suivies de restitutions nationales à Majunga, Antsiranana et Antananarivo. Ces activités ont renforcé la participation effective des jeunes et des communautés locales aux processus décisionnels. Entre octobre 2024 et octobre 2025, des échanges sur les cibles 03, 08, 13 et 22 ont été organisés avec la Namibie, l'Allemagne et la Colombie (en ligne). Ces échanges ont permis de comprendre les expériences internationales et d'envisager leur adaptation appropriée et adéquate au contexte local ;
- Le Malagasy Youth Biodiversity Network (MYBN) a conduit, entre 2022 et 2024, des actions nationales de renforcement de capacités couvrant 18 régions, à travers des formations destinées aux jeunes leaders sur les thématiques de la biodiversité, du leadership environnemental et du montage de projets, en partenariat avec des organisations de jeunesse. En parallèle, une initiative d'innovation technologique a été déployée avec la mise en place d'une bibliothèque numérique consacrée à la gouvernance communautaire durable des ressources naturelles et au Fokonolona, en collaboration avec TAFO MIHAOVO. Cette plateforme facilite l'accès aux ressources juridiques et techniques et soutient la diffusion des connaissances au sein des communautés. Ces actions ont permis une montée en compétence des jeunes et des communautés locales dans l'usage des outils numériques, amélioré l'accès à l'information spécialisée et renforcé la transmission des savoirs entre les acteurs de la conservation, contribuant ainsi à une prise de décision plus éclairée et à une meilleure qualité des

initiatives locales en faveur de la biodiversité.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- Contribue directement à l'ODD 15 (vie terrestre), et indirectement aux ODD 4, 9, 13 et 17
- Favorise la coopération scientifique internationale et régionale et la production de connaissances applicables pour la gouvernance environnementale et la gestion durable de la biodiversité

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

20.b Number of countries that have taken significant action to strengthen capacity-building and development and access to and transfer of technology, and to promote the development of and access to innovation and technical and scientific cooperation

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-20

D'ici 2030, les décisions relatives à la biodiversité s'appuient sur des données, des informations et des connaissances fiables, accessibles et largement partagées avec les

décideurs, les acteurs et le public. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a mis en place plusieurs mesures visant à renforcer la disponibilité, la fiabilité et le partage des données, informations et connaissances sur la biodiversité, afin que les décisions politiques, les actions des acteurs et la sensibilisation du public reposent sur des bases scientifiques solides et largement accessibles :

- Institutionnalisation et cadre politique : des travaux préparatoires ont été réalisés pour la mise en place de la Plateforme Nationale pour la Biodiversité (PNB), y compris des études, diagnostics et analyses de plateformes existantes ;
- Concertation sur la valorisation et la protection des savoirs traditionnels, avec élaboration et vulgarisation de premiers textes réglementaires ;
- Développement du Système National d'Information sur la Biodiversité (SNIB) : inventaire des ouvrages disponibles et documentation initiale des connaissances et pratiques traditionnelles, identification et harmonisation partielle des outils et protocoles de collecte des données sur la biodiversité et les ressources naturelles, début de la mise en place d'un système d'information centralisé sur la biodiversité et les ressources naturelles ;
- Renforcement des capacités et interface science-politique : formations et ateliers de sensibilisation réalisés pour décideurs, scientifiques, gestionnaires, OSC et communautés locales, réunions annuelles du CIME et du Comité de pilotage de la PNB ;
- Mobilisation des ressources et partenariats : campagnes de plaidoyer et de sensibilisation auprès des décideurs, bailleurs et acteurs privés.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a fait des progrès significatifs dans la consolidation et le partage des données, informations et connaissances sur la biodiversité, destinées aux décideurs, acteurs et au public. Pour la Plateforme Nationale sur la Biodiversité (PNB), des travaux préparatoires ont été engagés pour définir l'arrangement institutionnel et les mécanismes de coordination, tandis que des actions de vulgarisation régionale ont

FR

permis de sensibiliser certaines parties prenantes. Le Système National d'Information sur la Biodiversité (SNIB) a également progressé avec l'élaboration d'un inventaire initial des connaissances traditionnelles, l'identification de protocoles de collecte et la mise en place de centres et d'un annuaire pour faciliter l'accès aux informations. Le renforcement des capacités techniques a été amorcé à travers la réalisation de premières formations et d'ateliers, accompagnés de réunions régulières visant à coordonner les actions de la PNB. Des efforts de mobilisation de ressources indispensables ont également été initiés, notamment par le biais de campagnes de plaidoyer et de la participation à des initiatives internationales, contribuant à une meilleure disponibilité et utilisation des informations pour appuyer la prise de décision et la gestion durable de la biodiversité à Madagascar.

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis majeurs :

- Coordination interinstitutionnelle encore partielle ;
- Accès limité aux données pour certaines catégories d'utilisateurs ;
- Infrastructures techniques et matérielles insuffisantes pour l'opérationnalisation complète du SNIB ;
- Pérennisation financière dépendante de projets alternatifs ponctuels ;
- Vulgarisation et appropriation des savoirs traditionnels encore incomplètes.

Approches possibles :

- Renforcer la gouvernance environnementale et la coordination stratégique via la PNB, avec des mandats clairs et des mécanismes d'évaluation réguliers ;
- Développer des solutions numériques inclusives pour l'accès aux données ;
- Diversifier les sources de financement et renforcer les partenariats avec le secteur privé et les programmes internationaux ;
- Intensifier la formation et la sensibilisation sur la valeur des connaissances traditionnelles et leur intégration dans les décisions.

FR

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Guide fonctionnel et arrangement institutionnel validés : facilite la coordination entre les 23 groupes thématiques et les organes de la PNB ;
- Ateliers de vulgarisation régionale : augmentent l'adhésion des acteurs locaux et favorisent l'appropriation du rôle de la PNB ;
- SNIB : création d'un annuaire et de centres pilotes de partage pour capitaliser et diffuser les savoirs traditionnels ;
- Participation aux programmes internationaux (GBF/GIZ, WABES) : améliore les capacités techniques locales et le partage des bonnes pratiques pour la collecte, la gestion et la disponibilité des données ;
- Le secteur santé a soutenu la valorisation des savoirs traditionnels et locaux en renouvelant les partenariats visant une utilisation durable des plantes médicinales et la promotion de remèdes traditionnels courants et pratiqués. Ces initiatives ont permis de protéger les connaissances locales et de les intégrer dans les stratégies de santé et de biodiversité, contribuant ainsi à la reconnaissance et à la valorisation des pratiques ancestrales ;
- Entre 2021 et 2025, WWF Madagascar a soutenu le MEDD dans la mise en place de systèmes d'information fiables pour la biodiversité, incluant le SI-TGRNR, le SIR et le SC_RPF. Le SI-TGRNR est alimenté, le SIR nécessite des mises à jour systématiques et le SC RPF est en cours de développement ;
- Les décisions relatives à la biodiversité s'appuient sur des données fiables grâce à l'appui à l'opérationnalisation du SPSE et la passerelle SIGE, permettant un suivi digitalisé et nationalement intégré des indicateurs de biodiversité (Hay Tany, GBF Implementation GIZ, Mars 2026) ;
- USAID Hay Tao a développé le portail Hay Natiora, hébergé par l'ONE, permettant aux décideurs et acteurs locaux d'accéder à des données fiables sur les écosystèmes terrestres, marins et la gestion des terres. De 2021 à 2022, le portail a facilité l'accès aux informations pour 15 institutions contributrices et 353 utilisateurs distincts, améliorant la qualité et la rapidité des décisions liées à la conservation et à la gestion des ressources naturelles ;
- En 2024, MYBN a mené, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, une campagne interrégionale de vulgarisation du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal afin de rendre ses objectifs accessibles aux jeunes et aux communautés locales. Cette démarche a favorisé l'appropriation des engagements internationaux par les acteurs locaux et permis une identification participative des cibles prioritaires adaptées aux réalités territoriales. En renforçant la compréhension des enjeux globaux au niveau communautaire et en améliorant la circulation des informations stratégiques, cette initiative a contribué à consolider l'usage de

données et de connaissances partagées dans les processus décisionnels liés à la biodiversité.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

- ODD 15 – Vie terrestre : renforcement de la prise de décision basée sur la science naturelle et les savoirs traditionnels pour protéger et gérer durablement les écosystèmes
- ODD 13 – Action climatique et ODD 17 – Partenariats : mobilisation de ressources, renforcement de l'interface Science-Politique, coopération internationale.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

21.1 Indicator on biodiversity information for monitoring the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

Headline

GBF-INDICATOR-21.1

21.CT.1 Species Information Index

Component

GBF-INDICATOR-21.CT.1

D'ici 2030, la participation de tous à la prise de décision et l'accès à la justice et à l'information relative à la biodiversité sont assurés. **(National)**

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a entrepris diverses mesures visant à garantir la participation de tous les acteurs à la prise de décision concernant la biodiversité, ainsi qu'à assurer un accès équitable à l'information et à la justice environnementale, afin de renforcer la transparence, la responsabilité et l'inclusivité dans la gouvernance des ressources naturelles :

- Renforcement de la gouvernance et de la justice environnementale : mise en place de guichets juridiques spécialisés dans certaines provinces et/ou régions pour faciliter l'accès à la justice environnementale, adoption de textes réglementaires favorisant la participation des communautés et des OSC dans la gestion des Aires Protégées ;
- Protection des défenseurs de l'environnement : déploiement de mécanismes de signalement et suivi des menaces contre les défenseurs, incluant les peuples autochtones, femmes et jeunes ;
- Reconnaissance des droits fonciers des communautés locales : délivrance de certificats fonciers collectifs (CFC) dans les zones prioritaires, intégration des régimes fonciers coutumiers dans les plans d'aménagement locaux (PAG/SAC) ;
- Participation équitable et inclusive : création de plateformes locales et régionales permettant aux communautés, personnes vulnérables, jeunes et femmes de participer aux décisions environnementales ;
- Accès à l'information : élaboration de supports de sensibilisation simplifiés sur la biodiversité et les lois environnementales, en dialectes locaux ;
- Renforcement des capacités : formation des représentants communautaires et des fonctionnaires sur les droits relatifs à la biodiversité et à la justice environnementale ;
- Mécanismes financiers : début de la mobilisation de fonds sectoriels pour soutenir les cliniques juridiques et plateformes de participation.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a enregistré des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la Cible 22, renforçant la participation des communautés locales et des groupes vulnérables, l'accès à l'information sur la biodiversité et la sécurité juridique des ressources naturelles. Des guichets juridiques environnementaux ont été créés et accrédités dans plusieurs régions, permettant le traitement efficace des doléances liées à la biodiversité et aux ressources naturelles, tout en favorisant la médiation et la résolution des conflits sociaux. Dans les zones rurales et côtières, la délivrance de titres fonciers communautaires a permis de sécuriser les droits fonciers et de réduire les conflits autour des aires protégées. De plus, plusieurs Communes ont intégré les régimes fonciers coutumiers dans leurs Plans d'Aménagement et de Gestion, renforçant ainsi la gouvernance foncière locale. La participation inclusive, notamment des jeunes et des femmes, a été renforcée grâce à la mise en place de plateformes régionales et à des formations en gouvernance participative et en plaidoyer environnemental. Les communautés locales ont été encouragées à participer activement aux comités de gestion de la biodiversité et à s'approprier les mécanismes de suivi et de protection des ressources naturelles. L'accès à l'information sur la biodiversité a été amélioré par la diffusion de supports pédagogiques en dialectes locaux, par la cartographie des acteurs nationaux et par la mise en place de centres de ressources juridiques facilitant la consultation et le suivi des dossiers environnementaux. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation, des journées portes ouvertes de la Clinique Juridique Environnementale et des formations communautaires ont contribué à renforcer les capacités des citoyens et des défenseurs de l'environnement, leur permettant de signaler les infractions et de participer activement à la protection de l'environnement naturel.

Ces actions ont permis de consolider la sécurité foncière, d'améliorer la participation collaborative et active des communautés, d'élargir l'accès à l'information et aux mécanismes juridiques, et de renforcer le rôle des acteurs locaux et des défenseurs de l'environnement dans la gestion durable de la biodiversité.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis principaux :

- Couverture géographique limitée des guichets juridiques et des plateformes participatives ;
- Capacités humaines et financières insuffisantes pour sécuriser l'accès

FR

universel à la justice et à l'information ;

- Obstacles bureaucratiques et lenteur dans la reconnaissance des droits fonciers coutumiers ;
- Vulnérabilité des défenseurs de l'environnement face aux menaces locales et aux conflits fonciers ;

Approches envisagées :

- Extension progressive des guichets et plateformes à toutes les régions prioritaires ;
- Formation continue des fonctionnaires et représentants communautaires ;
- Sécurisation du financement à long terme via des partenariats public-privé et intégration dans les budgets nationaux ;
- Suivi et évaluation renforcés de l'efficacité des mécanismes de protection et de participation.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Cas de la Commune de Maroantsetra : délivrance de CFC à 3 communautés locales, permettant de réduire les conflits fonciers autour de l'Aire Protégée Masoala ;
- Plateforme régionale Analanjirofo : formation de 150 jeunes et femmes sur le plaidoyer environnemental, participation effective à 4 comités de gestion de la biodiversité ;
- Guichets juridiques d'Antananarivo et Fianarantsoa : traitement rapide de 45 doléances et médiation efficace dans 70 % des cas ;
- WWF Madagascar a renforcé la participation de tous aux prises de décisions et à l'accès à l'information sur la biodiversité. Entre 2021 et 2025, des mécanismes inclusifs tels que l'ESSF, HRBA, FPIC et des plateformes multi-acteurs ont été déployés, incluant le renforcement de la gouvernance participative et l'appui à la gestion communautaire des ressources naturelles. Au niveau national et local, le PAG de COMATSA Nord et Sud (HTN) est mis à jour et opérationnel, et celui d'Amoron'i Onilahy (MHF) est en cours de mise à jour ;
- La participation et l'accès à la justice en matière de biodiversité ont été renforcés par des formations sur les droits humains et environnementaux, le développement de guides, de brochures et de vidéos motion design en

FR

langue locale, et la cartographie des acteurs nationaux ([Lien vers INDRI : indriconnect.info/public/images/documents/1ef564f803583fa65c81572312eb7771.pdf](https://indriconnect.info/public/images/documents/1ef564f803583fa65c81572312eb7771.pdf)), permettant une meilleure

synergie et l'accès aux informations pour les communautés et les jeunes (GBF Implementation – GIZ, Natural Justice, TAFO MIHAAVO, 2024-2025) ;

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la cible 22, TAFO MIHAAVO a contribué à renforcer la participation inclusive et la protection des droits des communautés locales et des groupes vulnérables à travers deux axes complémentaires. Le premier concerne la représentation et la participation pleine, équitable et inclusive sensible au genre, ainsi que la reconnaissance et la protection des droits des défenseurs des droits humains environnementaux. TAFO MIHAAVO, en collaboration avec GIZ et Natural Justice, a mis en œuvre plusieurs actions concrètes. Cela comprend le renforcement des capacités et des formations des communautés locales sur les procédures judiciaires et administratives afin de défendre leurs droits en lien avec l'environnement et l'écologie. Un Centre de Ressources Juridiques a été créé au sein de TAFO MIHAAVO pour faciliter l'accès à l'information et l'accompagnement juridique des communautés. Parallèlement, un projet de loi sur la reconnaissance et la protection des défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement a été élaboré afin de soutenir et protéger les communautés locales et les lanceurs d'alerte environnementaux. Le second axe concentre sur les droits d'accès à la terre et la promotion d'une gouvernance foncière protectrice des droits humains, conformément à la Déclaration de l'UNDROP (United Nations Declaration on the Rights of Peasants). TAFO MIHAAVO a organisé des formations sur les droits fonciers et la gouvernance foncière pour les représentants des communautés locales dans les 20 régions du pays, contribuant ainsi à renforcer la sécurité foncière et à améliorer la reconnaissance légale des droits des paysans. Ces activités ont permis de sensibiliser les communautés à leurs droits et aux mécanismes de recours existants, favorisant l'accès à la justice et une gestion équitable et durable des terres ;

[Madagascar-Case-Study-Strengthening-the-capacity-of-youth-in-biodiversity-governance.pdf](#)

[Tontolo iray feo amin'ny natiora – TAFO MIHAAVO](#)

[Ny tanjon'ny drafitra iraisam-pirenena momba ny karazanjavamananaina – TAFO MIHAAVO](#)

- USAID Hay Tao a organisé des campagnes de sensibilisation, des journées portes ouvertes de la Clinique Juridique Environnementale (CJE) et des formations communautaires à Maroantsetra et Morondava, améliorant l'accès à l'information et la participation des communautés à la gestion des ressources naturelles entre 2019 et 2022. Ces initiatives ont renforcé la capacité des citoyens à signaler les infractions et à participer activement à la protection de l'environnement naturel ;
- En 2024, le MYBN a participé activement aux groupes de travail nationaux chargés de la définition des cibles prioritaires et du processus de validation des Stratégie et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB), tout en organisant des consultations spécifiques destinées aux jeunes et aux communautés locales aux niveaux interrégional et national. Ce processus participatif a permis de recueillir et de structurer les contributions de la jeunesse, aboutissant à l'élaboration d'un document de position officiellement transmis au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. L'intégration de ces propositions dans les échanges stratégiques a renforcé la légitimité des jeunes dans le dialogue politique environnemental et consolidé les mécanismes de participation inclusive dans la gouvernance nationale de la biodiversité.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

Objectifs de développement durable (ODD) :

FR

- ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) : amélioration de l'accès à la justice environnementale
- ODD 5 (Égalité des sexes) : participation accrue des femmes aux processus décisionnels
- ODD 10 (Réduction des inégalités) : inclusion des groupes vulnérables et communautés humaines marginalisées

Autres accords internationaux :

- Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW) : promotion de l'inclusion des femmes dans les décisions liées à la biodiversité ;
- Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones

(UNDRIP) : sécurisation des droits fonciers et intégration des connaissances traditionnelles.

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

22.1 Land-use change and land tenure in the traditional territories of indigenous peoples and local communities

Headline

GBF-INDICATOR-22.1

22.b Number of countries taking action towards the full, equitable, inclusive, effective and gender responsive representation and participation in decision-making, and access to justice and information related to biodiversity by indigenous peoples and local communities, respecting their cultures and their rights over lands, territories, resources and traditional knowledge, as well as by women and girls, children and youth, and persons with disabilities, and the full protection of environmental human rights defenders

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-22

22.CY.1 Proportions of positions in national and local institutions, including (a) the legislatures; (b) the public service; and (c) the judiciary, compared to national distributions, by sex, age, persons with disabilities and population groups

Complementary

GBF-INDICATOR-275

Nombre de communes disposant d'un PAG ou SAC opérationnel

National

351C50E3-E31B-D711-EFF6-68556C8DB17A

D'ici 2030, les actions en faveur de la biodiversité intègrent une approche sensible au genre.
(National)

Briefly describe the main actions taken to implement the target

Madagascar a engagé des actions visant à intégrer systématiquement une approche sensible au genre dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des initiatives en faveur de la biodiversité :

- Analyse de situation genre et biodiversité : organisation de consultations régionales avec les femmes, jeunes, personnes vulnérables et communautés locales pour identifier les besoins spécifiques et les pratiques traditionnelles influençant la biodiversité ;
- Capitalisation des bonnes pratiques : mise en place d'ateliers interrégionaux pour partager les expériences réussies en matière d'intégration du genre dans la conservation ;
- Sensibilisation et formation : développement et diffusion de supports adaptés sur le genre et la biodiversité. Organisation de sessions de formation pour communautés locales et leaders traditionnels ;
- Intégration dans les cadres juridiques et politiques : analyse des textes existants pour identifier les dispositions discriminatoires et élaboration de référentiels et guides pour l'intégration du genre ;
- Participation et gouvernance locale : dialogues et échanges communautaires et sensibilisation des leaders pour promouvoir la participation équitable des femmes aux décisions locales relatives à la biodiversité ;
- Empowerment féminin : formations professionnelles pour les femmes dans les métiers verts (écotourisme, agroforesterie, apiculture, etc.), mise en place de programmes de mentorat et accompagnement des initiatives féminines ;
- Financement sensible au genre : plaidoyers et campagnes de sensibilisation pour intégrer un budget spécifique à l'égalité de genre dans les programmes liés à la biodiversité.

FR

Indicate the current level of progress towards the target

Progress towards target but at an insufficient rate

Provide a summary of progress towards the target, including the main outcomes achieved

Madagascar a enregistré des progrès significatifs dans l'intégration de la dimension genre dans la gouvernance et la gestion des ressources naturelles. La participation des femmes et des jeunes a été renforcée à travers des formations techniques, des activités de mentorat et des sessions de sensibilisation, permettant leur implication active dans la gestion des aires protégées, la restauration écologique, l'agroforesterie et la gestion durable des pêcheries. Les communautés locales et leurs structures de gouvernance ont progressivement adopté des mécanismes assurant une représentation féminine dans les organes décisionnels, contribuant à une prise de décision plus inclusive et équitable.

Des initiatives ont permis de renforcer l'autonomisation économique des femmes par la création de micro-entreprises collectives et l'accès à des dispositifs générateurs de revenus, tout en favorisant leur rôle dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles. Des guides pratiques, des outils ludiques et des supports de sensibilisation ont été élaborés et diffusés pour appuyer l'intégration du genre dans les projets de biodiversité et dans les politiques locales. Les partenaires nationaux et internationaux ont contribué à structurer les associations féminines et les initiatives des jeunes, en soutenant l'inclusion dans les filières économiques vertes, la gestion communautaire et la gouvernance des ressources naturelles.

L'ensemble de ces actions a renforcé la participation des femmes aux processus de décision, amélioré leur accès à l'information et aux opportunités économiques, et favorisé un partage plus équitable des bénéfices issus de l'utilisation durable des ressources naturelles, tout en améliorant l'efficacité et l'équité des interventions de conservation à Madagascar.

FR

Provide a summary of key challenges encountered and different approaches that may be taken for further implementation

Défis principaux :

- Faible couverture nationale des actions d'intégration du genre ;
- Accès limité des femmes aux ressources foncières et aux postes décisionnels ;
- Capacités financières et humaines insuffisantes pour généraliser les

FR

programmes de formation et de mentorat ;

- Résistance culturelle et sociale à l'égalité de genre dans certaines communautés.

Approches envisagées :

- Extension des programmes d'activités de formation, mentorat et sensibilisation à l'ensemble des régions prioritaires ;
- Suivi systématique des impacts positifs et/ou négatifs des initiatives genre sur la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles ;
- Mobilisation de financements nationaux et partenariats public-privé pour soutenir les initiatives sensibles au genre ;
- Renforcement du plaidoyer auprès des décideurs pour la mise à jour des textes légaux et politiques à l'échelle nationale.

Provide examples or cases to illustrate the effectiveness of the actions taken to implement the target. Provide relevant hyperlinks or attach related materials or publications, as needed.

- Région Atsinanana : formation de 50 femmes en agroforesterie et écotourisme, création de micro-entreprises collectives générant des revenus durables et améliorant la participation décisionnelle ;
- Plateforme interrégionale Analanjirofo : élaboration de fiches de bonnes pratiques et sessions de mentorat qui ont conduit à la participation active de 70 % des femmes aux réunions de gestion des Aires Protégées ;
- Vulgarisation juridique : distribution de guides simplifiés sur les droits fonciers et la biodiversité à 200 femmes et jeunes leaders dans les zones rurales ;
- Le Ministère du Commerce et de la Consommation participe en veillant à ce que les politiques commerciales et de consommation prennent en compte les impacts différenciés selon le genre et favorisent l'accès équitable aux ressources et aux bénéfices issus de la biodiversité ;
- Dans les paysages d'intervention de WCS à Madagascar, l'approche de cogestion communautaire intègre de manière croissante la dimension genre. Les communautés de base (COBAs) et les structures de gouvernance locale sont encouragées à assurer une représentation féminine dans les organes décisionnels, notamment au sein des comités de gestion des ressources forestières et halieutiques. Cette participation accrue des femmes contribue à une gestion plus inclusive et plus équitable des ressources naturelles. Les

FR

activités de restauration écologique, d'agroforesterie dynamique et de gestion durable des pêcheries impliquent directement les femmes, tant dans la production de plants en pépinière que dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles et halieutiques. L'accès aux formations techniques, aux dispositifs d'accompagnement et aux opportunités génératrices de revenus favorise l'autonomisation économique des femmes et renforce leur rôle dans la conservation des écosystèmes. En consolidant la participation féminine dans les mécanismes de transfert de gestion et dans les instances communautaires de régulation, les interventions contribuent à réduire les inégalités d'accès aux ressources naturelles et à promouvoir un partage plus équitable des bénéfices issus de leur utilisation durable, tout en améliorant l'efficacité globale des actions de conservation ;

- WWF Madagascar intègre systématiquement le genre dans toutes ses interventions. Entre 2021 et 2025, les femmes et jeunes ont été impliqués dans les filières économiques et les activités de conservation. Dans les HTN, sept associations féminines et une association de jeunes ont été structurées pour mener des actions génératrices de revenus verts, notamment la production de bio pots pour la restauration. Dans le MTB, 24 associations féminines représentant 240 membres participent à des activités de réduction de pression sur les mangroves. Au total, 620 femmes ont été formées via les GEC à Nosy Hara (HTN), 131 femmes ont été impliquées dans la gestion de l'énergie renouvelable communautaire, 2 038 femmes ont été formées en diversification des sources de revenus et 252 femmes leaders locales à MHF ont été formées pour devenir agentes de sensibilisation et de formation communautaire.
- L'intégration de la dimension genre dans les actions pour la biodiversité a été soutenue par la formation sur la masculinité et la féminité positive, la production d'un guide pratique et le développement du jeu ludique Chalupa Cards depuis février 2026, permettant aux partenaires et bénéficiaires de mener des formations en cascade et d'intégrer le genre dans les projets biodiversité, climat et gestion des terres (Haintso Consulting, GBF Implementation, WE4R, PADDI – GIZ, Mars 2026) ;
- USAID Hay Tao a veillé à la participation des femmes dans les entreprises, les coopératives, la gestion des aires protégées et les activités de reforestation, ainsi qu'à la diffusion de messages de sensibilisation adaptés aux besoins des femmes et jeunes. Entre 2019 et 2022, ces actions ont contribué à améliorer l'inclusion des femmes dans la gouvernance locale des ressources naturelles et à renforcer leur rôle dans la conservation et l'utilisation durable

des écosystèmes.

Briefly describe how the implementation of the target relates to progress in achieving the related Sustainable Development Goals and associated targets, and the implementation of other related agreements

Objectifs de développement durable (ODD) :

- ODD 5 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes
- ODD 10 : Réduction des inégalités et inclusion des groupes humains marginalisés
- ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces, via la gouvernance inclusive et participative

Autres accords internationaux :

- CEDAW : Promotion de l'égalité de genre dans les politiques publiques
- UNDRIP : Protection des droits des femmes au sein des communautés autochtones et locales

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

23.b Number of countries with legal, administrative or policy frameworks, inter alia, to implement the Gender Plan of Action (2023–2030), to ensure that all women and girls have equal opportunity and capacity to contribute to the three objectives of the Convention, including by ensuring women’s equal rights and access to land and natural resources

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-23

23.CT.1 Proportion of seats held by women in (a) national parliaments and (b) local governments

Component

GBF-INDICATOR-297

22.CY.1 Proportions of positions in national and local institutions, including (a) the legislatures; (b) the public service; and (c) the judiciary, compared to national distributions, by sex, age, persons with disabilities and population groups

Complementary

GBF-INDICATOR-275

Section IV Assessment of national progress contributing to the goals of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

GBF-G-A. Ecosystems are conserved, extinctions are halted and genetic diversity is maintained

Summary of national progress contributing to the global goals

Madagascar a mis en œuvre une série d’actions structurantes visant à renforcer la conservation de la biodiversité, la restauration écologique et la gestion durable des écosystèmes, tout en consolidant la base de connaissances nécessaire à une prise de décision éclairée. Le pays a renforcé la connaissance de sa biodiversité grâce à l’actualisation des inventaires de la faune, de la flore sauvage et des habitats naturels clés, ainsi qu’à la cartographie des écosystèmes uniques prioritaires pour la conservation. Ces efforts ont permis d’orienter les stratégies de protection et de restauration des écosystèmes.

Le réseau national d’aires protégées s’est étendu, intégrant à la fois des sites écologiques terrestres, marins et côtiers, des aires marines gérées localement, des aires de gestion communautaire/villageois et des corridors biologico-écologiques,

FR

tout en renforçant la gouvernance environnementale et les capacités techniques et stratégiques de gestion des ressources naturelles. Parallèlement, Madagascar a mis en œuvre des actions de restauration écologique à grande échelle, incluant le reboisement, la restauration des mangroves et des paysages naturels de bassins versants, ainsi que l'agroforesterie et la restauration des écosystèmes marins et côtiers. Ces mesures visent à réduire la dégradation des habitats naturels et à renforcer la résilience des écosystèmes et paysages naturels face aux pressions anthropiques et climatiques.

La conservation des espèces autochtones endémiques menacées a progressé grâce à la mise en œuvre de programmes d'activités de conservation in situ et ex situ, au renforcement de la lutte contre le braconnage, la chasse illicite et le trafic d'espèces sauvages, et à la restauration des habitats naturels critiques. La participation active et collaborative des communautés locales a été promue, avec une meilleure intégration des savoirs traditionnels et des droits d'usage, et la biodiversité a commencé à être intégrée dans la planification territoriale et les évaluations environnementales. Des initiatives pilotes ont également été mises en place pour réduire les impacts négatifs des espèces exotiques envahissantes et pour lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et les divers déchets notamment les plastiques.

Enfin, Madagascar a développé des projets pilotes d'adaptation biologique et écologique basée sur la nature pour renforcer la résilience des mangroves, des récifs coralliens et des zones humides face aux changements climatiques. Malgré ces progrès significatifs, la couverture et l'efficacité des mesures restent partielles, et un renforcement du rythme et de l'échelle des actions est nécessaire pour atteindre pleinement l'objectif A à l'horizon 2050.

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

A.3 Red List Index

Headline

GBF-INDICATOR-A.3

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

GBF-G-B. Biodiversity is sustainably used and its contributions to people are maintained, enhanced or restored

Summary of national progress contributing to the global goals

Madagascar a accompli des progrès notables vers l'utilisation durable des espèces sauvages et la gestion intégrée des écosystèmes terrestres et aquatiques, tout en générant des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux pour les populations locales. Des inventaires biologiques et des suivis écologiques participatifs, des transferts de gestion communautaire des ressources naturelles et le développement de filières durables ont permis de renforcer les droits d'usage, la régénération des populations naturelles et la diversification des revenus. Des projets pilotes de gestion durable des zones agricoles, pastorales, forestières et aquacoles, ainsi que des initiatives de restauration écologique et de solutions fondées sur la nature, ont contribué à la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles et à la fourniture de biens environnementaux et de services écosystémiques essentiels. Ces actions, bien qu'encourageantes, restent limitées en couverture et nécessitent un renforcement institutionnel, technique et financier pour être étendues à l'échelle nationale.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the

sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

GBF-G-C. Benefits from the use of genetic resources are shared and substantially increased

Summary of national progress contributing to the global goals

Madagascar a réalisé des avancées significatives dans la mise en œuvre du mécanisme d'Accès et de Partage des Avantages (APA) en renforçant le cadre national pour sa mise en œuvre, dans un processus inclusif et participatif.

L'Autorité Nationale Compétente (ANC), appuyée par le Point Focal National, a délivré 11 permis APA dont 4 concernent des utilisations à vocation commerciale et le reste porte sur des recherches scientifiques. Des Consentements Préalables en connaissance de cause ont été donnés par les fournisseurs locaux de ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées et des conditions convenues de commun accord ont été conclues par l'Autorité Nationale Compétente avec les utilisateurs. Des avantages monétaires et non monétaires sont inscrits dans ces contrats APA.

Une vaste campagne d'actions de sensibilisation et de renforcement des capacités techniques a été menée pour les différentes parties prenantes nationales en matière d'APA, notamment les communautés locales et les détenteurs de connaissances traditionnelles afin qu'elles comprennent le mécanisme APA et puissent jouir de leur droit en matière de partage des avantages issus des ressources naturelles concernées. D'autres acteurs concernés par l'APA ont été également sensibilisés, à savoir les chercheurs nationaux, les membres du secteur privé national et des organisations de la société civile.

Un système de surveillance et de suivi de la mise en œuvre de l'APA a été établi et sera renforcé dans le futur afin que le mécanisme soit effectif et efficient.

FR

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

C.1 Monetary benefits received in accordance with applicable internationally agreed access and benefit-sharing instruments

Headline

GBF-INDICATOR-C.1

C.2 Non-monetary benefits arising from applicable international access and benefit-sharing instruments

Headline

GBF-INDICATOR-C.2

13.b Number of countries that have taken effective legal, policy, administrative and capacity-building measures at all levels, as appropriate, to ensure the fair and equitable sharing of benefits from the utilization of genetic resources and from digital sequence information on genetic resources, as well as traditional knowledge associated with genetic resources

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-C-13

13.CT.1 Total number of internationally recognized certificates published on the Access and Benefit-sharing Clearing-House

Component

GBF-INDICATOR-340

C.CY.3 Total number of internationally recognized certificates of compliance for non-commercial purposes in the Access and Benefit-sharing Clearing-House

Complementary

GBF-INDICATOR-251

GBF-G-D. The biodiversity funding gap of 700 billion USD is progressively closed by ensuring adequate means of implementation are available.

Summary of national progress contributing to the global goals

Madagascar a renforcé les moyens de mise en œuvre pour la biodiversité, en consolidant les cadres institutionnels, juridiques et réglementaires, en intégrant la biodiversité dans les politiques sectorielles et la planification territoriale, et en promouvant la participation des communautés, notamment des femmes et des groupes humains vulnérables. Des progrès ont été réalisés dans la mobilisation de financements, le développement de partenariats scientifiques et techniques, l'encadrement du secteur privé et la promotion de pratiques durables. Des efforts ont également été engagés pour intégrer l'approche genre, améliorer l'accès à l'information et à la justice environnementale, et renforcer les capacités techniques pour le suivi et la gestion de la biodiversité.

FR

Dans l'ensemble, les progrès accomplis sous l'Objectif D montrent que Madagascar a construit des fondations essentielles et consolidé certains cadres pour la mise en œuvre du GBF. Cependant, de nombreux défis subsistent, notamment la couverture encore partielle des mesures à l'échelle nationale, des capacités techniques et financières limitées, une coordination intersectorielle irrégulière et la nécessité d'accélérer la mobilisation de financements durables. Pour atteindre pleinement cet objectif d'ici 2050, Madagascar devra poursuivre l'expansion de ces approches stratégiques, renforcer les mécanismes de coordination, développer des incitations économiques positives pour la biodiversité et les ressources naturelles, et généraliser l'utilisation d'outils, de technologies et de pratiques innovantes dans toutes les régions et secteurs du pays, et maintenir une volonté politique forte pour soutenir et pérenniser ces actions à tous les niveaux de décision.

Indicator Data

Please note that all indicator data is located in the annex of the PDF.

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

GBF-INDICATOR-D.1

Headline

Section V Conclusions on the national implementation of the Convention on Biological Diversity and the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

Provide a summary assessment of the implementation of the Convention and the Framework, including all its sections, and the main achievements and the major challenges encountered and, where applicable, resolved, in particular those related to capacity, technical, technological, institutional and financial gaps and constraints, and support provided for implementation.

Madagascar a poursuivi la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique et du Cadre mondial pour la biodiversité, consolidant la coordination nationale,

FR

l'engagement politique et le soutien institutionnel à la biodiversité. Les principaux défis restent liés aux lacunes en capacités techniques et scientifiques, à l'insuffisance des ressources financières et humaines, à la coordination intersectorielle limitée, ainsi qu'à l'accès restreint aux données, connaissances et technologies pertinentes. Le soutien national et international, y compris le renforcement des capacités et l'appui technique, a permis de progresser, mais il est nécessaire de maintenir et d'amplifier la volonté politique, de renforcer les institutions, les communautés locales, les autorités locales et traditionnelles, les communautés techniques et scientifiques, le secteur privé et de mobiliser davantage de ressources pour assurer la mise en œuvre intégrale du Cadre mondial d'ici 2030, tout en prenant en compte l'approche genre.

Section other information: Information as requested in related decisions adopted by the Conference of the Parties at its fifteenth meeting.

Additional Information

a. Cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités et le développement (décision 15/8, annexe I)

Madagascar a poursuivi le renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour la mise en œuvre de la Convention et du Cadre mondial, notamment à travers la formation des acteurs locaux, le développement des compétences en suivi et évaluation, et l'amélioration des mécanismes de coordination entre ministères et partenaires.

b. Stratégie de mobilisation des ressources (décision 15/7, annexe I)

Des efforts ont été réalisés pour mobiliser des ressources financières nationales et internationales, notamment via des projets de conservation soutenus par des bailleurs de fonds, le développement de mécanismes économiques favorables à la biodiversité et l'intégration de la biodiversité dans les plans sectoriels et les programmes de développement.

c. Plan d'action pour l'égalité des sexes (2023-2030) (décision 15/11, annexe)

La promotion de l'égalité des sexes a été intégrée dans certains projets de conservation et de gestion durable des ressources naturelles, avec une attention particulière à l'implication

FR

et au renforcement des capacités techniques des femmes dans la gouvernance locale de la biodiversité et dans les initiatives économiques liées aux ressources naturelles.

d. Approche stratégique à long terme pour l'intégration de la biodiversité

Madagascar a progressé dans l'intégration de la biodiversité dans les politiques et plans sectoriels, en particulier dans l'Agriculture, les infrastructures, l'énergie et l'exploitation minière, avec un appui institutionnel renforcé pour garantir la cohérence entre les secteurs.

e. Stratégie mondiale de conservation des plantes

Des initiatives de conservation des plantes ont été développées par les GSPM et leurs partenaires potentiels, incluant l'évaluation et la mise à jour des statuts de conservation, la protection des espèces menacées, la restauration des habitats critiques et la promotion de collections botaniques et de programmes de recherche visant à renforcer la conservation in situ (aires prioritaires pour la conservation des plantes ou APCP – AP) et ex situ (jardins botaniques, arboretums).

Annex : Indicator Data

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems

						assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'IUCN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
--------------------	---------------------	----------------	------	------	-------	----------

No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	
----	-----------------------	----------------	------	---------	----------	--

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

1.1 Percentage of land and sea area covered by biodiversity-inclusive spatial plans

Headline

GBF-INDICATOR-1.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Marine spatial planning tool	Maritime atlas	2026	%	60	
Yes	Marine spatial planning tool	Marine spatial plan	2026	%	1	
Yes	Marine spatial planning tool	Maritime outlook	2024	%	46	
Yes	Marine spatial planning tool	Maritime diagnosis	2024	%	46	
Yes	Area	Terrestrial	2015	%	100	

Comments

Références: Direction du Territoire Maritime et Littoral (DTML), Ministère en charge de l'aménagement du territoire et des services fonciers de Madagascar, 2026

FR

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems

						assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'IUCN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
--------------------	---------------------	----------------	------	------	-------	----------

No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	
----	-----------------------	----------------	------	---------	----------	--

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

2.1 Area under restoration

Headline

GBF-INDICATOR-2.2

Source of Data

Use national data set

Data

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2023	Hectare	1739397	
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	1662453	
No	Not applicable	Not applicable	2021	Hectare	1584093	
No	Not applicable	Not applicable	2020	Hectare	1510155	
Yes	Type of restoration activity	Agroforestry	2023	Hectare	27703.06	
Yes	Type of restoration activity	Agroforestry	2022	Hectare	19877.38	
Yes	Type of restoration activity	Agroforestry	2021	Hectare	16921.97	
Yes	Type of restoration activity	Agroforestry	2020	Hectare	14221.11	
Yes	Type of restoration activity	Natural regeneration	2023	Hectare	166433.57	
Yes	Type of restoration activity	Natural regeneration	2022	Hectare	145668.02	
Yes	Type of restoration activity	Natural regeneration	2021	Hectare	118326.11	

Yes	Type of restoration activity	Natural regeneration	2020	Hectare	89387.19	
Yes	Type of restoration activity	Mangroves restoration	2023	Hectare	56140.59	
Yes	Type of restoration activity	Mangroves restoration	2022	Hectare	55382.12	
Yes	Type of restoration activity	Mangroves restoration	2020	Hectare	53842.52	
Yes	Type of restoration activity	Planted forests and woodlots	2023	Hectare	1357441.01	
Yes	Type of restoration activity	Planted forests and woodlots	2022	Hectare	1312916.22	
Yes	Type of restoration activity	Planted forests and woodlots	2021	Hectare	1278280.51	
Yes	Type of restoration activity	Planted forests and woodlots	2020	Hectare	1242712.88	
Yes	Type of restoration activity	Sylviculture	2023	Hectare	4563.17	
Yes	Type of restoration activity	Sylviculture	2022	Hectare	4016.51	
Yes	Type of restoration activity	Sylviculture	2021	Hectare	3703.45	

Yes	Type of restoration activity	Sylviculture	2020	Hectare	3570.04	
Yes	Type of restoration activity	Watershed protection and erosion control	2023	Hectare	119698.05	
Yes	Type of restoration activity	Watershed protection and erosion control	2022	Hectare	117174.96	
Yes	Type of restoration activity	Watershed protection and erosion control	2021	Hectare	105600.76	
Yes	Type of restoration activity	Watershed protection and erosion control	2020	Hectare	99003	
Yes	Type of restoration activity	Improved fallow	2020	Hectare	7418	

Comments

Références:

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Base de données sur la Restauration des Paysages Forestiers, 2020 à 2023

<https://e-voary.mg/reboisement/>

FR

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'IUCN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline **GBF-INDICATOR-A.4**

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

3.1 Coverage of protected areas and other effective area-based conservation measures

Headline **GBF-INDICATOR-3.1**

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Marine and coastal areas	2020	%	1.07	
Yes	Marine and coastal areas	2021	%	1.32	
Yes	Marine and coastal areas	2022	%	1.32	
Yes	Marine and coastal areas	2023	%	1.32	
Yes	Marine and coastal areas	2024	%	1.32	
Yes	Marine and coastal areas	2025	%	1.35	
Yes	Terrestrial and inland waters	2020	%	12.74	
Yes	Terrestrial and inland waters	2021	%	12.74	
Yes	Terrestrial and inland waters	2022	%	12.74	
Yes	Terrestrial and inland waters	2023	%	12.74	
Yes	Terrestrial and inland waters	2024	%	12.74	
Yes	Terrestrial and inland waters	2025	%	12.83	

Global source of data

[UNEP-WCMC Protected Planet](#)

Indicator providers

[UNEP-WCMC](#)

[IUCN](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator shows the total percentage coverage of terrestrial and marine areas by protected areas and other effective area-based conservation measures (OECM). Tracking the coverage of protected areas and OECMs enables assessment of progress towards one element of Target 3 of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework; for at least 30 per cent of terrestrial and inland water areas, and 30 per cent of marine and coastal areas, to be within protected areas and OECMs by 2030.

Data on protected areas and OECMs are submitted to UNEP-WCMC primarily by national governments and compiled into the World Database on Protected and Conserved Areas (WDPCA; formally the World Database on Protected Areas (WDPA) and World Database on Other Effective Area-based Conservation Measures (WD-OECM)). They are disseminated through the Protected Planet platform, which is a joint product of IUCN and UNEP, managed by UNEP-WCMC.

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened

						ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria

No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M.,

FR

Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

5.1 Proportion of fish stocks within biologically sustainable levels

Headline

GBF-INDICATOR-5.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	%	62.5	

Comments

FAO, 2022, Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/00f1704f-b092-492c-84da-63c2a88923e2/content/sofia/2022/status-of-fishery-resources.html>

EN

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zaraso. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

6.1 Rate of invasive alien species establishment

Headline

GBF-INDICATOR-6.1

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Bien que des inventaires recensant les espèces exotiques présentes sur le territoire de Madagascar soient disponibles, ils ne fournissent pas d'information sur la période ou la dynamique d'établissement, ce qui empêche de mesurer le taux annuel ou périodique requis par l'indicateur 6.1. Pour pouvoir renseigner cet indicateur, il serait nécessaire de recenser/identifier et de mettre en place un suivi national des espèces exotiques, incluant des dates d'introduction et d'établissement, ainsi que des inventaires réguliers et harmonisés pour permettre le calcul d'un taux d'établissement fiable.

FR

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) ↓

Has	Disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
-----	----------------	----------------	------	------	-------	----------

disaggregation	type					
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline

GBF-INDICATOR-A.4

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

7.1 Index of coastal eutrophication

Headline

GBF-INDICATOR-7.1

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Madagascar ne dispose actuellement d'aucune donnée permettant de calculer l'indice d'eutrophisation côtière, faute de mesures régulières de la concentration en nutriments dans les zones côtières et d'analyses de leur impact sur la qualité de l'eau et les écosystèmes. Pour renseigner cet indicateur, il est nécessaire de mettre en place un réseau national de suivi de la qualité de l'eau côtière, incluant la collecte de données sur les nutriments clés (azote, phosphore), l'eutrophisation et ses effets sur la biodiversité halieutique et marine, afin de disposer de séries spatiales et temporelles permettant de calculer l'indice de manière fiable.

FR

7.2 Pesticide environment concentration and/or aggregated total applied toxicity

GBF-INDICATOR-7.2

Headline

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Il n'existe pas de données nationales consolidées sur la concentration de pesticides dans l'environnement naturel ou sur la toxicité totale appliquée pour Madagascar. Pour pouvoir renseigner l'indicateur, il est nécessaire de développer un suivi systématique des pesticides utilisés et de leur impact environnemental, incluant la collecte de données sur les types et quantités appliquées, les résidus dans les sols et les eaux, ainsi que la toxicité agrégée pour les écosystèmes, afin de produire des estimations fiables et comparables au niveau national.

FR

A.1 Red List of Ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	35	Total number of ecosystems assessed using the IUCN Red List of Ecosystems criteria
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of ecosystems	16	Number of threatened ecosystems
Yes	Threat category	Critically endangered (CR)	2021	Number of ecosystems	1	
Yes	Threat category	Endangered (EN)	2021	Number of ecosystems	10	
Yes	Threat category	Vulnerable (VU)	2021	Number of ecosystems	5	

Comments

Références: A. Carré, H. Razafindrainibe, H. Rabarison, H. Randrianasolo, V. Ruiz & Zarasoa. 2021. Dynamiques Spatiales des Écosystèmes Terrestres, Côtiers et Marins de Madagascar. Une première application des critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'IUCN

FR

A.2 Extent of natural ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-A.2

Source of Data

Use national data set

Data

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	Hectare	55156775	

Comments

Références: Zanaga, D., Van De Kerchove, R., Daems, D., De Keersmaecker, W., Brockmann, C., Kirches, G., Wevers, J., Cartus, O., Santoro, M., Fritz, S., Lesiv, M., Herold, M., Tsendbazar, N.E., Xu, P., Ramoino, F., Arino, O., 2022. ESA WorldCover 10 m 2021 v200. (doi:10.5281/zenodo.7254221)

FR

A.4 Proportion of populations within species with an effective population size greater than 500

Headline **GBF-INDICATOR-A.4**

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Les estimations de la taille effective des populations d'individus reposent sur des analyses de génétique des populations nécessitant des données moléculaires et des modèles statistiques spécialisés et/ou appropriés. Ces informations ne sont disponibles que de manière fragmentaire, dans le cadre de recherches scientifiques ponctuelles portant sur un nombre limité d'espèces et de populations. En outre, les dispositifs techniques nationaux de suivi se fondent principalement sur des estimations de taille de population apparente (abondance ou effectif observé), lesquelles ne constituent pas des substituts adéquats à la taille effective génétique requise par la définition méthodologique de l'indicateur. La caractérisation future de cet indicateur nécessiterait la mise en place de protocoles nationaux de suivi génétique, le renforcement des capacités techniques et la collaboration avec les institutions de recherche spécialisées.

FR

7.1 Index of coastal eutrophication

Headline **GBF-INDICATOR-7.1**

Source of Data

No data available

Please describe the situation

Madagascar ne dispose actuellement d'aucune donnée permettant de calculer l'indice d'eutrophisation côtière, faute de mesures régulières de la concentration en nutriments dans les zones côtières et d'analyses de leur impact sur la qualité de l'eau et les écosystèmes. Pour renseigner cet indicateur, il est nécessaire de mettre en place un réseau national de suivi de la qualité de l'eau côtière, incluant la collecte de données sur les nutriments clés (azote, phosphore), l'eutrophisation et ses effets sur la biodiversité halieutique et marine, afin de disposer de séries spatiales et temporelles permettant de calculer l'indice de manière fiable.

FR

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2020	%	5.3	Estimated benefits from natural resources (% of GDP)

Comments

BAD. Rapport-Pays 2023. MADAGASCAR. Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte

EN

9.1 Benefits from the sustainable use of wild species

Headline

GBF-INDICATOR-9.1

Source of Data

No data available

Please describe the situation

À Madagascar, il n'existe pas de données nationales consolidées permettant d'évaluer les avantages issus de l'utilisation durable des espèces sauvages. Bien que certaines informations ponctuelles puissent exister, par exemple sur la récolte de ressources forestières ou de produits issus de la faune et de la flore locales, elles ne sont ni harmonisées ni complètes à l'échelle nationale et ne permettent pas de mesurer l'indicateur tel que défini. Pour renseigner cet indicateur, il serait nécessaire de mettre en place un suivi national incluant la collecte de données sur les taxons cibles, la taille de population, le potentiel de renouvellement, la valeur économique, les bénéficiaires et l'impact positif/négatif sur les populations d'espèces concernées.

FR

9.2 Percentage of the population in traditional occupations

Headline

GBF-INDICATOR-9.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	%	75	

Comments

International Fund for Agricultural Development (IFAD). 2025. Madagascar country page. IFAD. <https://www.ifad.org/fr/w/pays/madagascar>

EN

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2020	%	5.3	Estimated benefits from natural resources (% of GDP)

Comments

BAD. Rapport-Pays 2023. MADAGASCAR. Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte

EN

10.1 Proportion of agricultural area under productive and sustainable agriculture

[Headline](#) [GBF-INDICATOR-10.1](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	%	5	

Comments

Références: Plan d'action national pour l'initiative Grande Muraille Verte - Madagascar

FR

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#)

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	%	37	Forests in protected areas and management transfer agreements

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#)

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2020	%	5.3	Estimated benefits from natural resources (% of GDP)

Comments

BAD. Rapport-Pays 2023. MADAGASCAR. Mobiliser les financements du secteur privé en

EN

faveur du climat et de la croissance verte

B.1 Services provided by ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-B1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2020	%	5.3	Estimated benefits from natural resources (% of GDP)

Comments

BAD. Rapport-Pays 2023. MADAGASCAR. Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte

EN

12.1 Average share of the built-up area of cities that is green or blue space for public use for all

Headline

GBF-INDICATOR-12.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote

Yes	City	Antananarivo	2019	%	7.64	
-----	------	--------------	------	---	------	--

Comments

Références: Données pour l'agglomération d'Antananarivo selon le Plan d'Urbanisme Intégré de Tana (PUDi 2019)

FR

C.1 Monetary benefits received in accordance with applicable internationally agreed access and benefit-sharing instruments

Headline

GBF-INDICATOR-C.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	EUR	174314.48	Expected
No	Not applicable	Not applicable	2023	EUR	117815.62	Expected

Comments

Madagascar dispose de données consolidées sur les avantages monétaires reçus conformément aux instruments internationaux APA. Les flux financiers des utilisateurs de ressources génétiques et/ou connaissances traditionnelles associées n'existent pas encore, compte tenu du fait que malgré les onze (11) permis APA, dont quatre (4) à vocation commerciale, déjà délivrés par l'Autorité Nationale Compétente, des avantages monétaires n'ont pas encore pu être effectivement reçus, à cause du fait que le compte spécial financier dédié à les recevoir n'a pas été encore ouvert . Il faut néanmoins noter que des montants annuels d'avantages monétaires escomptés et prévus pour être partagés par les utilisateurs ont été déjà

FR

communiqués par ceux-ci. Le suivi national sur les avantages monétaires sera renforcé avec la mise en place du système d'information APA dans le cadre d'un micro-projet prévu à être financé par le Secrétariat de la CDB.

C.2 Non-monetary benefits arising from applicable international access and benefit-sharing instruments

Headline

GBF-INDICATOR-C.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	Number of publications	2	
No	Not applicable	Not applicable	2023	Number of publications	2	
No	Not applicable	Not applicable	2022	Number of publications	1	
No	Not applicable	Not applicable	2021	Number of publications	4	
No	Not applicable	Not applicable	2019	Number of publications	1	
No	Not applicable	Not applicable	2018	Number of publications	1	
No	Not applicable	Not applicable	2017	Number of publications	1	
No	Not applicable	Not applicable	2016	Number of publications	3	

No	Not applicable	Not applicable	2014	Number of publications	1	
No	Not applicable	Not applicable	2013	Number of publications	1	
Yes	Category	Sustainable use	2019	Number of publications	1	
Yes	Category	Public health	2023	Number of publications	1	
Yes	Category	Public health	2022	Number of publications	1	
Yes	Category	Public health	2021	Number of publications	2	
Yes	Category	Public health	2018	Number of publications	1	
Yes	Category	Public health	2016	Number of publications	2	
Yes	Category	Conservation	2025	Number of publications	2	
Yes	Category	Conservation	2023	Number of publications	1	
Yes	Category	Conservation	2021	Number of publications	2	
Yes	Category	Conservation	2017	Number of publications	1	
Yes	Category	Conservation	2016	Number of publications	1	
Yes	Category	Conservation	2014	Number of publications	1	
Yes	Category	Conservation	2013	Number of publications	1	

Yes	Category	Without in-country author	2025	Number of publications	1	
Yes	Category	Without in-country author	2023	Number of publications	1	
Yes	Category	Without in-country author	2019	Number of publications	1	
Yes	Category	Without in-country author	2013	Number of publications	1	
Yes	Category	With in-country author	2025	Number of publications	1	
Yes	Category	With in-country author	2023	Number of publications	1	
Yes	Category	With in-country author	2022	Number of publications	1	
Yes	Category	With in-country author	2021	Number of publications	4	
Yes	Category	With in-country author	2018	Number of publications	1	
Yes	Category	With in-country author	2017	Number of publications	1	
Yes	Category	With in-country author	2016	Number of publications	3	
Yes	Category	With in-country author	2014	Number of publications	1	

Comments

Références: Leibniz Institute DSMZ, 2025, Nombre des publications

FR

Les onze (11) permis délivrés jusqu'à ce jour ont été établis, suite à la conclusion de CCCA qui inclut tous les avantages non monétaires pour le niveau local et national. Des actions de suivi de l'effectivité du partage des avantages non monétaires ont été menées

en janvier 2026 et ont permis d'obtenir des informations y afférentes.

Madagascar dispose de données consolidées sur les avantages non monétaires reçus conformément aux instruments internationaux APA. Les informations disponibles proviennent d'une part, des actions de suivi menées auprès des fournisseurs locaux de ressources génétiques et d'autre part, des questionnaires envoyés aux titulaires de permis APA et à leurs partenaires nationaux. Un système national de suivi APA inclura l'observation des avantages non monétaires avec le micro-projet financé par le Secrétariat de la CDB, pour centraliser et standardiser ces données à l'avenir.

Infrastructures et équipements	Centre de Santé de Base - Salles de classe - Latrines publiques - Lampadaires solaires
Transfert de connaissance et résultats	Ateliers de Partage des résultats de recherche - Prise en charge financière de l'organisation d'un colloque scientifique international pour partager les résultats de recherche - Bourse académique aux étudiants - Mise en valeur des résultats de recherche par des publications conjointes
Renforcement de capacités techniques	Formations et appuis techniques des fournisseurs des Ressources génétiques et aux Petites et Moyennes Entreprises - Appui au programme national de lutte contre les maladies transmissibles

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#) [GBF-INDICATOR-D.1](#)

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	

Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors

Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors
-----	----------------------------	----------	------	-----------------	---------	------------------------------

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)

[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable		USD	9.57535	

			2021	(millions)		
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)

[GBF-INDICATOR-D.3](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
--------------------	---------------------	----------------	------	------	-------	----------

Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Regulatory instruments issued	Environmental Permit (EP)	2024	Number of EP	43	
Yes	Regulatory instruments issued	Environmental Permit (EP)	2023	Number of EP	33	
Yes	Regulatory instruments issued	Environmental Permit (EP)	2022	Number of EP	38	
Yes	Regulatory instruments issued	Environmental Permit (EP)	2021	Number of EP	35	
Yes	Regulatory instruments issued	Environmental Permit (EP)	2020	Number of EP	21	
Yes	Regulatory instruments issued	Environmental Permit (EP)	2019	Number of EP	43	
Yes	Regulatory instruments issued	Certificate of Conformity (CC)	2024	Number of CC	11	
Yes	Regulatory instruments issued	Certificate of Conformity (CC)	2023	Number of CC	5	

Yes	Regulatory instruments issued	Certificate of Conformity (CC)	2022	Number of CC	15	
Yes	Regulatory instruments issued	Certificate of Conformity (CC)	2021	Number of CC	14	
Yes	Regulatory instruments issued	Certificate of Conformity (CC)	2020	Number of CC	1	
Yes	Regulatory instruments issued	Certificate of Conformity (CC)	2019	Number of CC	9	
Yes	Environmental monitoring	Monitoring reports reviewed	2024	Number of reports	88	
Yes	Environmental monitoring	Monitoring reports reviewed	2023	Number of reports	59	
Yes	Environmental monitoring	Monitoring reports reviewed	2022	Number of reports	69	
Yes	Environmental monitoring	Monitoring reports reviewed	2021	Number of reports	45	
Yes	Environmental monitoring	Monitoring reports reviewed	2020	Number of reports	21	
Yes	Environmental monitoring	Monitoring reports reviewed	2019	Number of reports	55	

Comments

Références: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Office National

FR

pour l'Environnement (ONE), Statistique de l'évaluation environnementale des projets d'investissement à Madagascar, 2024

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	

No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation) Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of	International		USD	8.87288	

	financing		2016	(millions)		
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)
[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	

No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	
----	-----------------------	----------------	------	-------------------	---------	--

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of	National		USD	58.6602	Mining

	financing		2017	(thousands)		and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)

[GBF-INDICATOR-D.1](#)

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	

Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors

Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors
-----	----------------------------	----------	------	-----------------	---------	------------------------------

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

18.1 Positive incentives in place to promote biodiversity conservation and sustainable use

Headline

GBF-INDICATOR-18.1

Source of Data

No data available

Please describe the situation

À Madagascar, il n'existe actuellement pas de données consolidées permettant de dresser un inventaire complet des mesures d'incitation positive mises en place pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et le montant associé à ces mesures n'est pas chiffré. Certaines initiatives peuvent exister au niveau local ou sectoriel, telles que des programmes de paiements pour services environnementaux, des subventions pour l'agroécologie ou des projets de gestion communautaire des ressources naturelles, mais elles ne sont pas recensées de manière systématique à l'échelle nationale. Pour renseigner pleinement cet indicateur, il serait nécessaire de recenser toutes les mesures d'incitation positives existantes, en précisant leur type, leur portée biologique, écologique et géographique, les bénéficiaires, les résultats attendus et le montant associé, afin de disposer d'une base de données nationale complète et actualisée permettant d'évaluer l'efficacité et l'étendue de ces mesures techniques/stratégiques.

FR

18.2 Value of subsidies and other incentives harmful to biodiversity

Headline

GBF-INDICATOR-18.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	USD	0	

Comments

À Madagascar, aucune subvention ni incitation nuisible à la biodiversité n'a été identifiée comme ayant été éliminée, supprimée ou réformée en 2025, d'où une valeur de zéro. Pour suivre cet indicateur de manière complète, il serait nécessaire de recenser toutes les subventions et incitations publiques ou privées susceptibles d'avoir un impact négatif sur la biodiversité, de suivre les réformes mises en œuvre et de quantifier leur valeur financière, afin de produire des données fiables et comparables à l'échelle nationale.

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	

Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)

[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)

[GBF-INDICATOR-D.3](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

HeadlineGBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	

No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation) Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of	International		USD	8.87288	

	financing		2016	(millions)		
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)
[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	

No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	
----	-----------------------	----------------	------	-------------------	---------	--

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of	National		USD	58.6602	Mining

	financing		2017	(thousands)		and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

21.1 Indicator on biodiversity information for monitoring the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

Headline

GBF-INDICATOR-21.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	%	30	

Comments

À Madagascar, la disponibilité des informations sur la biodiversité demeure partielle. Si certains taxons et écosystèmes sont relativement bien documentés, de nombreuses lacunes persistent dans la couverture des indicateurs nationaux. Les bases de données internationales telles que GBIF, OBIS ou la Living Planet Database complètent partiellement les informations nationales, mais ne permettent pas à elles seules d'assurer une vision complète de la biodiversité sur l'ensemble du territoire national.

L'intégration des connaissances traditionnelles et des pratiques des communautés locales sur les ressources reste limitée. Ces informations ne sont pas encore systématiquement prises en compte dans les processus de suivi et de décision, et leur utilisation doit respecter pleinement les principes de consentement libre, préalable et éclairé, comme prévu par le Cadre mondial de la biodiversité.

Les systèmes nationaux et communautaires de suivi de ressources se développent progressivement, mais leur couverture géographique et taxonomique reste inégale. Les initiatives locales sont souvent ponctuelles et ne sont pas harmonisées à l'échelle nationale, ce qui limite la comparabilité et l'exhaustivité des données. Toutefois, une amélioration des approches techniques et de la qualité des données est perceptible, reflétant une augmentation progressive des capacités de collecte, de gestion et d'accès aux données.

Pour renforcer l'indicateur, il est nécessaire de développer un cadre national de suivi de ressources biologiques intégrant l'ensemble des données nationales et internationales disponibles, de recenser et d'inclure systématiquement les connaissances traditionnelles tout en respectant les droits des communautés locales, et de renforcer les capacités techniques et les infrastructures pour améliorer la couverture et la qualité des données. La mise en place d'indicateurs quantitatifs pour suivre l'évolution de la disponibilité et de l'utilisation des informations sur la biodiversité permettra également d'orienter plus efficacement les décisions de gestion et de conservation des ressources naturelles.

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.1

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI) from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are

displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.2

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable	2016	USD (millions)	4.13638	
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of
biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	
Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors

Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

22.1 Land-use change and land tenure in the traditional territories of indigenous peoples and local communities

Headline

GBF-INDICATOR-22.1

Source of Data

No data available

Please describe the situation

À Madagascar, il n'existe actuellement aucune donnée consolidée sur le changement d'affectation des terres et le régime foncier dans les territoires traditionnels des communautés locales. Les informations disponibles sont ponctuelles et ne permettent pas d'évaluer de manière fiable les dynamiques foncières ni les impacts positifs et/ou négatifs sur les droits coutumiers. Pour combler cette lacune, il serait nécessaire de mettre en place un suivi national systématique incluant la cartographie des territoires traditionnels, l'inventaire des changements d'usage des terres et l'évaluation des régimes fonciers, afin de fournir des données fiables pour la protection des droits des communautés et la gestion rationnelle et durable des terres.

FR

D.1 International public funding, including official development assistance for conservation and

Source of Data

Use the available data (pre-populated data)

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Recipient	2015	USD (millions)	68.99713	
Yes	Recipient	2016	USD (millions)	30.07763	
Yes	Recipient	2017	USD (millions)	212.62922	
Yes	Recipient	2018	USD (millions)	79.16766	
Yes	Recipient	2019	USD (millions)	30.90529	
Yes	Recipient	2020	USD (millions)	63.47036	
Yes	Recipient	2021	USD (millions)	102.79161	
Yes	Recipient	2022	USD (millions)	110.99273	

Global source of data

[OECD Data Explorer](#)

Indicator providers

[OECD](#)

Description

This data was prepopulated from [Target Tracker](#).

This indicator measures international public finance provided to developing countries for the conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems. This includes official development assistance (ODA), other official flows (OOF) and private sector instruments (PSI)

from the DAC Creditor Reporting System (CRS) from bilateral DAC donors, non-DAC donors, as well as contributions from multilateral institutions, and complemented with flows reported under the Total Official Support for Sustainable Development (TOSSD) framework.

The data displayed here is the annual official development assistance for biodiversity provided by OECD Development Assistance Committee (DAC) donors, through the Creditor Reporting System (CRS). Total ODA transferred for use in biodiversity and conservation efforts are displayed by recipient and by donor in constant US dollars.

D.2 Domestic public funding on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

[Headline](#)
[GBF-INDICATOR-D.2](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	USD (millions)	16.40765	
No	Not applicable	Not applicable	2021	USD (millions)	9.57535	
No	Not applicable	Not applicable	2020	USD (millions)	22.2032	
No	Not applicable	Not applicable	2019	USD (millions)	5.20581	
No	Not applicable	Not applicable	2018	USD (millions)	5.70617	
No	Not applicable	Not applicable	2017	USD (millions)	6.84257	
No	Not applicable	Not applicable		USD	4.13638	

			2016	(millions)		
No	Not applicable	Not applicable	2015	USD (millions)	6.0833	
No	Not applicable	Not applicable	2014	USD (millions)	4.45631	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Lois de Règlement (Réalisation)
Madagascar

FR

D.3 Private funding (domestic and international) on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems

Headline

GBF-INDICATOR-D.3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Source of financing	International	2018	USD (millions)	11.52295	
Yes	Source of financing	International	2017	USD (millions)	11.21806	
Yes	Source of financing	International	2016	USD (millions)	8.87288	
Yes	Source of financing	International	2015	USD (millions)	9.33033	
Yes	Source of financing	International	2014	USD (millions)	7.81526	

Yes	Source of financing	National	2018	USD (thousands)	60.16012	
Yes	Source of financing	National	2017	USD (thousands)	58.6602	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2016	USD (thousands)	57.99196	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2015	USD (thousands)	56.2379	Mining and fisheries sectors
Yes	Source of financing	National	2014	USD (thousands)	5.60117	Mining and fisheries sectors

Comments

Références: BIOFIN, Analyse des dépenses pour la biodiversité à Madagascar, 2021

FR

1.b Number of countries using participatory, integrated and biodiversity-inclusive spatial planning and/or effective management processes addressing land- and sea-use change to bring the loss of areas of high biodiversity importance close to zero by 2030

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-1

1 Is your country landlocked?

No

1.1 Are all areas of your country under biodiversity-inclusive spatial planning or effective management processes that:

(a) Address land-use (terrestrial) change?

Partially

(b) Address land-use (inland water) change?

Partially

(c) Address sea-use (coastal and marine) change? (Will be considered not applicable to landlocked States)

Partially

1.2 If the answer to any of the questions in 1.1 is not “No”, were the plans created using a participatory process? (Select all that apply, noting that, if your country is a landlocked State, marine spatial planning will be considered as not relevant)

For terrestrial spatial planning
For inland water planning
For coastal and marine spatial planning

5.b Number of countries with legal instruments or other policy frameworks for regulating trade in wild species

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-5

5.1 Does your country have legal instruments or other policy frameworks to regulate trade in wild species? (Select all that apply)

For terrestrial species

For freshwater species
For marine species
For international trade

6.b Number of countries adopting relevant regulations, processes and measures to reduce the impact of invasive alien species

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-6

6.1 Does your country have regulations and processes empowering relevant institutions to implement the measures necessary for a reduction in the introduction and impact of invasive alien species?

Partially

6.2 Does your country have measures in place for preventing the introduction and establishment of invasive alien species?

Partially

6.3 Does your country have measures in place for eradicating or controlling invasive alien species?

Partially

8.b Number of countries with policies to minimize the impact of climate change and ocean acidification on biodiversity and to minimize negative and foster positive impacts of climate action on biodiversity

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-8

8.1 Does your country's national biodiversity strategy and action plan include actions to prevent or minimize the impacts of the following (select all that apply):

Climate change
Ocean acidification

8.2 Do your country's climate change policies address the impacts of climate change on biodiversity?

Partially

8.3 Do your country's other policies address the impacts of climate change on biodiversity?

Partially

8.4 Do your country's other policies address the impacts of ocean acidification on biodiversity?

Partially

8.5 Are the impacts of climate change on biodiversity monitored and reported on?

Partially

8.6 Are the impact of ocean acidification on biodiversity monitored and reported on?

Partially

8.7 Do your country's policies or action plans on the impact of climate change and ocean acidification contain the following types of actions designed to increase biodiversity resilience or reduce impacts (select all that apply):

Mitigation
Adaptation
Disaster risk reduction
Nature-based solutions and/or ecosystem-based approaches
Policies to minimize negative and foster positive impacts of climate action on biodiversity

8.8 Are measures included in your country's policies or actions plans to minimize the negative impacts of climate actions on biodiversity?

Partially

8.9 Are measures included in your country's policies or actions plans to foster positive impacts of climate actions on biodiversity?

Partially

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

B.1 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the maintenance, enhancement and restoration of nature's contributions to people, including of ecosystem functions and services?

Partially

B.2 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.3 Does your country monitor the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.4 Does your country monitor the maintenance, restoration and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services for the benefit of present and future generations?

Partially

9.b Number of countries with policies to manage the use of wild species sustainably, providing social, economic and environmental benefits for people, and to protect and encourage customary sustainable use by indigenous peoples and local communities

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-9

9.1 Does your country have legal instruments or other policy frameworks or administrative measures for the sustainable management and use of wild species?

Partially

9.2 Does your country monitor the sustainable management and use of wild species?

Partially

9.3 Does your country monitor the social, economic and environmental benefits derived from the use of wild species for people, in particular those in vulnerable situations and most dependent on biodiversity? (Select all that apply)

Partially

9.3.1 If the answer is “fully” or “partially”, disaggregate by all relevant groups of people, as determined at the national level:

Women and girls
Indigenous peoples and local communities

9.4 Does your country have legal instruments or other policy frameworks to protect and encourage the customary sustainable use of biodiversity by indigenous peoples and local communities, for example, the plan of action on customary sustainable use of biological diversity or other relevant initiatives?

Partially

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature’s contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

B.1 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the maintenance, enhancement and restoration of nature's contributions to people, including of ecosystem functions and services?

Partially

B.2 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.3 Does your country monitor the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.4 Does your country monitor the maintenance, restoration and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services for the benefit of present and future generations?

Partially

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

B.1 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the maintenance, enhancement and restoration of nature's contributions to people, including of ecosystem functions and services?

Partially

B.2 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.3 Does your country monitor the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.4 Does your country monitor the maintenance, restoration and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services for the benefit of present and future generations?

Partially

B.b Number of countries with policies or actions for implementing and monitoring the sustainable use of biodiversity and the maintenance and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-B

B.1 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the maintenance, enhancement and restoration of nature's contributions to people, including of ecosystem functions and services?

Partially

B.2 Does your country have policies and/or action plans aimed at ensuring the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.3 Does your country monitor the sustainable use of biodiversity?

Partially

B.4 Does your country monitor the maintenance, restoration and enhancement of nature's contributions to people, including ecosystem functions and services for the benefit of present and future generations?

Partially

12.b Number of countries with biodiversity-inclusive urban planning referring to green or blue urban spaces

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-12

12.1 Does your country have urban areas under biodiversity-inclusive urban planning that incorporates the management of green or blue spaces for the conservation and sustainable use of biodiversity?

Partially

12.2 Does your country have urban areas under biodiversity-inclusive urban planning incorporating the management of green or blue spaces for ecosystem services and nature's contributions to people?

Partially

13.b Number of countries that have taken effective legal, policy, administrative and capacity-building measures at all levels, as appropriate, to ensure the fair and equitable sharing of benefits from the utilization of genetic resources and from digital sequence information on genetic resources, as well as traditional knowledge associated with genetic resources

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-C-13

13.1 Does your country have effective legal, administrative and policy measures to ensure the fair and equitable sharing of benefits that arise from the utilization of genetic resources?

Partially

13.2 Does your country have capacity-building measures to ensure the fair and equitable sharing of benefits that arise from the utilization of genetic resources?

Partially

13.3 Has your country taken administrative, policy or legislative measures pursuant to the operationalization of the multilateral mechanism in decision 16/2?

Partially

13.4 Do the measures mentioned in questions 13.1 and 13.2 include the utilization of traditional knowledge associated with genetic resources?

Yes

13.5 Does your country monitor the monetary benefits received from the utilization of genetic resources and/or traditional knowledge associated with genetic resources that were accessed from your country?

Partially

13.6 Does your country monitor the non-monetary benefits received from the utilization of genetic resources and/or traditional knowledge associated with genetic resources that were accessed from your country?

Partially

13.7 Does your country have measures to ensure the fair and equitable benefit-sharing arising from the utilization of genetic resources and/or traditional knowledge associated with genetic resources that were accessed in another country?

Under development

Comments

Décret 2017-066 transitoire portant sur les modalités d'application de l'APA ;

FR

Loi nationale adoptée par le Gouvernement et les Parlements en décembre 2025, textes d'application en cours d'élaboration;

Projet de politique nationale sur l'APA, en attente d'adoption officielle;

Stratégie nationale de communication et programme de sensibilisation sur l'APA;

Plan de développement institutionnel pour la mise en œuvre de l'APA, axé vers les renforcements des capacités des acteurs et institutions (gouvernementales et de la société civile)

14.b Number of countries integrating biodiversity and its multiple values into policies, regulations, planning, development processes, poverty eradication strategies and, as appropriate, national accounts, within and across all levels and across all sectors, and progressively aligning all relevant public and private activities and fiscal and financial flows with the goals and targets of the Framework

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-C-14

14.1 Does your country integrate biodiversity and its multiple values into policies, regulations, planning, development processes and poverty eradication strategies at all levels of government?

Partially

14.2 Does your country use environmental economic accounting to quantify the monetary and non-monetary values of biodiversity?

Partially

14.3 Does your country integrate biodiversity and its multiple values into policies, regulations, plans and strategies across all sectors to ensure their mainstreaming?

Partially

14.4 Does your country have policies, regulations, strategies or plans in place to progressively align all relevant public and private activities with the goals and targets of the Framework?

Partially

14.5 Are policies, regulations, strategies or plans in place to progressively align fiscal and financial flows with the goals and targets of the Framework?

Partially

15.b Number of countries with legal, administrative or policy measures aimed at encouraging and enabling business and financial institutions, and in particular for large and transnational companies and financial institutions, to progressively reduce their negative impacts on biodiversity, increase their positive impacts, reduce their biodiversity-related risks and promote actions to ensure sustainable patterns of production

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-15

15.1 Has your country put in place legal, administrative or policy measures to ensure that large and transnational companies and financial institutions monitor, assess and transparently disclose their risks, dependencies and impacts on biodiversity along their operations, supply and value chains, and portfolios?

Partially

15.2 Has your country put in place measures to ensure that large and transnational companies and financial institutions provide relevant information to consumers to promote sustainable consumption patterns?

Partially

15.3 Has your country put in place measures to ensure that large and transnational companies and financial institutions report on compliance with access and benefit-sharing regulations?

Partially

15.4 Has your country put in place measures to ensure that large and transnational companies and financial institutions progressively reduce their negative impacts on biodiversity and increase their positive impacts?

Partially

15.5 Does your country monitor whether negative impacts from business on biodiversity have progressively decreased?

Partially

16.b Number of countries developing, adopting or implementing policy instruments aimed at encouraging and enabling people to make sustainable consumption choices

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-16

16.1 Has your country established mechanisms, policy or legislative or regulatory frameworks aimed at supporting sustainable consumption?

Partially

16.2 Has your country adopted mechanisms to improve awareness or education with regard to the impacts of consumption on biodiversity and access to relevant and accurate information or alternatives supporting sustainable consumption?

Partially

16.3 Has your country adopted or implemented policy instruments aimed at encouraging and enabling people to make sustainable consumption choices, including by reducing food waste, over consumption and waste generation?

Partially

Comments

Les principaux mécanismes, politiques et cadres législatifs ou réglementaires mis en place et adoptés au niveau du pays sont axés sur la gestion responsable des déchets. Le développement de cadres portant sur l'achat et l'utilisation responsable de biens/services est prévu dans la mise en œuvre des SPANB 2026-2030.

FR

17.b Number of countries that have taken action to implement biosafety measures as set out in Article 8(g) of the Convention and measures for the handling of biotechnology and the distribution of its benefits as set out in Article 19

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-17

17.1 Has your country established biosafety-related policy, legal, administrative and other measures as set out in Article 8(g) of the Convention?

Partially

17.2 Does your country implement biosafety measures as set out in Article 8(g) of the Convention?

Partially

17.3 Has your country taken legislative, administrative or policy measures, as appropriate, to provide for the effective participation in biotechnological research activities by those Parties, especially developing countries, that provide the genetic resources for such research, as set out in paragraph 1 of Article 19 of the Convention?

Partially

17.4 Has your country taken practicable measures to promote and advance priority access on a fair and equitable basis by Parties, especially developing countries, to the results and benefits arising from biotechnologies based on genetic resources provided by those Parties, as set out in paragraph 2 of Article 19 of the Convention?

Partially

17.5 Does your country carry out scientifically sound risk assessments on the use and release of living modified organisms?

Partially

17.6 Does your country provide access to biosafety-related information for the safe transfer, handling and use of living modified organisms?

Partially

20.b Number of countries that have taken significant action to strengthen capacity-building and development and access to and transfer of technology, and to promote the development of and access to innovation and technical and scientific cooperation

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-20

20.1 Does your country have plans, policies or instruments for addressing capacity-building and development needs for biodiversity?

Partially

20.2 Does your country have measures to ensure the full and effective participation of indigenous peoples and local communities, women and girls, children and youth and people with disabilities in capacity-building and development for the conservation and sustainable use of biodiversity? (Select all that apply)

Women and girls
Children and youth
Persons with disabilities
Indigenous peoples and local communities

20.3 Has your country undertaken a national capacity self-assessment or other processes for assessing the capacity needs for the conservation and sustainable use of biodiversity?

Partially

20.4 Has your country undertaken a national assessment of the capacity-building and development needs of indigenous peoples and local communities, women and girls, children and youth and people with disabilities for the conservation and sustainable use of biodiversity? (Select all that apply)

Women and girls
Children and youth
Persons with disabilities
Indigenous peoples and local communities

20.5 Has your country established partnerships to foster joint technology development and joint scientific research programmes for the conservation and sustainable use of biodiversity and strengthening scientific research and monitoring capabilities, including through South-South, North-South and triangular cooperation?

Partially

Comments

Les institutions nationales de recherche (Universités et Centres nationaux de recherche) développent des conventions de partenariat avec des organismes à l'extérieur du pays. Pour cela, le développement conjoint de technologies et des programmes de recherche scientifique est mené, notamment dans la valorisation des ressources génétiques.

FR

22.b Number of countries taking action towards the full, equitable, inclusive, effective and gender responsive representation and participation in decision-making, and access to justice and information related to biodiversity by indigenous peoples and local communities, respecting their cultures and their rights over lands, territories, resources and traditional knowledge, as well as by women and girls, children and youth, and persons with disabilities, and the full protection of environmental human rights defenders

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-22

22.1 Does your country have policy, legislative and administrative frameworks at the national and subnational levels that:

(a) Ensure full, equitable, inclusive, effective and gender-responsive representation and participation in biodiversity decision-making related to biodiversity of the following (select all that apply):

Indigenous peoples and local communities
Women and girls
Children and youth
Persons with disabilities

(b) Respect the following rights and cultures of indigenous peoples and local communities (select all that apply):

Culture and practices
Rights over lands and territories
Rights over resources
Rights over traditional knowledge

(c) Ensure the full protection of environmental human rights defenders?

No

(d) Ensure public access to information related to biodiversity for the following (select all that apply):

Indigenous peoples and local communities
Women and girls
Children and youth
Persons with disabilities

(e) Provide access to justice for one or more of the following categories (select all that apply):

Indigenous peoples and local communities
Women and girls
Children and youth
Persons with disabilities

22.2 Does your country have operational frameworks and mechanisms related to the policy, legislative and administrative frameworks listed under question 22.1?

Partially

22.3 Does your country monitor the following:

(a) The full, equitable, inclusive, effective and gender-responsive representation and participation in biodiversity decision-making of the following (select all that apply):

Indigenous peoples and local communities
Women and girls
Children and youth
Persons with disabilities

(b) The following culture and rights of indigenous peoples and local communities (select all that apply):

Culture and practices
Rights over lands and territories
Rights over resources
Rights over traditional knowledge

(c) The full protection of environmental human rights defenders?

No

23.b Number of countries with legal, administrative or policy frameworks, inter alia, to implement the Gender Plan of Action (2023–2030), to ensure that all women and girls have equal opportunity and capacity to contribute to the three objectives of the Convention, including by ensuring women's equal rights and access to land and natural resources

Binary

KMGBF-INDICATOR-BIN-23

23.1 Does your country have mechanisms for facilitating the full, equitable, meaningful and informed participation and leadership of all women and girls at all levels of action, engagement, policy and decision-making related to biodiversity?

Partially

23.2 Has your country adopted legal, administrative or policy measures that explicitly recognize and protect the rights and access of all women and girls to land and natural resources?

Partially

23.3 Does your country explicitly apply a gender-responsive approach and recognize the contributions and roles of women and girls in its implementation of the Framework through its national reports or its national biodiversity strategy and action plan?

Partially

23.4 Does your country conduct sex-disaggregated data collection and analyses to assess the differential impacts of biodiversity policies and programmes?

Partially

2.CT.1 Proportion of land that is degraded over total land area

Component

GBF-INDICATOR-290

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
--------------------	---------------------	----------------	------	------	-------	----------

No	Not applicable	Not applicable	2024	%	16	
Yes	Region of Madagascar	Amoron'i Mania	2024	%	39	
Yes	Region of Madagascar	Androy	2024	%	62	
Yes	Region of Madagascar	Anosy	2024	%	35	
Yes	Region of Madagascar	Atsimo Andrefana	2024	%	46	
Yes	Region of Madagascar	Bongolava	2024	%	46	
Yes	Region of Madagascar	Ihorombe	2024	%	35	
Yes	Region of Madagascar	Itasy	2024	%	47	
Yes	Region of Madagascar	Matsiatra Ambony	2024	%	43	
Yes	Region of Madagascar	Vakinankaratra	2024	%	46	
No	Not applicable	Not applicable	2024	Hectare	9682434	

Comments

Références: Institut national de la statistique (INSTAT) Madagascar, Cadre pour le développement des statistiques de l'environnement (CDSE) - 2024	FR
--	----

A.CT.3 Species Habitat Index

Component

GBF-INDICATOR-326

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2023	score	93.7	
No	Not applicable	Not applicable	2022	score	94.1	
No	Not applicable	Not applicable	2021	score	94.3	
No	Not applicable	Not applicable	2020	score	94.5	
No	Not applicable	Not applicable	2019	score	94.9	
No	Not applicable	Not applicable	2018	score	95.2	
No	Not applicable	Not applicable	2017	score	95.8	
No	Not applicable	Not applicable	2016	score	96.4	
No	Not applicable	Not applicable	2015	score	96.8	
No	Not applicable	Not applicable	2014	score	97.2	
No	Not applicable	Not applicable	2013	score	97.8	
No	Not applicable	Not applicable	2012	score	98.4	

No	Not applicable	Not applicable	2011	score	98.6	
No	Not applicable	Not applicable	2010	score	99.3	
No	Not applicable	Not applicable	2009	score	99.5	
No	Not applicable	Not applicable	2008	score	99.5	
No	Not applicable	Not applicable	2007	score	99.5	
No	Not applicable	Not applicable	2006	score	99.9	
No	Not applicable	Not applicable	2005	score	99.9	
No	Not applicable	Not applicable	2004	score	100.1	
No	Not applicable	Not applicable	2003	score	99.9	
No	Not applicable	Not applicable	2002	score	99.8	
No	Not applicable	Not applicable	2001	score	100	

Comments

Références: Yale Center for Biodiversity and Global Change, 2026	FR
--	----

3.CT.2 Species Protection Index

Component

GBF-INDICATOR-327

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Area	Marine	2025	score	52.8	
Yes	Area	Marine	2024	score	52.8	
Yes	Area	Marine	2023	score	52.8	
Yes	Area	Marine	2022	score	52.8	
Yes	Area	Marine	2021	score	52.8	
Yes	Area	Marine	2020	score	25.9	
Yes	Area	Marine	2019	score	25.9	
Yes	Area	Marine	2018	score	25.9	
Yes	Area	Marine	2017	score	25.9	
Yes	Area	Marine	2016	score	16.1	
Yes	Area	Marine	2015	score	16.1	
Yes	Area	Marine	2014	score	4.7	

Yes	Area	Marine	2013	score	4.7	
Yes	Area	Marine	2012	score	4.7	
Yes	Area	Marine	2011	score	4.7	
Yes	Area	Marine	2010	score	1.8	
Yes	Area	Marine	2009	score	1.8	
Yes	Area	Marine	2008	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2007	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2006	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2005	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2004	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2003	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2002	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2001	score	0.6	
Yes	Area	Marine	2000	score	0.6	
Yes	Area	Marine	1999	score	0.6	

Yes	Area	Marine	1998	score	0.6	
Yes	Area	Marine	1997	score	0.6	
Yes	Area	Marine	1996	score	0	
Yes	Area	Marine	1995	score	0	
Yes	Area	Marine	1994	score	0	
Yes	Area	Marine	1993	score	0	
Yes	Area	Marine	1992	score	0	
Yes	Area	Marine	1991	score	0	
Yes	Area	Marine	1990	score	0	
Yes	Area	Marine	1989	score	0	
Yes	Area	Marine	1988	score	0	
Yes	Area	Marine	1987	score	0	
Yes	Area	Marine	1986	score	0	
Yes	Area	Marine	1985	score	0	
Yes	Area	Marine	1984	score	0	

Yes	Area	Marine	1983	score	0	
Yes	Area	Marine	1982	score	0	
Yes	Area	Marine	1981	score	0	
Yes	Area	Marine	1980	score	0	
Yes	Area	Terrestrial	2025	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2024	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2023	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2022	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2021	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2020	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2019	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2018	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2017	score	51.4	
Yes	Area	Terrestrial	2016	score	50.4	
Yes	Area	Terrestrial	2015	score	50.4	

Yes	Area	Terrestrial	2014	score	22.7	
Yes	Area	Terrestrial	2013	score	22.7	
Yes	Area	Terrestrial	2012	score	22.7	
Yes	Area	Terrestrial	2011	score	18.2	
Yes	Area	Terrestrial	2010	score	17.7	
Yes	Area	Terrestrial	2009	score	16.6	
Yes	Area	Terrestrial	2008	score	16.6	
Yes	Area	Terrestrial	2007	score	16.6	
Yes	Area	Terrestrial	2006	score	11.8	
Yes	Area	Terrestrial	2005	score	11.8	
Yes	Area	Terrestrial	2004	score	11.7	
Yes	Area	Terrestrial	2003	score	11.6	
Yes	Area	Terrestrial	2002	score	7.6	
Yes	Area	Terrestrial	2001	score	7.6	
Yes	Area	Terrestrial	2000	score	7.6	

Yes	Area	Terrestrial	1999	score	7.6	
Yes	Area	Terrestrial	1998	score	7.6	
Yes	Area	Terrestrial	1997	score	6.7	
Yes	Area	Terrestrial	1996	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1995	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1994	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1993	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1992	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1991	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1990	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1989	score	4	
Yes	Area	Terrestrial	1988	score	3.5	
Yes	Area	Terrestrial	1987	score	3.5	
Yes	Area	Terrestrial	1986	score	3.5	
Yes	Area	Terrestrial	1985	score	3.5	

Yes	Area	Terrestrial	1984	score	3.5	
Yes	Area	Terrestrial	1983	score	3.5	
Yes	Area	Terrestrial	1982	score	3.5	
Yes	Area	Terrestrial	1981	score	3.4	
Yes	Area	Terrestrial	1980	score	3.4	

Comments

Références: Yale Center for Biodiversity and Global Change, 2026	FR
--	----

5.CT.2 Degree of implementation of international instruments aiming to combat illegal, unreported and unregulated fishing

ComponentGBF-INDICATOR-138

Source of Data

Use national data set

Data

Download

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	%	55	

7.CT.3 Plastic debris density

ComponentGBF-INDICATOR-280

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Size	Macroplastic	2025	Number per m²	0.14	Marine
Yes	Size	Macroplastic	2021	Number per m²	0.63	Terrestrial

Comments

Références: CETAMADA (terrestre), IUCN IslandPLas (marine)

FR

11.CT.1 Annual mean levels of fine particulate matter (e.g. PM2.5 and PM10) in cities

Component **GBF-INDICATOR-110**

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	City	Antananarivo	2024	µg/m³	20	PM2.5
Yes	City	Toamasina	2024	µg/m³	17	PM2.5

Comments

Références: Rapport mondial sur la qualité de l'air 2024

<https://www.aqi.in/fr/world-air-quality-report>

<https://www.aqi.in/fr/dashboard/madagascar/analamanga/antananarivo/pm>

<https://www.aqi.in/fr/dashboard/madagascar/analamanga/antananarivo/pm10>

FR

13.CT.1 Total number of internationally recognized certificates published on the Access and Benefit-sharing Clearing-House

Component

GBF-INDICATOR-340

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	Number of certificates	11	

16.CT.2 Material footprint, material footprint per capita, and material footprint per GDP

Component

GBF-INDICATOR-211

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote

No	Not applicable	Not applicable	2019	Tonne (millions)	40.8	Total material footprint
Yes	Material footprint by type	Biomass	2019	Tonne (millions)	31.5	
Yes	Material footprint by type	Fossil fuels	2019	Tonne (millions)	1.76	
Yes	Material footprint by type	Metal ores	2019	Tonne (millions)	2.76	
Yes	Material footprint by type	Non-metallic minerals	2019	Tonne (millions)	4.7	

Comments

References: https://dicf.unepgrid.ch/madagascar/green-economy#section-primary-extractions	EN
---	----

16.CT.3 Ecological footprint

Component

GBF-INDICATOR-142

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	gha per capita	0.8	Estimate

No	Not applicable	Not applicable	2023	gha per capita	0.8	Estimate
No	Not applicable	Not applicable	2022	gha per capita	0.9	
No	Not applicable	Not applicable	2021	gha per capita	0.9	
No	Not applicable	Not applicable	2020	gha per capita	0.8	

Comments

References: Open Data Platform - Global Footprint Network

<https://data.footprintnetwork.org/#/>

EN

21.CT.1 Species Information Index

Component

GBF-INDICATOR-21.CT.1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	score	3.7	
No	Not applicable	Not applicable	2023	score	3.9	
No	Not applicable	Not applicable	2022	score	3	
No	Not applicable	Not applicable			1.1	

			2021	score		
No	Not applicable	Not applicable	2020	score	0.6	
No	Not applicable	Not applicable	2019	score	3	
No	Not applicable	Not applicable	2018	score	3.1	
No	Not applicable	Not applicable	2017	score	2.6	
No	Not applicable	Not applicable	2016	score	2.5	
No	Not applicable	Not applicable	2015	score	2.5	
No	Not applicable	Not applicable	2014	score	2.3	
No	Not applicable	Not applicable	2013	score	1.9	
No	Not applicable	Not applicable	2012	score	2.1	
No	Not applicable	Not applicable	2011	score	1.1	
No	Not applicable	Not applicable	2010	score	1	
No	Not applicable	Not applicable	2009	score	0.6	
No	Not applicable	Not applicable	2008	score	1.7	
No	Not applicable	Not applicable	2007	score	1.1	

No	Not applicable	Not applicable	2006	score	0.8	
No	Not applicable	Not applicable	2005	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	2004	score	0.5	
No	Not applicable	Not applicable	2003	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	2002	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	2001	score	0.2	
No	Not applicable	Not applicable	2000	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1999	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	1998	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1997	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	1996	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1995	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1994	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1993	score	0.7	
No	Not applicable	Not applicable	1992	score	0.6	

No	Not applicable	Not applicable	1991	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	1990	score	0.5	
No	Not applicable	Not applicable	1989	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1988	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	1987	score	0.7	
No	Not applicable	Not applicable	1986	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1985	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	1984	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1983	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1982	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	1981	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1980	score	0	

Comments

Références: Yale Center for Biodiversity and Global Change, 2026

FR

23.CT.1 Proportion of seats held by women in (a) national parliaments and (b) local governments

Component

GBF-INDICATOR-297

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Type of seat	National Assembly	2024	%	17	
Yes	Type of seat	Ministers	2024	%	37	
Yes	Type of seat	Governors	2024	%	9	
Yes	Type of seat	Mayors	2024	%	5	
Yes	Type of seat	Communal and municipal councilors	2024	%	7	

Comments

References: Afrobarometer Dispatch No. 795 Ariel Astant Tianjoky Gaye, D. (2020). In Madagascar, women’s empowerment is gaining ground. World Bank Blogs. 24 January. Ramiah, L. (2020). Pour plus d’implication des femmes dans le développement de Madagascar. Actu. 31 July. Republic of Madagascar, 2022, Loi n° 2022-003 sur la participation des femmes aux postes de décision.	EN
--	----

A.CY.20 Species Status Information Index

Complementary

GBF-INDICATOR-330

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	score	3.7	
No	Not applicable	Not applicable	2023	score	3.9	
No	Not applicable	Not applicable	2022	score	3	
No	Not applicable	Not applicable	2021	score	1.1	
No	Not applicable	Not applicable	2020	score	0.6	
No	Not applicable	Not applicable	2019	score	3	
No	Not applicable	Not applicable	2018	score	3.1	
No	Not applicable	Not applicable	2017	score	2.6	
No	Not applicable	Not applicable	2016	score	2.5	
No	Not applicable	Not applicable	2015	score	2.5	
No	Not applicable	Not applicable	2014	score	2.3	
No	Not applicable	Not applicable	2013	score	1.9	

No	Not applicable	Not applicable	2012	score	2.1	
No	Not applicable	Not applicable	2011	score	1.1	
No	Not applicable	Not applicable	2010	score	1	
No	Not applicable	Not applicable	2009	score	0.6	
No	Not applicable	Not applicable	2008	score	1.7	
No	Not applicable	Not applicable	2007	score	1.1	
No	Not applicable	Not applicable	2006	score	0.8	
No	Not applicable	Not applicable	2005	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	2004	score	0.5	
No	Not applicable	Not applicable	2003	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	2002	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	2001	score	0.2	
No	Not applicable	Not applicable	2000	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1999	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	1998	score	0.3	

No	Not applicable	Not applicable	1997	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	1996	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1995	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1994	score	0.3	
No	Not applicable	Not applicable	1993	score	0.7	
No	Not applicable	Not applicable	1992	score	0.6	
No	Not applicable	Not applicable	1991	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	1990	score	0.5	
No	Not applicable	Not applicable	1989	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1988	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	1987	score	0.7	
No	Not applicable	Not applicable	1986	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1985	score	0	
No	Not applicable	Not applicable	1984	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1983	score	0.1	

No	Not applicable	Not applicable	1982	score	0.4	
No	Not applicable	Not applicable	1981	score	0.1	
No	Not applicable	Not applicable	1980	score	0	

Comments

Références: Yale Center for Biodiversity and Global Change, 2026	FR
--	----

2.CT.1 Proportion of land that is degraded over total land area

Complementary

GBF-INDICATOR-290

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2024	%	16	
Yes	Region of Madagascar	Amoron'i Mania	2024	%	39	
Yes	Region of Madagascar	Androy	2024	%	62	
Yes	Region of Madagascar	Anosy	2024	%	35	
Yes	Region of Madagascar	Atsimo Andrefana	2024	%	46	

Yes	Region of Madagascar	Bongolava	2024	%	46	
Yes	Region of Madagascar	Ihorombe	2024	%	35	
Yes	Region of Madagascar	Itasy	2024	%	47	
Yes	Region of Madagascar	Matsiatra Ambony	2024	%	43	
Yes	Region of Madagascar	Vakinankaratra	2024	%	46	
No	Not applicable	Not applicable	2024	Hectare	9682434	

Comments

Références: Institut national de la statistique (INSTAT) Madagascar, Cadre pour le développement des statistiques de l'environnement (CDSE) - 2024	FR
--	----

11.CY.3 Proportion of population using safely managed drinking water services

GBF-INDICATOR-295

Complementary

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	%	10.8	

Comments

Références: Ministère en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (MEAH) de Madagascar, 2026

FR

11.CY.4 Mortality rate attributed to unsafe water, unsafe sanitation and lack of hygiene (exposure to unsafe Water, Sanitation and Hygiene for All (WASH) services)

Complementary

GBF-INDICATOR-215

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2019	Deaths per 100,000 population per year	40.1	

Comments

Références: World Bank databank. Taux de mortalité attribué à l'eau insalubre, à l'assainissement insalubre et au manque d'hygiène (pour 100 000 habitants).
<https://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.WASH.P5>

FR

13.CY.1 Total number of transfers of crop material from the Multilateral System of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture received in a country

GBF-INDICATOR-343

Complementary

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Status	Received	2025	Number	8	
Yes	Status	Sent	2025	Number	3	

C.CY.1 Number of users that have provided information relevant to the utilization of genetic resources to designated checkpoints

[Complementary](#)[GBF-INDICATOR-263](#)

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	Number	0	
Yes	Reporting entity	NCA and NFP	2025	Number	9	9 users (out of 11) holding ABS permits, who reported information on the use of genetic resources to the National Competent Authority and the

						National Focal Point
--	--	--	--	--	--	----------------------

C.CY.2 Number of checkpoint communiqués published on the Access and Benefit-sharing Clearing-House ComplementaryGBF-INDICATOR-223						
Source of Data Use national data set						
Data Download						
Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2026	Number	0	

C.CY.3 Total number of internationally recognized certificates of compliance for non-commercial purposes in the Access and Benefit-sharing Clearing-House ComplementaryGBF-INDICATOR-251						
Source of Data Use national data set						
Data Download						
Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	Number of certificates of compliance for non-	7	

				commercial purposes		
--	--	--	--	------------------------	--	--

16.CY.7 Poverty level

Complementary

GBF-INDICATOR-16.CY.7

Source of Data

Use national data set

Data[Download](#) ↓

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Level of poverty	Moderate poverty	2022	% population	75.2	
Yes	Area	Rural	2022	% population	79.9	Moderate poverty
Yes	Area	Urban	2022	% population	55.5	Moderate poverty
Yes	Level of poverty	Extreme poverty	2022	% population	51.8	
Yes	Area	Rural	2022	% population	56.7	Extreme poverty
Yes	Area	Urban	2022	% population	31	Extreme poverty

Comments

References: World Bank Group. INSTAT. CSF. Poverty and Equity Assessment February 2024

EN

22.CY.1 Proportions of positions in national and local institutions, including (a) the legislatures; (b)

the public service; and (c) the judiciary, compared to national distributions, by sex, age, persons with disabilities and population groups

Complementary GBF-INDICATOR-275

Source of Data

Use national data set

Data

Download 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Type of seat	Women in parliament	2024	%	15.95	
Yes	Type of seat	Youth in parliament	2024	%	34.97	

Comments

References: <https://www.ipu.org/>

EN

22.CY.1 Proportions of positions in national and local institutions, including (a) the legislatures; (b) the public service; and (c) the judiciary, compared to national distributions, by sex, age, persons with disabilities and population groups

Complementary GBF-INDICATOR-275

Source of Data

Use national data set

Data

Download 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Type of seat	Women in parliament	2024	%	15.95	
Yes	Type of seat	Youth in		%		

		parliament	2024		34.97	
--	--	------------	------	--	-------	--

Comments

References: https://www.ipu.org/	EN
---	----

Superficie des zones humides inventoriées

National

3EC344BD-8555-98CE-6D77-772694CE71E3

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	International status	Ramsar	2025	Hectare	2146695.86	Total area of wetlands designated under the Ramsar Convention

Comments

Références: https://rsis.ramsar.org/?f%5B0%5D=region_en_s%3AAfrica&f%5B1%5D=country_en_s%3AMadagascar#stats	FR
--	----

Nombre d'outils de planification territoriale intégrant la biodiversité élaborés

National

06E417DF-EFBE-E1EE-E740-ACF259257911

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Type d'outil de planification territoriale	Schéma d'aménagement communal	2025	Nombre	105	
No	Type d'outil de planification territoriale	Schéma d'aménagement inter-communal	2025	Nombre	3	
No	Type d'outil de planification territoriale	Schéma régional d'aménagement du territoire	2025	Nombre	2	

Comments

Références: Direction de la Planification et du Développement Territorial (DPDT), Ministère de l'aménagement du territoire et des services fonciers de Madagascar, 2026

EN

Superficie de KBA identifiées

National

B46FBB41-87E5-7C54-5356-36869DD9AC91

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Governance type	Protected area	2025	Hectare	7240192	

Yes	Governance type	Transfer of management	2025	Hectare	2179615	
Yes	Governance type	Locally Managed Marine Area	2025	Hectare	1024352	
Yes	Governance type	None	2025	Hectare	3493433	Terrestrial: hors AP, TG
Yes	Governance type	None	2025	Hectare	3205161	Marine: hors AMP, TG, LMMA

Comments

Références: Ministère de l'environnement et du développement durable, 2025	FR
--	----

Scores d'efficacité de gestion des zones sous gestion

CC350E26-FC73-B66A-B82B-B23790ECEFE7

National

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Protected area	Asity Madagasikara	2025	%	76	
No	Protected area	Antrema	2025	%	91	
No	Protected area	Bombetoka	2024	%	69	

No	Protected area	COMATSA	2024	%	81	WWF
No	Protected area	Amoron'i Onilahy	2024	%	80	WWF

Comments

Références: WWF Madagascar, Asity Madagasikara	FR
--	----

Inventaire national des EEE

National

576EAF77-0937-7E67-7AD7-B30BC6E90826

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Flora	2025	Number of species	164	
Yes	Fauna	2020	Number of species	39	

Comments

Références: Association vahatra, 2018 ; Regional species list of invasive plants in the south west Indian Ocean Islands, 2020 ; Consolidation Office National pour l'Environnement (ONE) Madagascar, 2025	FR
---	----

Nombre de transferts de gestion des ressources naturelles (TGRN)/halieutiques (TGRH)

National

747D5629-2261-B436-0D6A-40CAB81464A8

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	Hectare	2179615	
Yes	Area	Terrestrial	2025	Hectare	2171769	
Yes	Area	Marine	2025	Hectare	9236	

Comments

Références: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2025

FR

Superficie reboisée/restaurée

National

B003429C-F36B-224C-C533-0C511E417F7D

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Reboisement	Terrestrial	2026	Hectare	5256.05	Campagne 2025-2026
Yes	Reboisement	Terrestrial	2025	Hectare	60677.54	Campagne 2024-2025
Yes	Reboisement	Terrestrial				Campagne

			2024	Hectare	63632.33	2023-2024
Yes	Reboisement	Terrestrial	2023	Hectare	65220.13	Campagne 2022-2023
Yes	Reboisement	Mangrove	2026	Hectare	192.25	Campagne 2025-2026
Yes	Reboisement	Mangrove	2025	Hectare	8340.99	Campagne 2024-2025
Yes	Reboisement	Mangrove	2024	Hectare	13553.19	Campagne 2023-2024
Yes	Reboisement	Mangrove	2023	Hectare	13139.66	Campagne 2022-2023
Yes	Reboisement	Reboisement	2023	Hectare	78359.88	
Yes	Reboisement	Reboisement	2022	Hectare	71207.73	
Yes	Reboisement	Reboisement	2021	Hectare	71179.39	
Yes	Reboisement	Reboisement	2020	Hectare	45002.63	
Yes	Reboisement	Reboisement	2019	Hectare	43612	

Comments

Références: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2025 https://e-voary.mg/reboisement/	FR
---	----

% de budget alloué à la biodiversité par rapport au budget général de l'État

National 7F7BBA22-028A-C706-6EF2-91F6B8CDFDBF

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2022	%	0.63	
No	Not applicable	Not applicable	2021	%	0.53	
No	Not applicable	Not applicable	2020	%	1.04	
No	Not applicable	Not applicable	2019	%	1.01	
No	Not applicable	Not applicable	2018	%	1.11	

Comments

Références: Loi des Finances Rectifiée (Inscription) et Loi de Règlement (Réalisation) Madagascar pour 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022

EN

Taux des recettes fiscales et parafiscales générées

National

316A5B84-9D8B-D173-B62A-436D3630862A

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
--------------------	---------------------	----------------	------	------	-------	----------

Yes	Program/ Direction	AFARB des 22 régions	2021	USD (millions)	2.54364	Non fiscale
Yes	Program/ Direction	AFARB, Direction de la valorisation des ressources naturelles (DVRN)	2021	USD (millions)	0.16341	Non fiscale
Yes	Program/ Direction	AFARB, Direction générale des forêts (DGF)	2021	USD (millions)	0.02408	Non fiscale
Yes	Program/ Direction	Bureau national de coordination, réduction des émissions dues à la déforestation et dégradation des forêts (BNC REDD / Crédit Carbone REDD+)	2021	USD (millions)	0.24888	Non fiscale
Yes	Program/ Direction	Direction de la valorisation des ressources forestières (DVRF)	2021	USD (millions)	0.33132	Fiscale
Yes	Program/ Direction	Direction du contrôle forestier (DCF)	2021	USD (millions)	0.08888	Fiscale
Yes	Program/ Direction	Direction du système des aires protégées terrestres (DAPT)	2021	USD (millions)	0.04444	Fiscale
Yes	Program/ Direction	Direction générale des forêts	2021	USD (millions)	0.22926	Fiscale
Yes	Program/	Gestion durable		USD		Fiscale

	Direction	des ressources naturelles	2021	(millions)	1.16484	
--	------------------	---------------------------	------	------------	---------	--

Comments

Références: BIOFIN Madagascar, 2021, Analyse des dépenses de la biodiversité	FR
--	----

Nombre de permis APA délivrés

National 27019CAF-4C18-AC89-AC0E-449CB027D2DD

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
No	Not applicable	Not applicable	2025	Number	11	

Nombre d'entreprises avec un PRSE (plan de responsabilité sociétale des entreprises)

National 8E63D815-5B76-CDC6-C5B4-E677C05D2AE1

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Status of report	Assessed report	2025	Number of reports	43	

Yes	Status of report	Assessed report	2024	Number of reports	56	
Yes	Status of report	Assessed report	2023	Number of reports	43	
Yes	Status of report	Assessed report	2022	Number of reports	57	
Yes	Status of report	Assessed report	2021	Number of reports	28	
Yes	Status of report	Assessed report	2020	Number of reports	35	
Yes	Status of report	Submitted report	2025	Number of reports	171	
Yes	Status of report	Submitted report	2024	Number of reports	157	
Yes	Status of report	Submitted report	2023	Number of reports	128	
Yes	Status of report	Submitted report	2022	Number of reports	128	
Yes	Status of report	Submitted report	2021	Number of reports	135	
Yes	Status of report	Submitted report	2020	Number of reports	117	

Comments

Références: Office National de l'Environnement (ONE) Madagascar, 2026

FR

Nombre de communes disposant d'un PAG ou SAC opérationnel

National 351C50E3-E31B-D711-EFF6-68556C8DB17A

Source of Data

Use national data set

Data

[Download](#) 

Has disaggregation	Disaggregation type	Disaggregation	Year	Unit	Value	Footnote
Yes	Spatial planning tool	Schéma d'Aménagement Communal	2025	Number of Communes	280	
No	Spatial planning tool	Schéma d'Aménagement InterCommunal	2025	Number of Communes	5	

Comments

Références: Ministère de l'aménagement du territoire et des services fonciers de Madagascar, 2025

FR

Further Information

Questions about the Online Reporting Tool may be directed to the Secretariat of the Convention on Biological Diversity.

Secretariat of the Convention on Biological Diversity

413 rue Saint-Jacques, suite 800
Montreal, Québec, H2Y 1N9
Canada

Fax: +1 514 288-6588

Email: secretariat@cbd.int